

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET DES PAYS ENCLAVÉS DE L'OCI, 2009



Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation
pour les Pays Islamiques (SESRIC)

© 2010 Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)
Attar Sokak, No. 4, G.O.P., 06700
Ankara, Turquie

Téléphone +90 312 468 61 72
Internet www.sestric.org
E-poste pubs@sestric.org

Tous droits réservés

Des standards élevés aient été appliqués pendant l'étape de traitement et de préparation par le SESRIC pour maximiser l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les dénominations et toute autre information montrées sur n'importe quelle section ou Schéma d'illustration n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC au sujet du statut juridique d'aucune entité. Sans compter qu'il ne sera pas pris responsable de n'importe quelle responsabilité de n'importe quel genre de discussion politique qui peut surgir employant les données présentées dans cette publication. Les frontières et les noms montrés sur les cartes soumises dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue du SESRIC.

Le matériel présenté dans cette publication est garanti les droits d'auteur. Par la vertu de des droits d'auteur qu'il réclame et pendant qu'il encourage la diffusion de ses publications pour les États Membres de l'OCI, SESRIC donne la permission de regarder, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, à n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux.

Pour que la permission de photocopier ou réimprimer une partie de ce livre, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au département de recherches économiques et sociales à Attar Sokak, No 4, G.O.P, 06700, Ankara, Turquie.

Toutes les questions sur le droit et les licences devraient être adressées au département de publications, SESRIC, à l'adresse ci-dessus.

ISBN: 978-975-6427-19-4

Conception de Couverture du Département de Publications, SESRIC

SESRIC exprime par sa satisfaction profonde à l'Institut Turque de la Statistique (TurkStat) d'avoir fourni les équipements d'impression.

Pour des informations supplémentaires, contactez le Département de Recherches Économiques et Sociales, SESRIC à travers: research@sestric.org

TABLEAUX DE MATIERES

1. INTRODUCTION.....	1
2. PMA DE L'OCI: TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES	3
2.1. Produit Intérieur Brut (PIB).....	3
2.2. Structure de l'Économie	3
2.3. Croissance Économique.....	6
2.4. PIB par Habitant.....	8
2.5. Épargnes et Investissement	9
2.6. Inflation	11
2.7. Commerce de Marchandises	12
2.7.1. Exportations.....	13
2.7.2. Importations	15
2.7.3. Balance Commerciale	17
2.8. Position de la Balance Commerciale Courante et des Réserves.....	18
3. FLUX FINANCIERS EXTÉRIEURS.....	21
3.1. Investissement Étranger Direct.....	21
3.2. Aide Publique au Développement	23
3.3. Dette Extérieure	26
3.3.1. Stocks Totaux de Dette.....	26
3.3.2. Composition de la Dette Extérieure.....	27
3.3.3. Dépensements sur la Dette Extérieure	30
3.3.4. Service de la Dette	31
3.3.5. Flux Nets sur la Dette.....	33
3.3.6. Indicateur de Dette.....	34
3.3.7. Engagements de Réduction de Créance sous l'Initiative Augmentée des Pays Pauvres Très Endettée (PPTE) et l'Initiative Multilatérale de Réduction de Créance (IMRC).....	38
4. L'ÉTAT DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PMA DE L'OCI	41
4.1. Vue d'Ensemble.....	41

4.2. Tendances de Production Alimentaire et de Consommation.....	41
4.3. Commerce de Nourriture	43
4.4. Aide Alimentaire	46
4.5. Privation Alimentaire (Personnes Mal Nourris)	48
4.6. Impacts de Volatilité de Prix de Denrées Alimentaires	50
5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	54
RÉFÉRENCES	60
ANNEXE STATISTIQUE	61
Tableau A.1: Distribution Régionale des PMA du Monde.....	63
Tableau A.2 : Population Totale (Millions).....	64
Tableau A.3: PIB à Prix Courants (en milliards de dollars)	65
Tableau A.4: PIB par Habitant (en dollars à prix courants)	66
Tableau A.5: À Valeur Ajoutée par l'Activité Économique (% de PIB)	67
Tableau A.6: Taux de Croissance de PIB aux Prix Constants (Pour cent).....	68
Tableau A.7: Taux d'Inflation (% de changement des indices des prix à la consommation moyens annuels)	69
Tableau A.8: Exportations de Marchandises (FAB, en millions de dollars).....	70
Tableau A.9: Importations de Marchandises (CAF, en millions de dollars).....	71
Tableau A.10: Balance des Comptes Courants (en millions de dollars)	72
Tableau A.11: Réserves à l'Exclusion de l'Or (en millions de dollars)	73
Tableau A.12: Formation Brute de Capital (% de PIB)	74
Tableau A.13: Épargnes Intérieures Brutes (En % de PIB).....	75
Tableau A.14: Investissement Direct Étranger, Apports Nets (Million des États-Unis).....	76
Tableau A.15: Assistance Publique au Développement (APD) (*) (en millions de dollars nets) .	77
Tableau A.16: Stocks de Dette Extérieure, Total (DOD) (Million des États-Unis)	78
Tableau A.17: Stocks de Dette Extérieure, Dette à Long Terme (DLT) (en millions de dollars)	79
Tableau A.18: Stocks de Dette Extérieure, Dette à Court Terme (DCI) (en millions de \$)	80
Tableau A.19: Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI) (en millions de \$)	81
Tableau A.20: Dette Publique ou Garantie par l'État (en millions de \$)	82
Tableau A.21: Déboursements sur la Dette Extérieure (Long terme + FMI) (en millions de \$).	83
Tableau A.22: Service de la Dette sur la Dette Extérieure, Totale (STD) (en millions de \$)	84
Tableau A.23: Paiements des Intérêts d'Intérêts sur la Dette Extérieure, Totale (en mil. de \$) ...	85
Tableau A.24: Flux Nets sur la Dette, Total (En millions de dollars).....	86
Tableau A.25: Stocks de Dette Extérieure, % de RNB (DOD/RNB)	87
Tableau A.26: Stocks de Dette Extérieure, % d'Exportations (DOD/EXBS)	88

Tableau A.27: Service de la Dette sur la Dette Extérieure, % d'Exportations (STD/EXBS)	89
Tableau A.28: Paiements des Intérêts d'Intérêts sur la Dette Extérieure, % d'Exportations (INT/EXBS)	90
Tableau A.29: Index de Production Alimentaire (1999-2001=100).....	91
Tableau A.30: Index de Production Alimentaire par Habitant (1999-2001=100).....	92
Tableau A.31: Consommation de Nourriture, Consommation d'Énergie Diététique (kcal/personne/jour)	93
Tableau A.32: Exportations de Nourriture (En millions de dollars)	94
Tableau A.33: Importations de Nourriture (En millions de dollars)	95
Tableau A.34: Expédition d'Aide Alimentaire des Céréales (Tonnes/Année Total et Métrique) 96	
Tale A.35: Part de l'Aide Alimentaire dans la Consommation Totale (pour cent).....	97
Tableau A.36: Le Nombre de Personnes Mal nourris (Million)	98
Tableau A.37: Prédominance de Malnutrition dans la Population Totale (pour cent).....	99

Tableaux

Tableau 3.1: Réduction de Créance Totale investie dans les PMA de l'OCI sous l'Initiative des PPTE et l'IMRC : Statut en Date Extrémité du juillet 2009 (1) (en millions des États-Unis des dollars, en termes nominaux)	40
Tableau 4.1: Pays Moins Développés de l'OCI dans la Crise ayant Besoin de l'Aide Externe	46

Schémas

Schéma 2.1: Produit Intérieur Brut (PIB), Prix Actuels Courants	3
Schéma 2.2: À Valeur Ajoutée par l'Activité Économique Principale (% de PIB)	4
Schéma 2.3: À Valeur Ajoutée par Activité Économique Principale dans les PMA de l'OCI, 2008 5	
Schéma 2.4: Taux de Croissance Moyens de PIB, PIB par Habitant et Population (Pour cent)	6
Schéma 2.5: Croissance de PIB sur la Croissance Démographique, 2008.....	7
Schéma 2.6: PIB par Habitant par Groupes de Pays, aux USA aux Prix Actuels Courants	8
Schéma 2.7: PIB par Habitant dans les PMA de l'OCI, 2008, aux US aux Prix Actuels Courants ..	8
Schéma 2.8: Formation Brute de Capital et Épargnes Domestiques Brute (% de PIB)	9
Schéma 2.9: Espace de Ressource % de PIB	10
Schéma 2.10: Formation Brute de Capital, Épargnes Domestiques Brute, et Espace de Ressource dans les PMA de l'OCI (% de PIB)	10
Schéma 2.11: Inflation par Groupes de Pays (Prix à la Consommation).....	11
Schéma 2.12: Inflation dans les PMA de l'OCI, 2008	12

Schéma 2.13: Commerce de Marchandises	12
Schéma 2.14: Exportations de Marchandises.....	13
Schéma 2.15: Croissance des Exportations (aux Prix Actuels Courants)	13
Schéma 2.16: Exportations de Marchandises/PIB (%).....	14
Schéma 2.17: Rapport des Exportations de Marchandises/PIB pour les PMA de l'OCI.....	14
Schéma 2.18: Importations de Marchandises.....	15
Schéma 2.19: Croissance des Importations (aux Prix Actuels Courants)	16
Schéma 2.20: Importations de Marchandises/PIB (%).....	16
Schéma 2.21: Rapport des Importations de Marchandises/PIB pour les PMA de l'OCI.....	17
Schéma 2.22: Balance Commerciale.....	17
Schéma 2.23: Balance Commerciale dans les PMA de l'OCI, 2008	18
Schéma 2.24: Balance Courante.....	18
Schéma 2.25: Balance Courante dans les PMA de l'OCI, 2008.....	19
Schéma 2.26: Réserves Totales à l'Exclusion d'Or.....	19
Schéma 3.1: Investissement Direct Étranger (Apports Nets).....	21
Schéma 3.2: Apports Étrangers d'Investissement Direct à PMA de l'OCI, Net, 2008.....	22
Schéma 3.3: Apports d'IED comme % de PIB.....	22
Schéma 3.4: APD comme % de PIB.....	23
Schéma 3.5: Aide de Développement Officielle (APD).....	24
Schéma 3.6: Aide de Développement Officielle* au PMA de l'OCI.....	24
Schéma 3.7: APD par habitant dans les PMA	25
Schéma 3.8: APD par Habitant dans les PMA de l'OCI	25
Schéma 3.9: Actions de Dette Extérieure, Total (DOD).....	26
Schéma 3.10: Stocks de Dette Extérieure des PMA de l'OCI	27
Schéma 3.11: Composants des Actions de Dette Extérieure.....	27
Schéma 3.12: Composition de Dette Extérieure	28
Schéma 3.13: Composition de Dette Extérieure dans les PMA de l'OCI, 2007	30
Schéma 3.14: Déboursements sur la Dette (long terme + FMI).....	30
Schéma 3.15: Déboursements aux PMA de l'OCI (long terme + FMI), 2007.....	31
Schéma 3.16: Service de la Dette Total (STD) et sa Composition.....	32
Schéma 3.17: Service de la Dette Total (STD) et sa Composition dans les PMA de l'OCI, 2007..	33
Schéma 3.18: Les Flux Nets sur la Dette, Total.....	33
Schéma 3.19: Les Flux Nets sur la Dette Extérieure dans les PMA de l'OCI, Total, 2007	34
Schéma 3.20: Rapports d'Endettement, Pour cent	35
Schéma 3.21: Rapport DOD/RNB pour les PMA de l'OCI.....	36
Schéma 3.22: Rapport de DOD/EXBS pour les PMA de l'OCI.....	36
Schéma 3.23: Rapports de Fardeau de Paiement de Dette, Pour cent.....	37

Schéma 3.24: Rapport de STD/EXBS pour les PMA de l'OCI	38
Schéma 3.25: Rapport d'INT/EXBS pour les PMA de l'OCI.....	38
Schéma 4.1: Index de Production Alimentaire (1990-2001=100).....	42
Schéma 4.2: Index de Production Alimentaire par Habitant (1990-2001=100).....	42
Schéma 4.3: Consommation de Nourriture par Habitant (kcal/jour).....	43
Schéma 4.4: Exportations de Nourriture.....	44
Schéma 4.5: Importations de Nourriture.....	44
Schéma 4.6: Balance de Secteur Alimentaire.....	45
Schéma 4.7: Expéditions Totales d'Aide de Céréale.....	47
Schéma 4.8: La Part de l'Aide Alimentaire dans la Consommation Totale.....	48
Schéma 4.9: Le Nombre de Personnes Mal Nourris dans les PMA.....	48
Schéma 4.10: Prédominance de Malnutrition	49
Schéma 4.11: Prédominance de Malnutrition dans les PMA de l'OCI	49

1 INTRODUCTION

Les pays les moins avancés (PMA) sont un groupe de pays qui ont été officiellement identifiés par les Nations Unies comme “moins développés” en raison de la faiblesse de leur Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant et de leurs ressources humaines, et leur forte vulnérabilité économique. En 1971, l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé la première liste des PMA qui, à l'époque, comprenait 24 pays. On espérait bien sûr qu'à mesure que les efforts de développement produisaient leurs effets, les pays allaient, un par un, réussir à se détacher du groupe des PMA. Néanmoins, jusqu'en 1994, un seul pays a réussi à le faire (le Botswana en décembre 1994). D'ailleurs, le nombre de pays compris dans la liste a augmenté excessivement pour atteindre 48 en 1994. L'inclusion officielle du Sénégal à la liste des PMA en 2001 et du Timor-Leste en 2003 a porté le nombre total de ces pays à 50. Cependant, le détachement du Cap Vert de la liste des PMA à la fin de 2007 a porté le nombre de ces pays à 49. Le Rapport des Pays de Moindre Développement de la CNUCED (2009) a indiqué qu'on s'attend à ce qu'actuellement le Samoa reçoive un diplôme le 17 décembre 2010, et les Maldives le 1er janvier 2011. La Guinée équatoriale a été également recommandée pour recevoir un diplôme de la liste des PMA¹.

La liste initiale des PMA en 1971 comprenait 8 pays membres de l'OCI². Plus tard, Ce nombre a graduellement augmenté pour atteindre 21 en 1997, en raison à la fois des pays qui étaient des PMA et qui ont adhéré à l'OCI (6 pays)³, et des pays qui étaient membres de l'OCI et sont devenus des PMA (7 pays)⁴. L'inclusion officielle du Sénégal dans la catégorie des PMA en 2001 a porté le total des PMA de l'OCI à 22 pays.

Avec une population réunie de presque 810 millions en 2008, ou 12 pour cent de la population mondiale, les 49 PMA représentent le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté internationale. Le caractère distinctif de ce groupe de pays se manifeste, entre autres, dans l'insuffisance de leurs ressources économiques, institutionnelles et humaines, à laquelle s'ajoutent souvent des handicaps géophysiques. Leur répartition régionale aurait aussi un impact considérable sur leur croissance économique et leur performance en matière de développement. En effet, la majorité d'entre eux (33 pays) se situe en Afrique, notamment dans la région de l'Afrique subsaharienne, 16 pays sont enclavés et 11 sont insulaires (pour la plupart des petites îles). De plus, 31 PMA ont été récemment classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) et 12 comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers (pour la plupart agricoles) (voir Tableau A.1 en Annexe).

Compte tenu de cet état de fait, les besoins en développement des PMA dépassent de loin les capacités de leurs économies et ressources locales. Par conséquent, leur développement économique et social représente un défi majeur non seulement pour eux-mêmes mais également pour leurs partenaires de développement, et pour toute la communauté internationale. En fait, une attention particulière leur est accordée par les Nations Unies dans leurs efforts pour le développement. Ainsi, au cours des trois dernières décennies, les Nations Unies ont régulièrement suivi les développements dans ces pays, tout en soulignant par là le besoin de concessions spéciales en leur faveur, notamment dans les domaines des finances, du commerce et de la coopération technique. Ces efforts ont

¹ Pour plus de détails sur les critères et les seuils nécessaires pour l'inclusion et l'exclusion de la liste des PMA, voir CNUCED, *The Least Developed Countries Report 2009: The State and Development Governance*, p. iii.

² Afghanistan, Tchad, Guinée, Mali, Niger, Somalie, Soudan et Yémen.

³ Benin, Burkina Faso, Maldives, Mozambique, Togo, et Ouganda.

⁴ Bangladesh, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie, et Sierra Leone.

conduit à une prise de conscience par la communauté internationale des besoins spéciaux et spécifiques des PMA pour rompre le cercle vicieux du sous-développement qui cause la stagnation économique et la pauvreté.

La répartition régionale des PMA de l'OCI, qui est généralement aggravée par des désavantages géophysiques, peut être considérée comme un facteur ayant un grand rapport avec leur croissance économique et leur performance en matière de développement. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la majorité des PMA de l'OCI (18 pays) sont situés en Afrique subsaharienne, 4 en Asie; six sont des pays enclavés et deux sont des petits pays insulaires (Tableau A.1 en Annexe). Dans ce contexte, il vaut mieux de mentionner que les pays enclavés des PMA sont parmi les pays les plus désavantagés où l'éloignement et l'isolement de ces pays des marchés mondiaux et de la dépendance élevée à l'égard le commerce de passage augmente leurs coûts de transactions et réduit ainsi leur compétitivité commerciale sur les marchés mondiaux.

Les PMA de l'OCI, notamment ceux de l'Afrique Subsaharienne, sont particulièrement mal dotés pour développer leurs économies locales et assurer à leurs populations un niveau de vie soutenable et adéquat. Leurs économies sont aussi extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles car 7 d'entre eux sont encore classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers et dépendent ainsi pour leur croissance et leur développement de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits agricoles pour la plupart. De plus, 18 des PMA de l'OCI sont classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) (Tableau A.17 en Annexe).

Les 22 PMA de l'OCI courants représentent une grande partie de la performance de tous les PMA à bien des égards. Avec une population totale de 415.4 millions dollars des États-Unis en 2008, ou 51.1 pour cent de la population totale de tous les PMA, ils ont justifié de 50.1 pour cent de la production totale des produits intérieurs bruts (PIB) de tous les PMA et de 33.2 pour cent de leurs exportations totales de marchandises⁵. Cependant, comme c'est le cas pour les autres PMA, la faiblesse structurelle des économies de la majorité des PMA de l'OCI et l'insuffisance de leur capacité en matière de croissance et de développement entravent leurs efforts pour améliorer concrètement le niveau de vie de la majorité de leurs populations.

Dans ce contexte, le développement économique et social des PMA de l'OCI représente un défi majeur pour eux-mêmes, leurs partenaires de développement ainsi que pour l'ensemble de la communauté de l'OCI. En Conséquence, le groupe des PMA de l'OCI constitue le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté de l'OCI. Avec une part de 27.8 pour cent dans la population totale en 2008, les 22 PMA de l'OCI ont justifié de seulement 6.0 pour cent de la production totale des pays de l'OCI et de 3.1 pour cent de leurs exportations totales. Leur PIB moyen par habitant (658 dollars des États-Unis) était moins du tiers de celui du groupe des pays de l'OCI (3085 dollars des États-Unis).

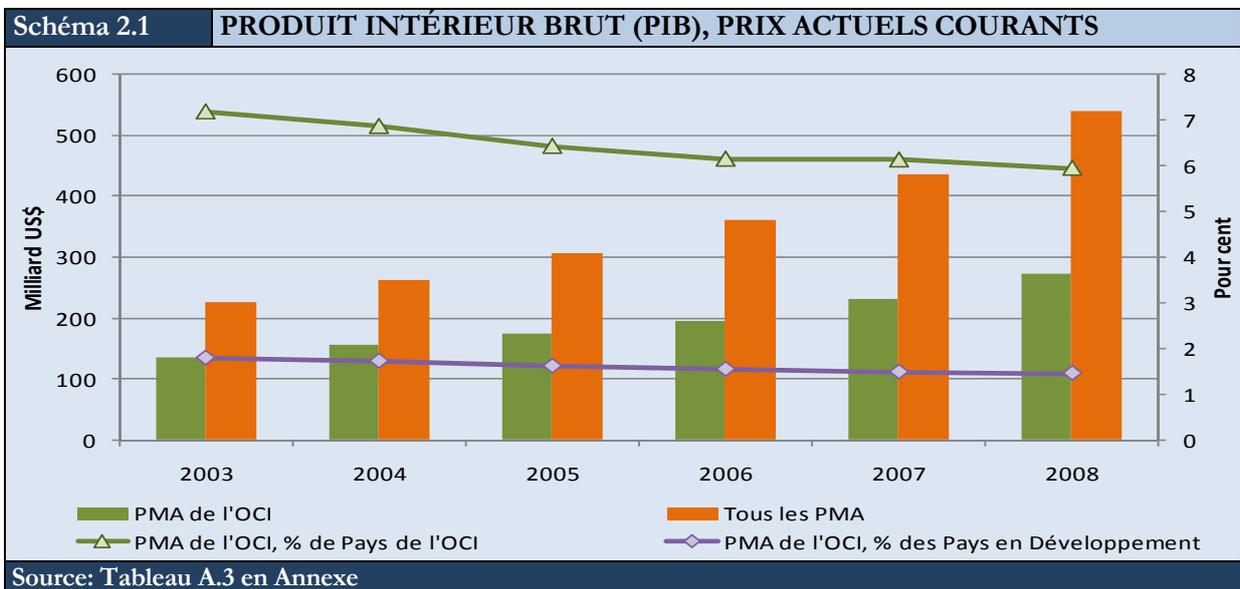
Ce Rapport vise à suivre les développements dans les économies de ce groupe des pays membres de l'OCI et à mettre en évidence leurs problèmes spécifiques, faisant ainsi valoir la nécessité d'actions spéciales en leur faveur, notamment dans les domaines de la coopération financière, commerciale et technique. Il étudie les tendances de leurs principaux indicateurs économiques au cours des cinq dernières années pour lesquelles les données sont disponibles et les compare à celles prévalant dans les groupes de tous les PMA, des pays de l'OCI et des pays en développement. Le Rapport jette également la lumière sur certains sujets de développement présentant un intérêt pour ces pays tels que les flux financiers extérieurs et la sécurité alimentaire.

⁵ Voir Tableaux A.2, A.3 et A.8 respectivement en Annexe.

2 PMA DE L'OCI: TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB combiné des PMA de l'OCI s'est élevé à 273.4 milliards dollars des États-Unis en 2008, comparé à 136.1 milliards dollars des États-Unis en 2003. Bien que ceci indique que les PMA de l'OCI ont doublé leur PIB lors de cette période, leur performance est demeurée plus faible que les autres PMA à mesure que tout le PIB de tous les PMA augmentait 2.4 fois au cours de la même période. Ainsi, alors que leur PIB expliquait 60.3 pour cent de tous les PMA en 2003, il a graduellement diminué dans les prochaines années pour atteindre 50.7 pour cent en 2008 (voir Tableau A.3 en Annexe). De même, leur part en PIB total des pays de l'OCI a diminué de 7.2 pour cent à 6.0 pour cent tandis que leur part en PIB total des pays en développement diminuait également de 1.8 pour cent à 1.5 pour cent au cours de la période 2003-2008 (Schéma 2.1).



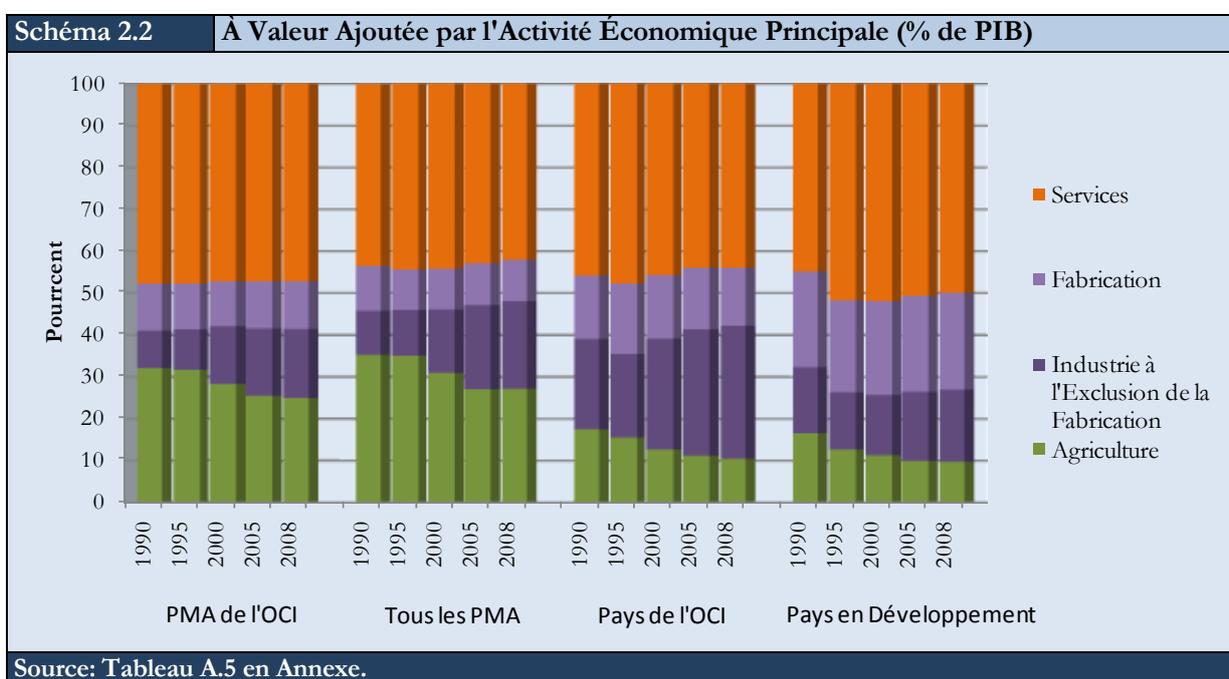
En fait, le PIB total des PMA de l'OCI en 2008 était même moins que celui de certains différents pays de l'OCI tels que la Turquie, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, et l'Iran. D'ailleurs, on l'observe que la partie de tout le PIB des PMA de l'OCI est encore concentrée dans certains d'eux. En 2008, seulement 3 pays (Bangladesh, Soudan, et Yémen) ont produit 61.1 pour cent de tout le PIB des PMA de l'OCI (calculés en utilisant les données dans le Tableau A.3 en Annexe).

2.2. Structure de l'Économie

Cette section au-dessous jette la lumière sur la structure globale des économies des PMA de l'OCI de l'aspect de production. À cet égard, le côté de production de l'économie a été présenté par la structure à valeur ajoutée par les trois activités économiques principales, à savoir l'agriculture, l'industrie, et les services.

Schéma 2.2 montre les parts des secteurs économiques principaux dans la valeur ajoutée totale (PIB) des PMA de l'OCI en tant que groupe, comparé à d'autres groupes de pays. Le déclin significatif dans la part de l'agriculture dans les deux dernières décennies apparaît comme développement le plus

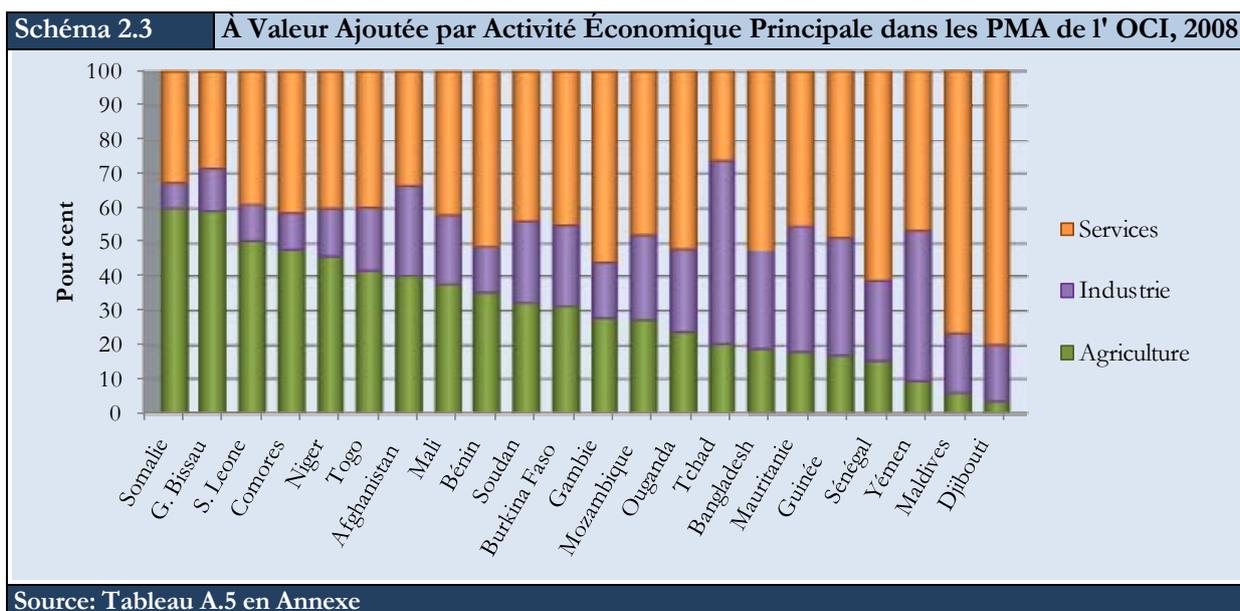
remarquable dans la structure du rendement. Cependant, ce n'est pas unique aux PMA de l'OCI mais à une tendance générale observée partout dans le monde. La part du secteur en PIB des PMA de l'OCI a sans interruption diminué de 32.4 pour cent en 1990 à 25.2 pour cent en 2008. Cependant un déclin semblable a été aussi bien éprouvé par tous les PMA de 35.5 pour cent à 27.3 pour cent, respectivement le secteur a toujours occupé une part inférieure pour les PMA de l'OCI. Comparé à la moyenne de l'OCI et à la moyenne pour les pays en développement, cependant, la part de l'agriculture est encore plus élevée, impliquant que les activités agricoles dans les PMA continuent à être une source de revenu significative comparée à d'autres pays en développement. Par conséquent, comme on pouvait s'y attendre, il y a 7 pays moins avancés de l'OCI où l'agriculture domine l'économie et, dans certain d'eux comme la Somalie, la Guinée-Bissau, et le Sierra Leone, le secteur explique 50-60 pour cent du PIB, de ce fait jouant un rôle principal dans le développement économique de ces pays. Néanmoins, il y a également des pays où l'agriculture contribue au PIB par plus moins de 10 pour cent comme dans le cas de Djibouti, des Maldives, et du Yémen (voir Schéma 2.3).



D'une part, le secteur des services qui a, par convention, dominé la plupart des économies dans le monde également semble avoir été poids perdant, particulièrement depuis les mi-années 90, cependant jusqu'à un degré beaucoup plus petit que l'agriculture. Le Schéma 2.2 prouve clairement que, au cours de la période de 1995 à 2008, la part du secteur en PIB a diminué légèrement dans tous les groupes de pays, y compris les PMA de l'OCI. Au cours de cette période, la contribution du secteur des services au PIB a détérioré de 47.7 pour cent à 46.9 pour cent pour les PMA de l'OCI, pourtant en restant toujours comme secteur dominant. Comparé aux autres groupes, le poids du secteur en PIB des PMA de l'OCI par rapport à 2008 était inférieur à ceux des pays en développement et des pays de l'OCI mais plus élevé que celui de tous les PMA. Au niveau de pays individuel, le secteur a enregistré une part qui s'est étendue de 26.3 pour cent au Tchad à 79.7 pour cent à Djibouti et a dominé l'économie dans les 14 PMA de l'OCI (Schéma 2.3).

Naturellement, le déclin dans les poids d'agriculture et les services a été traduit en expansion dans la part de l'industrie pour tous les groupes d'économies présentées sur le Schéma 2.2. En conséquence, la part de l'industrie en PIB des PMA de l'OCI a augmenté de 19.8 pour cent en 1990 à 27.9 pour

cent en 2008, menant le secteur pour devenir la deuxième activité économique principale après le secteur des services. En dépit d'une expansion si importante, cependant, cette part est encore basse comparée aux autres groupes. Au niveau de pays individuel, le poids de l'industrie dans l'économie est remarquable dans seulement 3 PMA de l'OCI, à savoir le Tchad avec 53.2 pour cent (le seul pays où l'industrie domine), le Yémen avec 44.3 pour cent, et la Mauritanie avec 36.7 pour cent (Schéma 2.3). Cependant, il vaut mieux noter que cette importance du secteur dans ces pays vient la plupart du temps de la production de pétrole et de minerais. Puisque la part de l'industrie en PIB d'aucune économie ne reflète pas entièrement le niveau de son industrialisation, la performance de l'industrie manufacturière dans les PMA de l'OCI doit également être prise en compte.



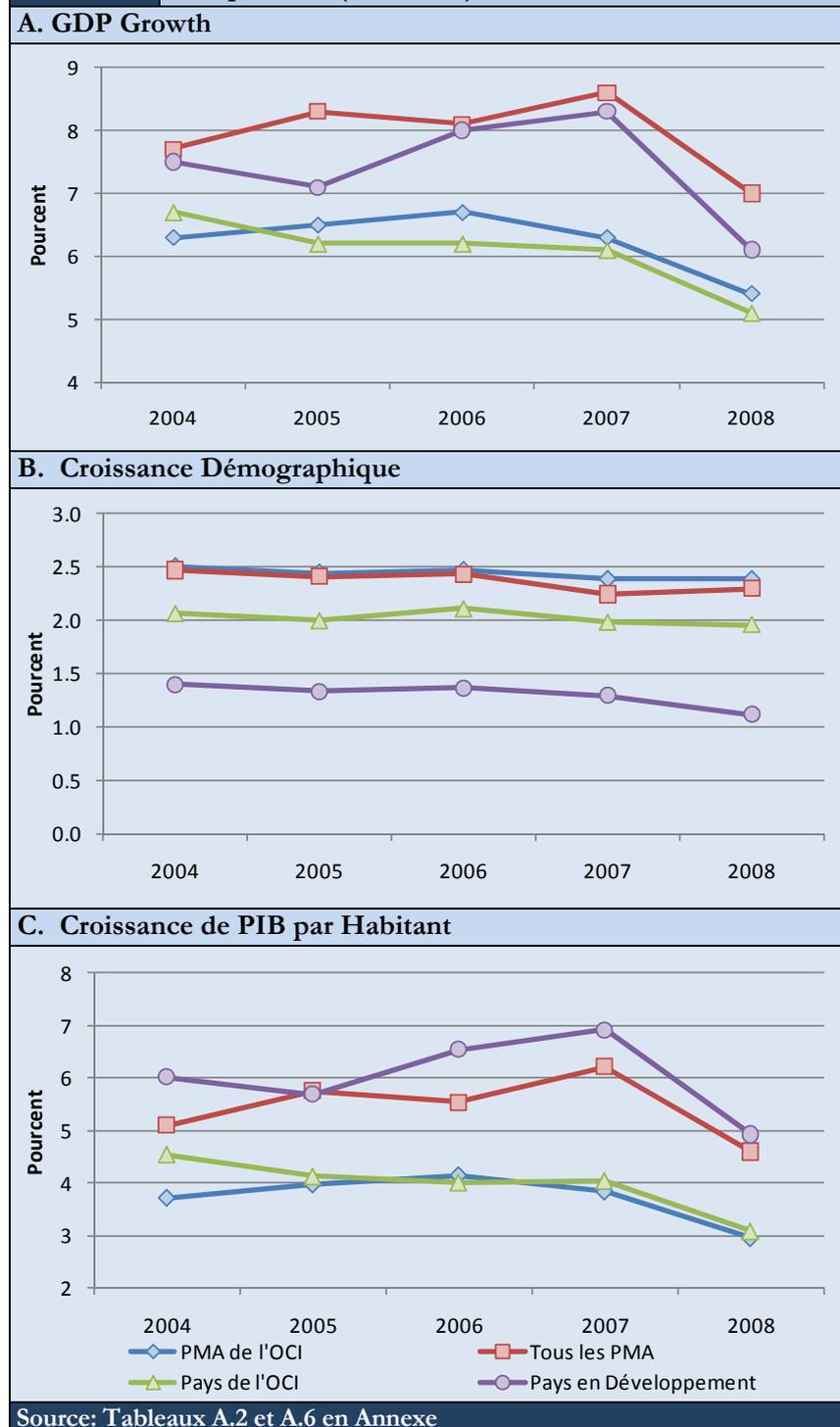
La fabrication constitue une activité économique mineure dans les PMA de l'OCI, avec une part moyenne de 11.7 pour cent en PIB en 2008 - restant presque sans changement pour les deux dernières décennies (Schéma 2.2). Bien que cette part soit légèrement plus élevée que celle dans tous les PMA (9.8 pour cent), elle est légèrement inférieure à celle dans des pays de l'OCI en général (14.0 pour cent) et considérablement au-dessous de la moyenne de pays en développement (23.0 pour cent). Ceci indique une performance faible et un rôle limité de l'industrie manufacturière dans les économies de presque tous les PMA de l'OCI. Seulement 5 pays ont enregistré une part au-dessus de 20 pour cent en 2008, avec le Bangladesh (18.0 pour cent), l'Afghanistan (16.8 pour cent) et la Mozambique (15.1 pour cent) prenant la tête (Schéma 2.3).

De façon générale, la structure des économies des PMA de l'OCI en termes de composition de leur rendement (PIB) par l'activité économique principale reflète la structure de leurs recettes d'exportation. Dans ce contexte, 7 des PMA de l'OCI sont classifiés en tant qu'exportateurs de produit de base non-combustibles. En outre, trois pays (Tchad, Yémen, et Soudan) sont classifiés comme exportateurs de pétrole (voir Tableau A.5 en Annexe). Il est, donc, clair que les économies de ces pays dépendent encore de quelques produits spécifiques, la plupart du temps agricole. Il n'y a, donc, aucun doute que les exportations de ces produits jouent un rôle critique dans les perspectives de la croissance et du développement dans ces pays. Cependant, la grande part des produits primaires dans le rendement et des exportations provoque une exposition significative de l'économie nationale aux risques des chocs externes, tels que les tendances de fluctuation dans des prix internationaux et/ou les facteurs saisonniers défavorables. Ceci, alternativement, affecte la croissance économique et l'élaboration de la politique à long terme.

2.3. Croissance Économique

Au cours de la dernière période de cinq ans de 2004-2008, tous les pays en développement aussi bien que les PMA ont enregistré des taux de croissance forts. Le taux de croissance moyen annuel réalisé par tous les PMA comme un groupe au cours de cette période a surpassé la croissance moyenne des pays en développement ; 7.9 pour cent contre 7.4 pour cent, respectivement. Bien

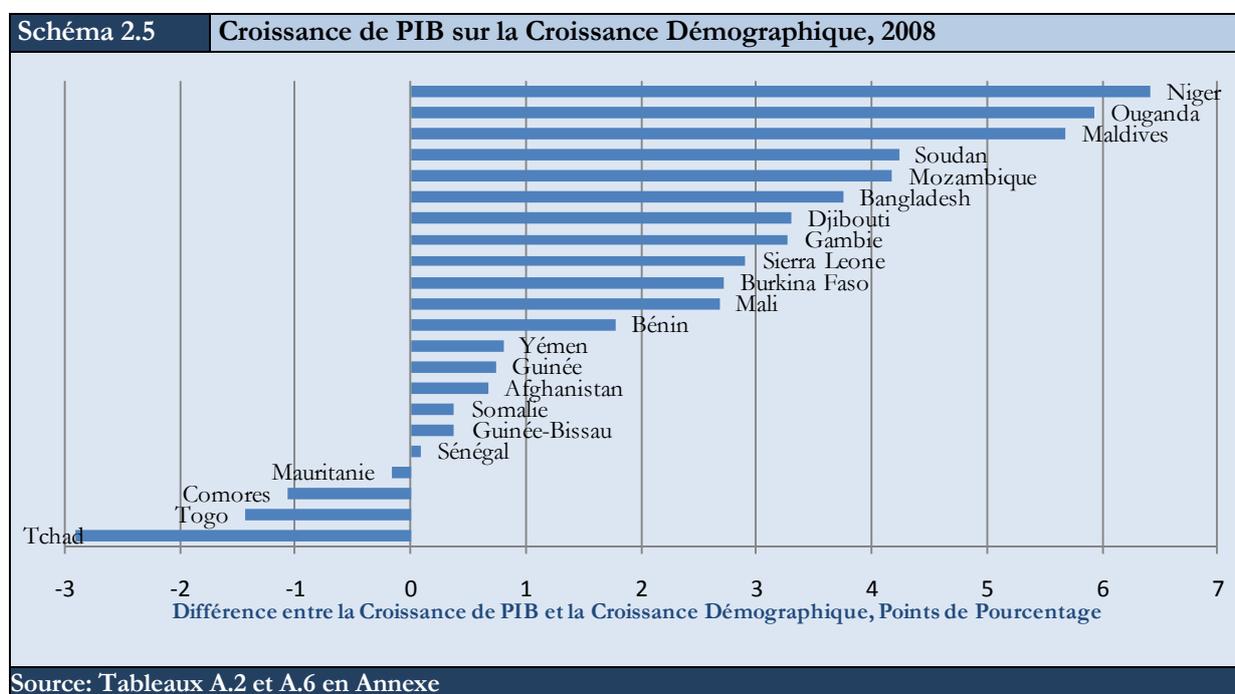
Schéma 2.4. Taux de Croissance Moyens de PIB, PIB par Habitant et Population (Pour cent)



que les PMA de l'OCI aient enregistré une moyenne inférieure (6.2 pour cent), elle était légèrement au-dessus de la croissance moyenne des pays de l'OCI en général (6.1 pour cent). En 2008, tous ces groupes enregistrés ont détérioré des taux de croissance, mais ce classement n'a pas changé : tous les PMA avec 7.0 pour cent, pays en développement avec 6.1 pour cent, PMA de l'OCI avec 5.4 pour cent, et pays de l'OCI avec 5.1 pour cent (Schéma 2.4A).

On reconnaît bien que, pour qu'un pays maintienne le même niveau des standards de vie à sa population, l'économie de ce pays doit, au moins, pouvoir se développer (en termes de PIB en termes réels) par le même niveau de la croissance de sa population totale. Pour étudier cette relation pour les PMA de l'OCI en comparaison d'autres groupes de pays, les Schémas sur les taux de croissance moyens à la population et le PIB en termes réels par habitant sont montrés dans la Schéma 2.4B et 2.4C.

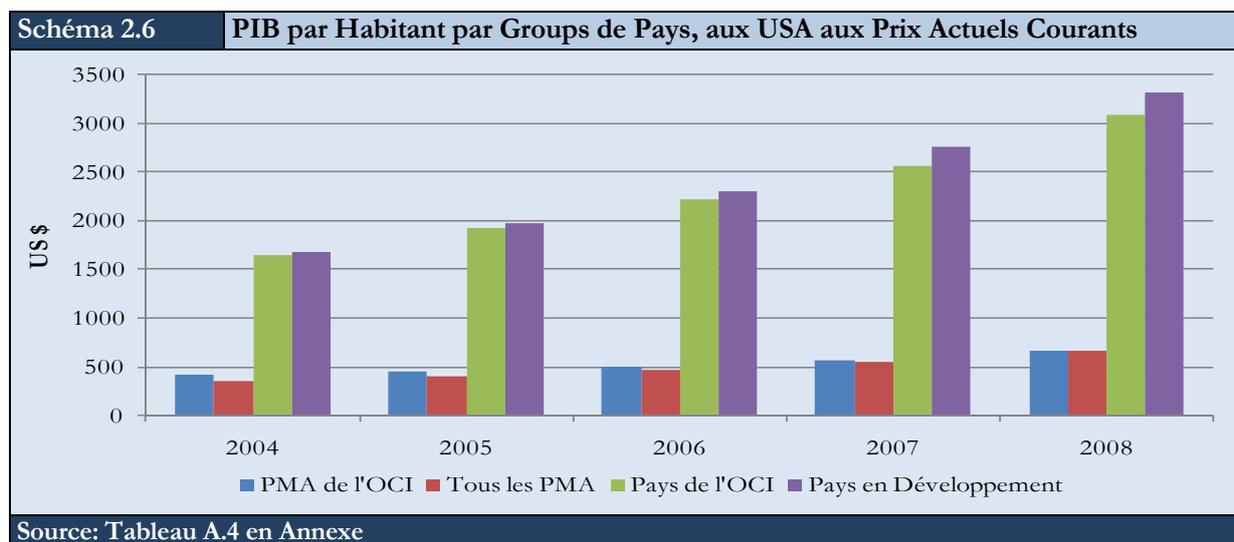
La Schéma 2.4B prouve que les taux de croissance moyens annuels de la population dans tous les PMA et dans les PMA de l'OCI étaient presque égaux au cours de la période à l'étude excepté les deux dernières années avec des différences négligeables. Cependant, ces taux étaient plus élevés que ceux de l'OCI et beaucoup plus élevé que ceux des pays en développement en particulier. Par conséquent, quand on vient pour calculer le chemin de croissance pour le PIB *par habitant*, la croissance du PIB des PMA de l'OCI a été dégonflée plus que celle des autres groupes. En conséquence, alors que les PMA de l'OCI exécutaient légèrement mieux que le groupe de l'OCI en ce qui concerne la croissance de PIB (Schéma 2.4A), ils sont tombés légèrement au-dessous de la performance de l'OCI en ce qui concerne la croissance du PIB par habitant (Schéma 2.4C). On a également observé une situation semblable pour le groupe de tous les PMA et de pays en développement. Ceci implique que les PMA, y compris les PMA de l'OCI, ne pouvaient pas élever au-dessus du niveau de leur croissance démographique moyenne pour atteindre par conséquent la même amélioration des standards de vie réalisée par les pays en développement.



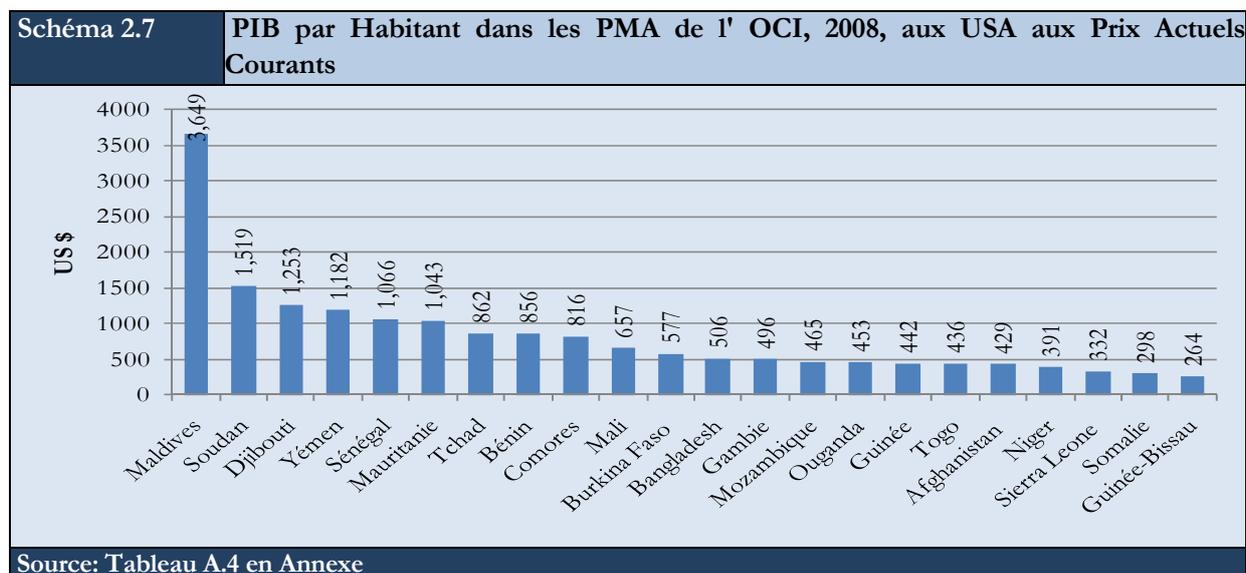
En effet, pour qu'un pays améliore le niveau de vie global à sa population, l'économie de ce pays doit pouvoir se développer en valeur réelle par un taux plus élevé que le taux de croissance de la population, supposant que la répartition des revenus est équitable. Schéma 2.5 montre la différence entre les taux de croissance du PIB en termes réels et la population pour les PMA de l'OCI en 2008. Il est clair que la majorité de ces pays aient pu réaliser la croissance significative dans leur croissance économique réelle comparée à la croissance de la population. Cela vaut particulièrement pour des pays tels que le Niger, l'Ouganda, et les Maldives. Cependant, les économies de quelques PMA de l'OCI, à savoir Tchad, le Togo, les Comores, et la Mauritanie ne pouvaient pas se développer par le même niveau de la croissance de leur population totale, signalant pour un PIB par habitant détériorant en valeur réelle dans ces pays.

2.4. PIB par Habitant

Les développements mentionnés ci-dessus dans le PIB et la population ont formé les arrangements pour le progrès en PIB par habitant, qui est un indicateur principal pour vérifier pourquoi les PMA ont été classifiés comme PMA. Schéma 2.6 présente l'évolution du PIB par habitant pour les PMA de l'OCI en comparaison avec tous les PMA, pays de l'OCI, et pays en développement pour la dernière période de cinq ans de 2004-2008.



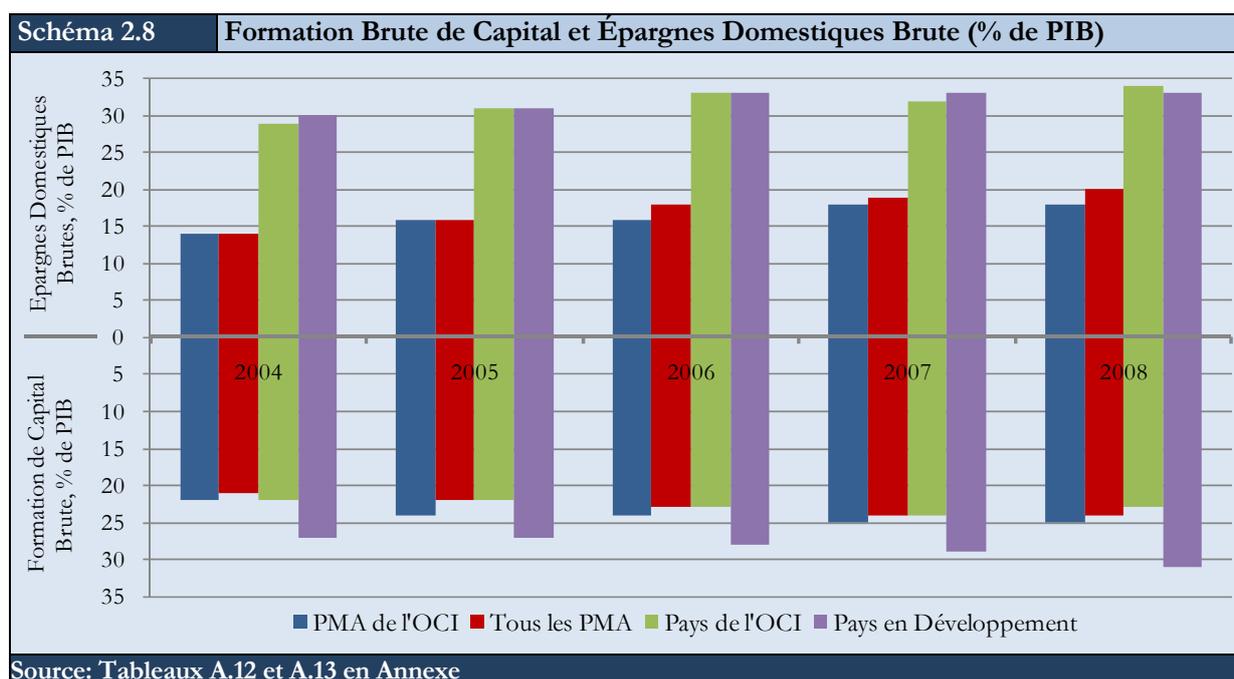
Comme prévu, le PIB moyen par habitant pour les PMA a toujours été bien au-dessous de la moyenne de pays en développement. Au cours de la période à l'étude, le PIB moyen par habitant pour les PMA de l'OCI a augmenté sans interruption pour atteindre 658 en 2008, comparé à 413 en 2004. Cependant, en raison de la croissance économique inférieure et des taux de croissance plus élevés de population que les groupes de tous les PMA et de pays en développement, l'incrément en PIB par habitant pour les PMA de l'OCI est demeuré au-dessous de ceux pour tous les PMA et pays en développement. En conséquence, en 2008, le PIB moyen par habitant pour les PMA de l'OCI est tombé au-dessous de celui pour tous les PMA pour la première fois et l'espace avec les pays en développement a augmenté de 1267 en 2004 à 2664 en 2008.



Au niveau de pays individuel, les Maldives, actuellement compté sortir le 1er janvier 2011 de la liste de PMA, a eu jusqu'ici le niveau le plus élevé du PIB par habitant parmi les PMA de l'OCI en 2008 (Schéma 2.7). Le pays a été suivi du Soudan, du Djibouti, du Yémen, du Sénégal, et de la Mauritanie, chacune avec 1000 ci-dessus, alors que le plus bas PIB par habitant était enregistré en Guinée-Bissau par 264.

2.5. Épargne et Investissement

En dépit du niveau élevé de la performance de la croissance du PIB en termes réels des PMA, y compris les membres de l'OCI, la petite taille des économies (en termes de PIB) de la majeure partie de ces pays face-à-face à leurs taux de croissance élevés de population et la vulnérabilité aux chocs externes mènent aux niveaux du revenu très bas et, par conséquent, aux niveaux bas de l'épargne domestique et aux investissements. Le rapport de l'épargne domestique brute (EDB) au PIB était de 14 pour cent pour tous les PMA et PMA de l'OCI en 2004. Après une tendance légèrement en augmentation au cours des années suivantes, ce rapport a monté jusqu'à 18 pour cent pour les PMA de l'OCI et à 20 pour cent pour tous les PMA. Cependant, ni l'un ni l'autre de ces groupes ne pourraient rivaliser favorablement avec les moyennes de pays en développement et des pays de l'OCI de manières entières, pour lesquels ce rapport était de 33 pour cent et de 34 pour cent respectivement en 2008.

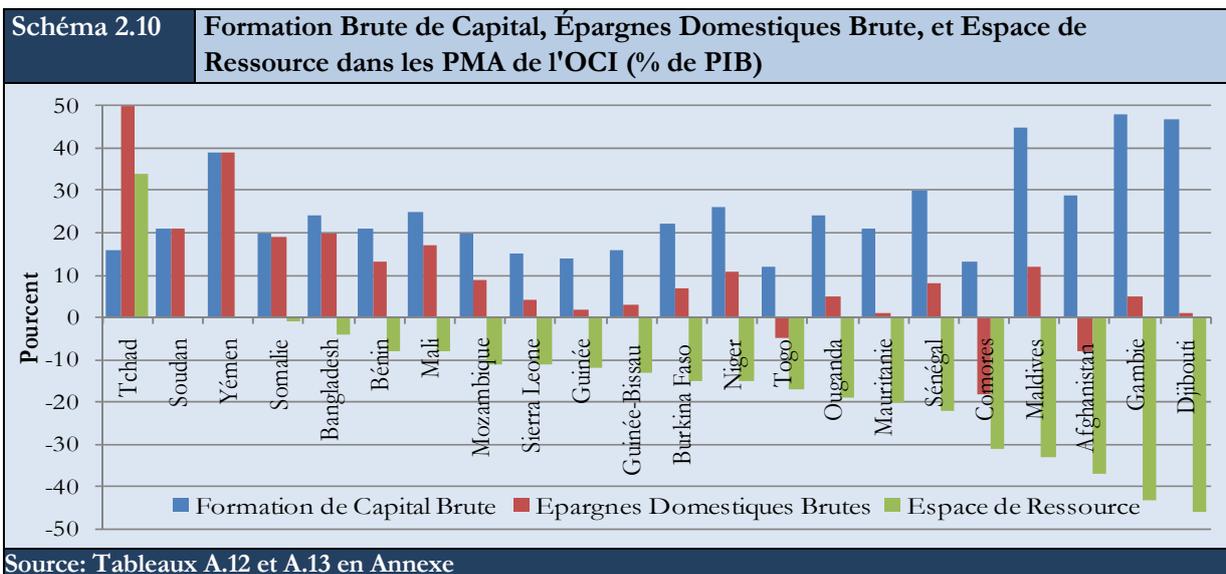
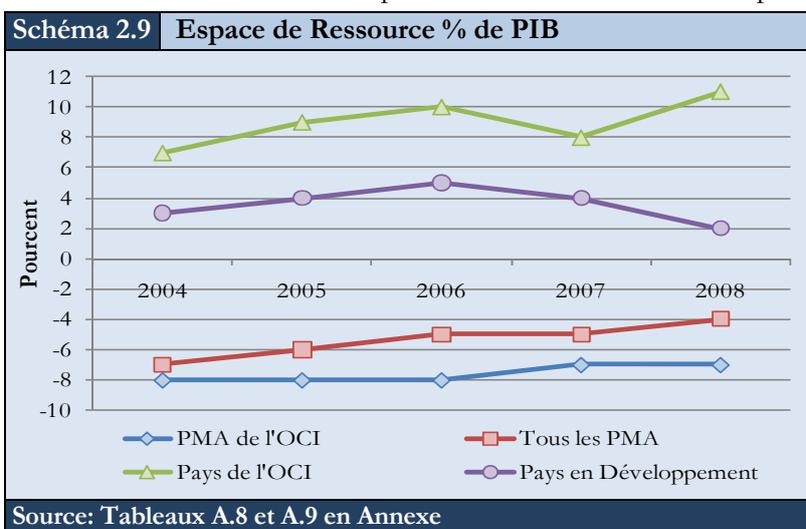


Le rapport de la formation brute de capital (FBC) au PIB était également inférieur pour tous les PMA et PMA de l'OCI par rapport aux pays en développement, bien qu'à un moindre degré (Schéma 2.8). Ceci peut être attribué aux taux stagnés dans les pays en développement aussi bien que l'amélioration du groupe de tous les PMA. Au cours de la période 2004-2008, le rapport du FBC au PIB pour les tous les PMA a augmenté de 21 pour cent à 24 pour cent tandis que l'augmentation pour les PMA de l'OCI était légèrement plus élevée ; de 22 pour cent à 25 pour cent. Les PMA de l'OCI ont enregistré des rapports légèrement plus élevés que les pays de l'OCI

aussi bien. En conséquence, sur la base moyenne, les PMA de l'OCI ont performé mieux que les autres PMA et les autres pays de l'OCI au cours de la période à l'étude.

Étant donné la différence entre l'EDB et la FBC, il est clair que les PMA de l'OCI et tous les PMA aient souffert un espace de ressource. Cependant, la tendance observée au cours des dernières années semble être prometteuse car l'espace a légèrement diminué, malgré à un moindre degré pour les PMA de l'OCI que les tous les PMA. L'espace a atteint moins de 4 pour cent pour tous les PMA et 7 pour cent pour les PMA de l'OCI en 2008, comparés à 7 pour cent et à 8 pour cent respectivement en 2004 (Schéma 2.9). En revanche, les pays en développement, qui ont, en moyenne, enregistré un excédent de ressource au cours de la dernière période de cinq ans de 2004-2008, ont éprouvé un déclin dans leurs excédents au cours des deux dernières années ; les excédents ont diminué la première fois du niveau maximal de 5 pour cent de PIB en 2006 à 4 pour cent en 2007 et puis à 2 pour cent en 2008. D'une part, les pays de l'OCI ont continué à enregistrer des excédents plus élevés que les pays en développement au cours de la période à l'étude. Après l'expérience d'un déclin en 2007 à 8 pour cent, leurs excédents ont monté jusqu'à 11 pour cent en 2008.

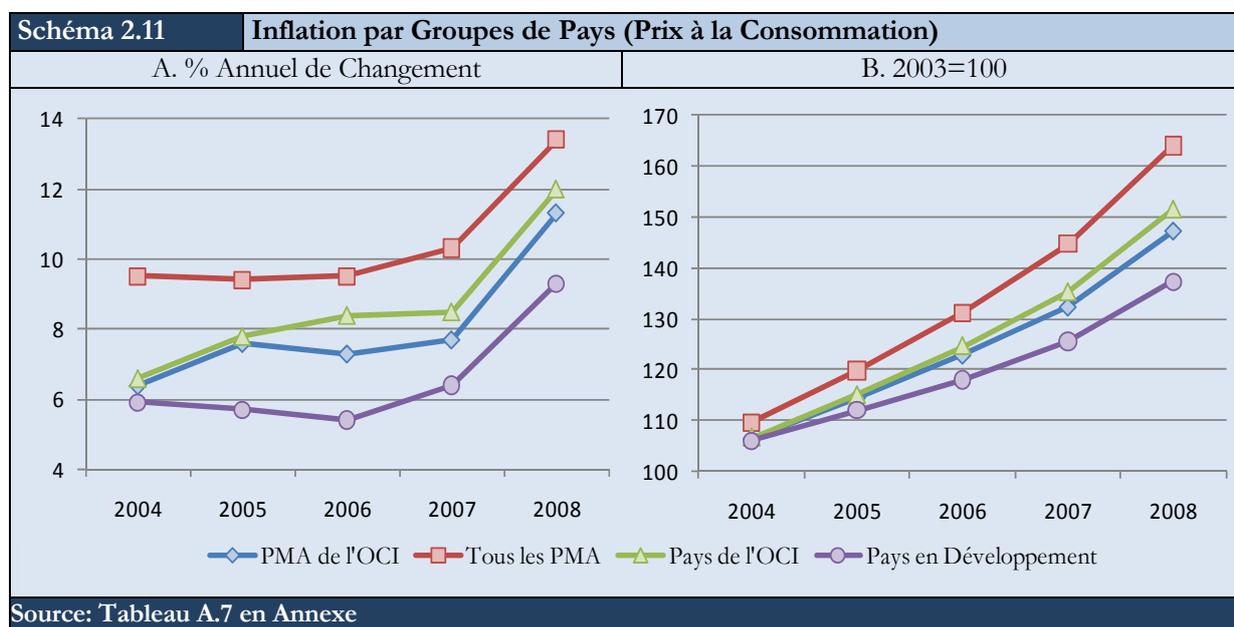
Parmi les PMA de l'OCI seulement un pays, le Tchad, a enregistré un excédent de ressource en 2008 à 34 pour cent de PIB. Au Soudan et au Yémen, la formation brute de capital était égale à l'épargne domestique brute. Elle vaut mieux noter ici que ces trois pays des pays sont des pays exportateurs du pétrole. Tous le reste des PMA de l'OCI ont éprouvé l'espace de ressource, avec leur épargne domestique brute demeurant au-dessous de leur formation brute de capital.



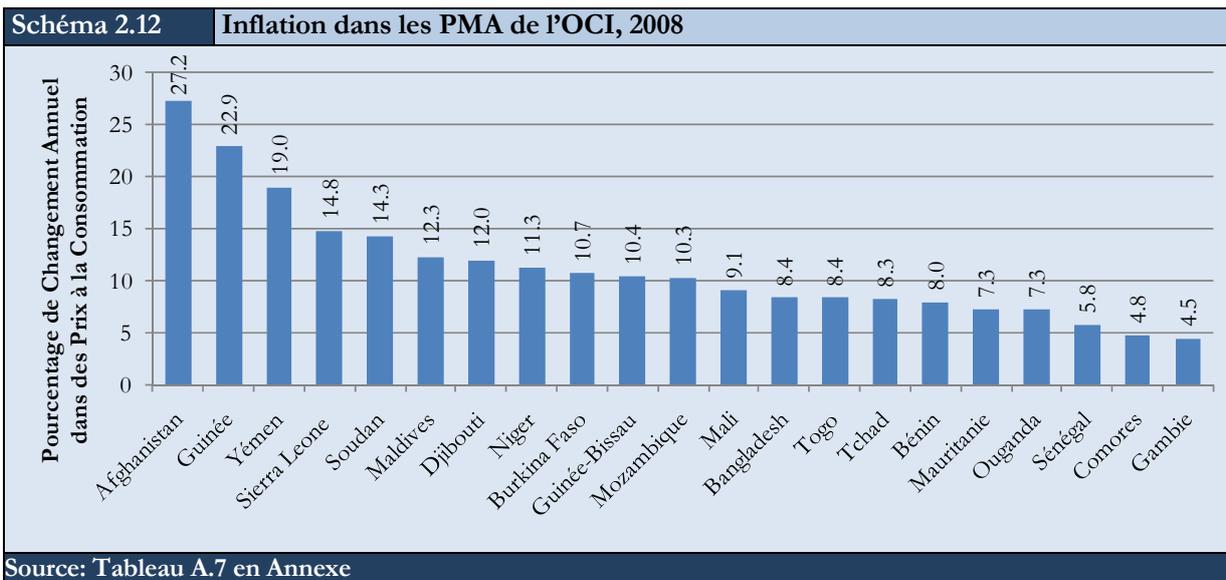
Avec de telles ressources financières nationales limitées, il devient difficile pour la plupart des PMA de l'OCI de financer de nouveaux investissements où la fourniture des infrastructures physiques et humaines nécessaires pour suivre la croissance démographique devient un problème constant. L'éducation, la santé et d'autres services publics, qui forment les bases du développement économique moderne, sont tenus vers l'arrière par des contraintes financières domestiques sérieuses. Donnée cet état de question, la plupart des PMA de l'OCI sont emprisonnées dans le cercle vide de sous-développement en lequel les ressources nationales font défaut aux besoins de développement, et la pauvreté élevée de taux de croissance et d'augmentation de population se renforcent mutuellement.

2.6. Inflation

En 2007-2008, l'inflation a monté sensiblement partout dans le monde en raison des augmentations sans précédent de la nourriture et des prix de l'énergie. Dans les pays de l'OCI, l'inflation était déjà sur une tendance à l'augmentation après 2004, l'année où le taux de l'inflation a été enregistré dans certaines dernières décennies. Mais, avec le saut en 2008, le taux d'inflation moyen des pays de l'OCI a frappé de nouveau un niveau de 2 chiffres de 12.0 pour cent (Schéma 2.11A). Les PMA de l'OCI étaient témoin également d'une tendance parallèle, avec l'inflation augmentant pour atteindre 11.3 pour cent en 2008 comparés à 6.4 pour cent en 2004. Néanmoins, l'inflation dans les PMA de l'OCI est demeurée au-dessous de l'inflation dans tous les PMA mais au-dessus de l'inflation moyenne dans les pays en développement tout au long de la période à l'étude (Schéma 2.11A).



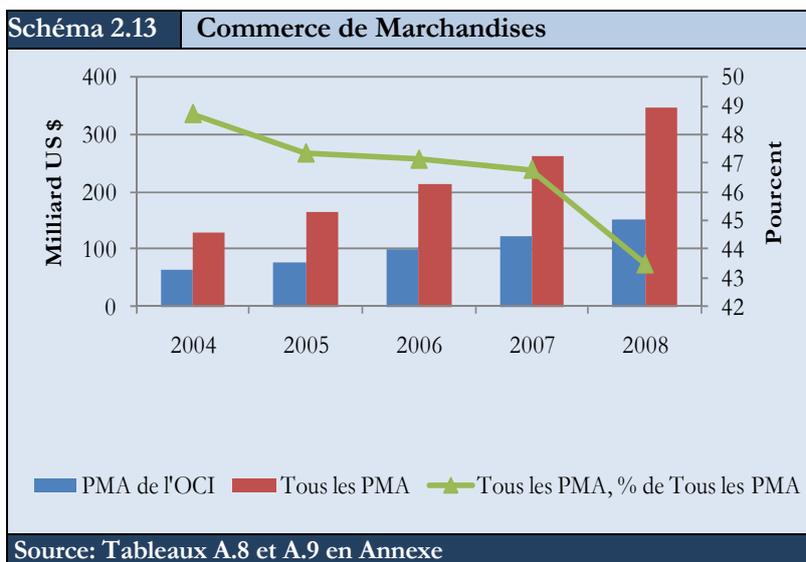
Ces taux d'inflation indiquent que le niveau des prix généraux dans les PMA de l'OCI en 2008 était 47 pour cent plus élevé que le niveau de 2003 (Schéma 2.11B). Au cours de la même période, les prix ont augmenté de 64 pour cent dans tous les PMA, de 51 pour cent dans des pays de l'OCI, et de 37 pour cent dans les pays en développement.



Au niveau de pays individuel, tous les PMA de l'OCI ont connu une augmentation des prix généraux en 2008 bien que Burkina Faso et le Tchad aient éprouvé la baisse des prix l'année précédente (Tableau A.7 en Annexe). L'Afghanistan, Guinée, et le Yémen étaient les pays avec les taux d'inflation les plus élevés tandis que les plus bas taux étaient enregistrés en Gambie, en Comores, et au Sénégal (Schéma 2.12).

2.7. Commerce de Marchandises

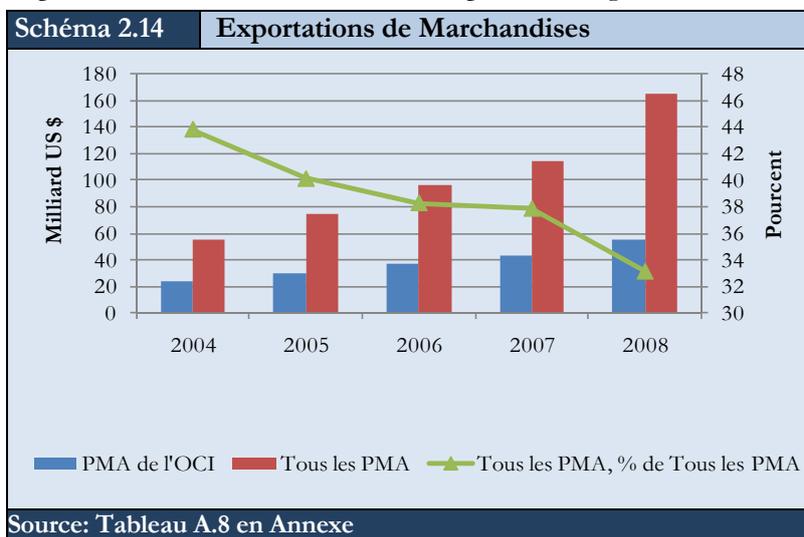
Le commerce de marchandises mondial - exportations plus des importations- est estimé pour s'élever à 32.8 trillions de Dollars des États-Unis en 2008, comparé au niveau de 2004 de 18.7 trillions de Dollars des États-Unis. Dans cette période de cinq ans, le commerce de marchandises total des PMA de l'OCI a augmenté de 63 milliards dollars des États-Unis à 150 milliards dollars des États-Unis, pourtant leur part dans le commerce total de tous les PMA a sans interruption diminué au cours de cette période pour atteindre 43.7 pour cent en 2008, comparé à 48.7 pour cent en 2004 (Schéma 2.13).



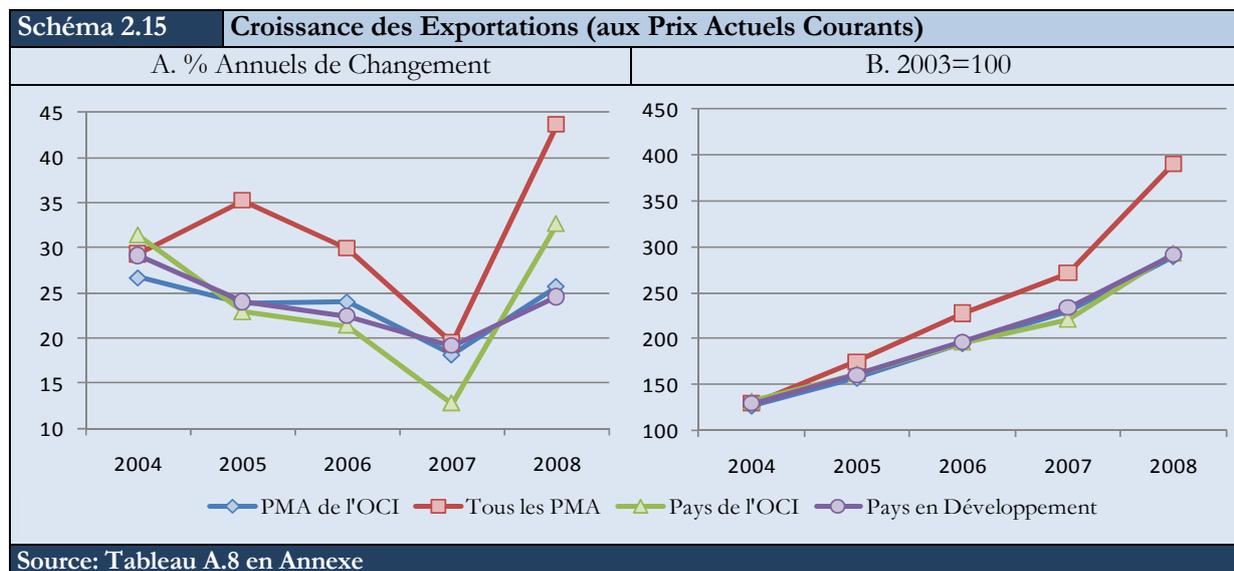
2.7.1. Exportations

Les exportations de marchandises totales des PMA de l'OCI étaient doublées davantage au cours de la dernière période de cinq ans pour atteindre 54.8 milliards dollars des États-Unis en 2008, comparé à 24.0 milliards dollars des États-Unis en 2004. Comparé à tous les PMA, cependant, cette performance est faible comme les exportations de tous les PMA ont triplé davantage au cours de la même période, menant à une diminution significative dans la part des PMA de l'OCI dans les exportations totales de tous les PMA ; de 43.8 pour cent en 2004 à 33.2 pour cent en 2008 (Schéma 2.14). Leurs parts dans les exportations totales des pays de l'OCI et des pays en développement n'ont pas changé, restant à environ 3 pour cent et 0.9 pour cent respectivement (voir Tableau A.8 en Annexe). Ceci implique

que les exportations totales des PMA de l'OCI se sont développées en conformité avec ceux des pays de l'OCI et des pays en développement, mais moins que ceux de tous les PMA (voir Schéma 2.15).

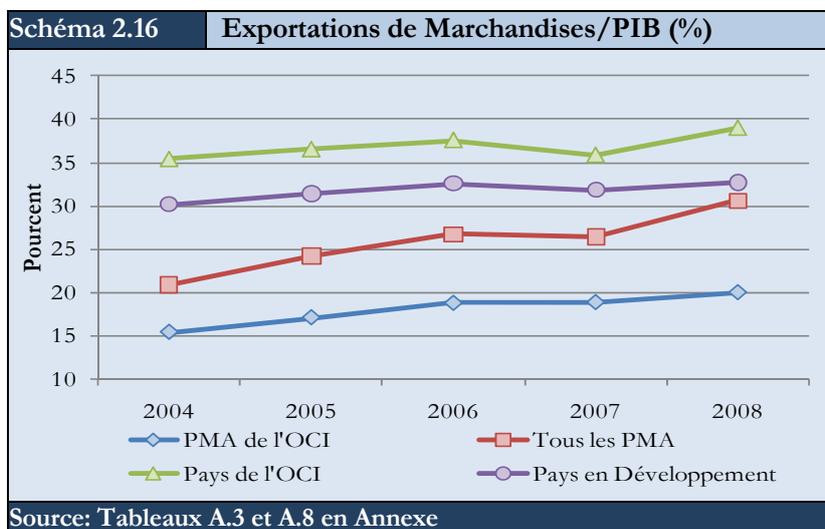


En fait, les exportations totales des PMA de l'OCI en 2008 ont expliqué même plus moins d'un cinquième des exportations de l'Arabie Saoudite, le pays exportateur principal de l'OCI au cours de cette année. D'ailleurs, on l'observe que la partie de toutes les exportations des PMA de l'OCI est encore concentrée dans certains d'eux. Comme dans le cas du PIB, les 3 mêmes pays - le Bangladesh, le Soudan, et le Yémen ont expliqué 65.7 pour cent de toutes les exportations des PMA de l'OCI en 2008, (voir Tableau A.8 en Annexe). Il vaut mieux mentionner ici que le Soudan et le Yémen sont les pays exportateurs de pétrole (voir Tableau A.1 en Annexe).

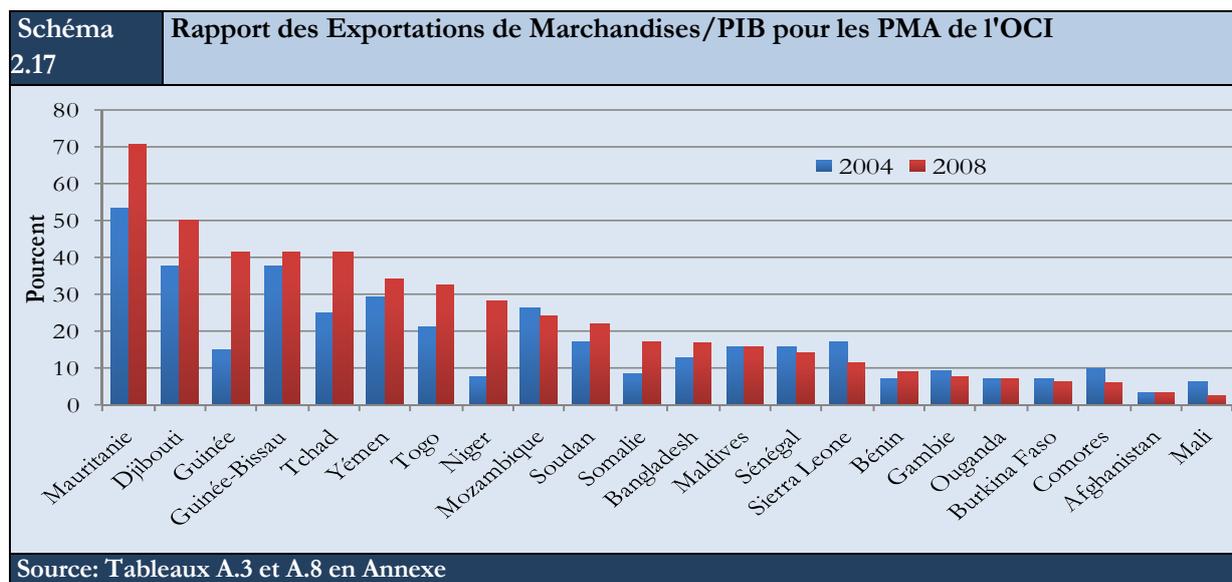


Étant donné les taux moyens de changement des exportations de marchandises au cours de la période à l'étude, on observe que la croissance des exportations pour tous les groupes a sauté de manière significative en 2008 dû principalement à l'augmentation forte des prix du pétrole et de la nourriture, 23.4 pour cent et 36.4 pour cent, respectivement (FMI, 2009a, p.204). En 2008, les exportations totales des PMA de l'OCI se sont développées par 25.8 pour cent tandis que ceux de tous les PMA et de pays de l'OCI se sont développées par 43.7 pour cent et 32.7 pour cent respectivement (Schéma 2.15A). Sur la base moyenne, toutes les exportations des PMA de l'OCI se sont développées par une moyenne annuelle de 24 pour cent au cours des cinq dernières années, inférieure à celle de tous les PMA (32 pour cent) mais égale à celle des autres groupes. Comparé à 2003, les exportations totales de tous les PMA étaient 3.9 fois plus élevées en 2008 tandis que les exportations des PMA de l'OCI et des autres groupes augmentaient par 2.9 fois lors de cette période (Schéma 2.15B).

Le rapport des exportations de marchandises au PIB pour les PMA de l'OCI a monté jusqu'à 20.0 pour cent en 2008, comparé à 15.4 pour cent en 2004. Ceci implique que ces pays, augmentant leurs capacités d'exportation, ont tendu à avoir des économies ouvertes dans cette période avec plus d'intégration dans l'économie mondiale. Cependant, ils traînent toujours loin derrière ce



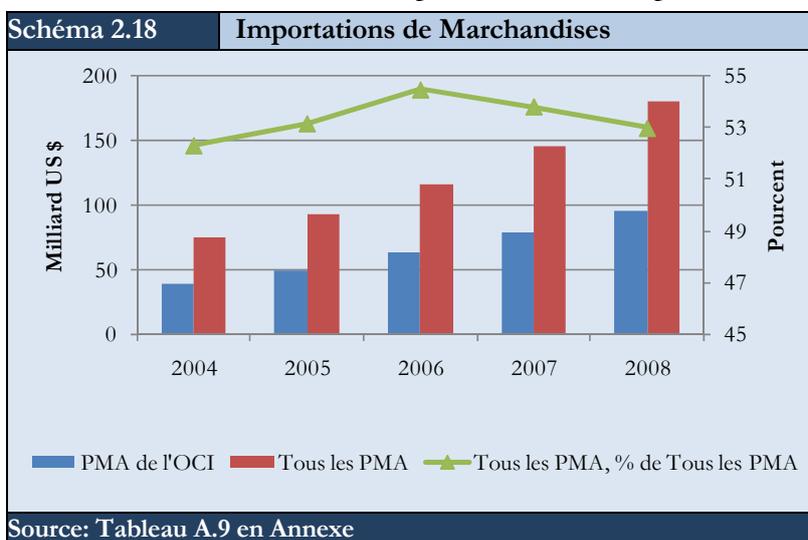
secteur car le rapport exportations-à-PIB sont atteintes en 2008 à 30.6 pour cent pour tous les PMA, à 32.7 pour cent pour les pays en développement, et à 38.9 pour cent pour des pays de l'OCI en dépit d'un léger déclin comparé à l'année précédente (Schéma 2.16).



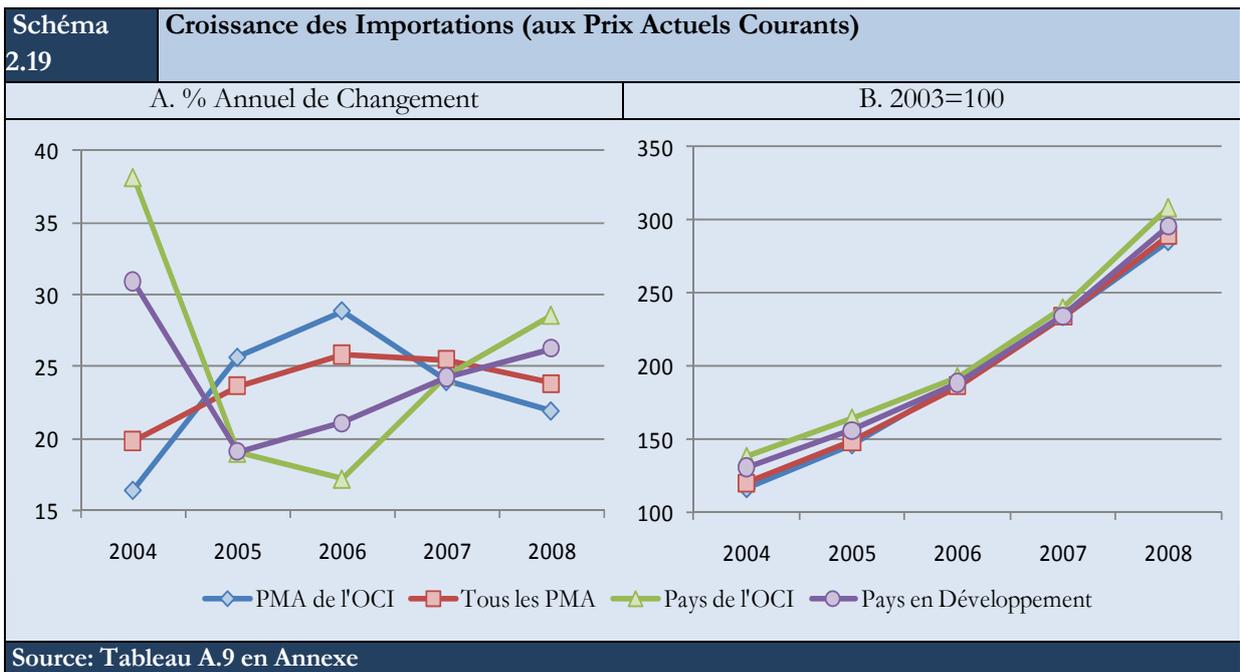
Au niveau de pays individuel, la Mauritanie a eu le rapport d'exportations-à-PIB le plus élevé (70.9 pour cent), suivi du Djibouti (50.4 pour cent). La Guinée, avec 26.5 points, et le Niger, avec 20.6 points, se sont tenus comme moteurs supérieurs avec les augmentations les plus élevées en 2008 comparés à 2004. D'une part, huit des PMA de l'OCI ont éprouvé un déclin dans leur rapport d'exportations-à-PIB dans cette période par jusqu'à 5.6 points. Ceux-ci étaient le Sierra Leone, le Mali, les Comores, la Mozambique, la Gambie, le Sénégal, Burkina Faso, et l'Ouganda (Schéma 2.17).

2.7.2. Importations

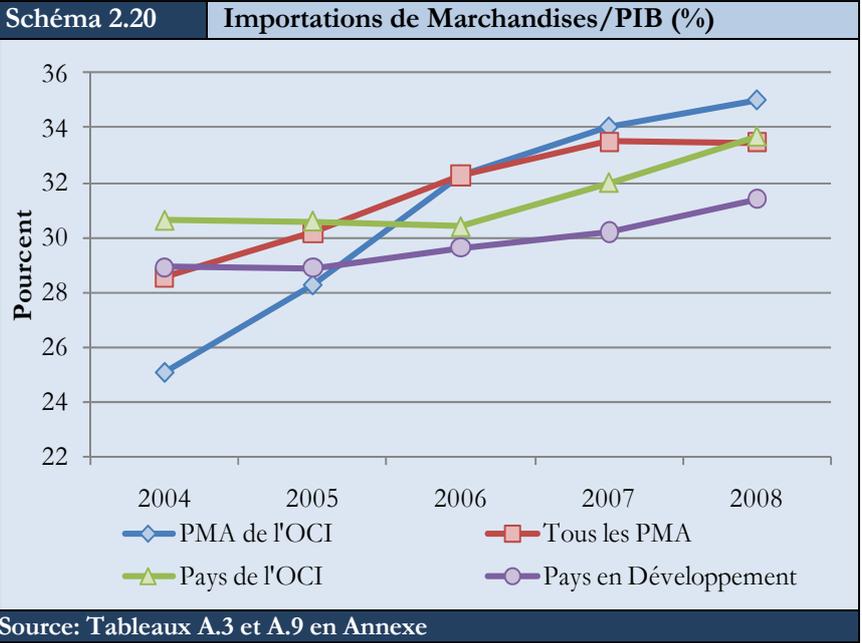
Les importations totales de marchandises des PMA de l'OCI ont augmenté sans interruption au cours de la période à l'étude pour atteindre jusqu'à 95.7 milliards dollars des États-Unis en 2008, comparé au niveau de 39.1 milliards dollars des États-Unis de 2004. Leur part dans des importations totales de tous les PMA, qui ont commencé à diminuer en 2007 après avoir fait une pointe à 54.5 pour cent en 2006, a plus loin détérioré en 2008 pour atteindre 53.0 pour cent (Schéma 2.18). De même, leur part dans des importations totales des pays de l'OCI a continué à diminuer en 2008 (6.2 pour cent) de son niveau maximal de 6.5 pour cent en 2006 tandis que leur part dans des importations totales des pays en développement diminuait également à 1.62 pour cent de son niveau maximal de 1.69 pour cent au cours des mêmes années. Ceci indique clairement que les importations des PMA de l'OCI dans les deux dernières années n'ont pas augmenté autant que les importations des autres groupes de pays.



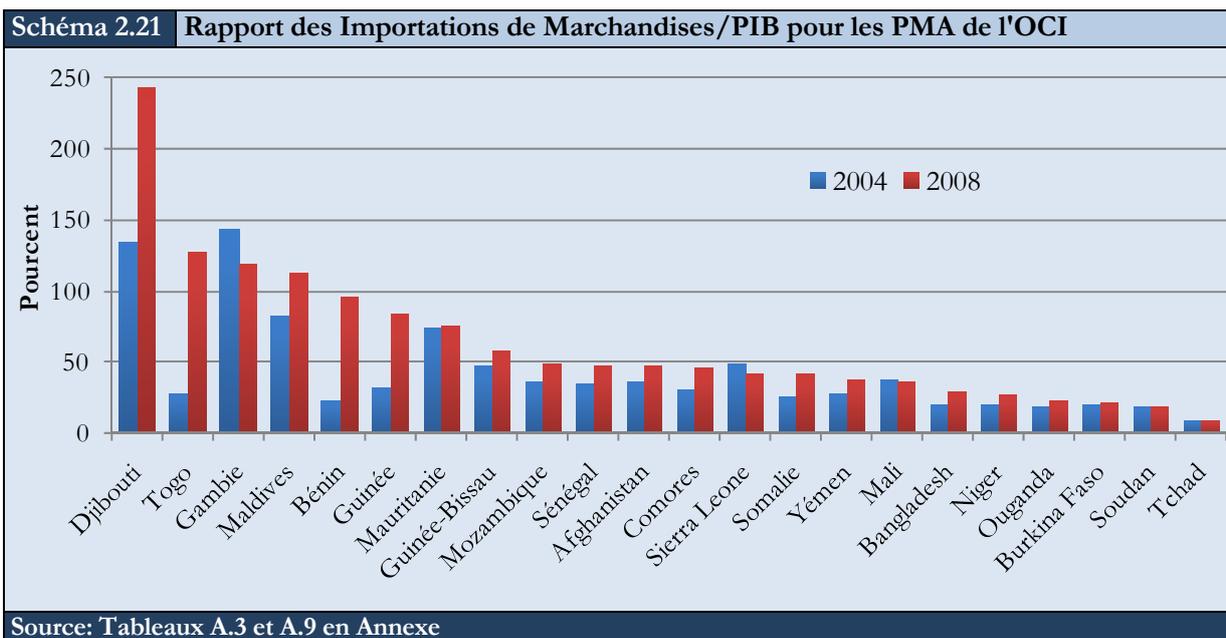
En effet, le Schéma 2.19 prouve que les PMA de l'OCI ont enregistré des taux de croissance annuels des importations au-dessous des niveaux réalisés par les autres groupes en 2007 et particulièrement en 2008. Les importations totales des PMA de l'OCI se sont développées par 21.9 pour cent en 2008 tandis que ceux de tous les PMA et de pays de l'OCI se sont développés par 23.8 pour cent et 28.6 pour cent respectivement (Schéma 2.19A). Sur la base moyenne, toutes les importations des PMA de l'OCI se sont développées par une moyenne annuelle de 23.4 pour cent dans les cinq dernières années, inférieures légèrement à celles des tous les PMA (23.7 pour cent) et des pays de l'OCI (25.5 pour cent). Comparé à 2003, les importations totales des PMA de l'OCI étaient 2.8 fois plus élevé en 2008 tandis que les importations de tous les PMA et des pays de l'OCI augmentaient par 2.9 fois et 3.1 fois, respectivement, dans cette période (Schéma 2.19B).



En dépit de cette augmentation, les importations totales des 22 PMA de l'OCI en 2008 ont expliqué même moins que la moitié des importations de la Turquie, le pays importateur principal de l'OCI au cours de cette année. D'ailleurs, comme les exportations, les importations des PMA de l'OCI, quoiqu'à un moindre degré, sont encore fortement concentrées dans quelques pays, notamment dans les mêmes trois pays comme il s'agit du PIB et des exportations, à savoir le Bangladesh, le Soudan, et le Yémen. Ces trois pays ont expliqué 46.7 pour cent de toutes les importations de marchandises des PMA de l'OCI en 2008 (voir Tableau A.9 en Annexe).



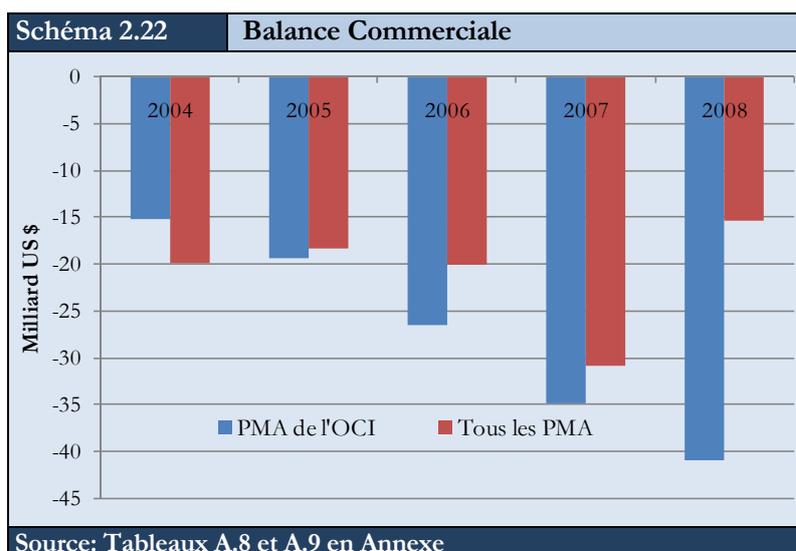
D'une part, le rapport des importations de marchandises au PIB pour les PMA de l'OCI a monté jusqu'à 35.0 pour cent en 2008 comparés à 25.1 pour cent en 2004. Pendant les deux dernières années, les PMA de l'OCI rapports plus élevés enregistrés que les autres groupes (Schéma 2.20). Bien que ce soit un indicateur de transformation vers des économies ouvertes, il peut également être considéré comme signe de dépendance croissante sur les importations.



Au niveau de pays individuel, Djibouti a eu le rapport d'importations-à-PIB le plus élevé (243.4 pour cent) en 2008, suivi du Togo (128.0 pour cent), qui étaient les moteurs supérieurs avec les augmentations les plus élevées en 2008 comparés à 2004. Au cours de cette période, Djibouti a connu une augmentation de 110 points de son rapport d'importations-à-PIB tandis que l'augmentation du Togo était 99 points. Le Bénin, Guinée, et les Maldives était également parmi les pays qui ont enregistré des augmentations remarquables. D'une part, quatre des PMA de l'OCI ont éprouvé un déclin dans leur rapport d'importations-à-PIB lors de cette période. C'étaient la Gambie (25 points), le Sierra Leone (7 points), le Mali (2 points), et le Soudan (0.3 point) (Schéma 2.21).

2.7.3. Balance Commerciale

Étant donné les tendances dans les exportations et les importations décrites ci-dessus, les PMA de l'OCI et tous les PMA ont enregistré les déficits commerciaux toutes les années au cours de la période 2004-2008 (Schéma 2.22). Le déficit était toujours sur une tendance d'augmentation pour les PMA de l'OCI, atteignant jusqu'à 40.9 milliards dollars des États-Unis en 2008 comparés à 15.1 milliards dollars des États-Unis en 2004. À cet effet, le rapport commercial déficit-à-PIB pour les PMA de l'OCI a augmenté jusqu'à 15 pour cent en 2008, comparé à 9.7 pour cent en 2004. Quant à tous les PMA, les déficits, après avoir atteint 30.9 milliards dollars des États-Unis en 2007, sont diminués à 15.4 milliards



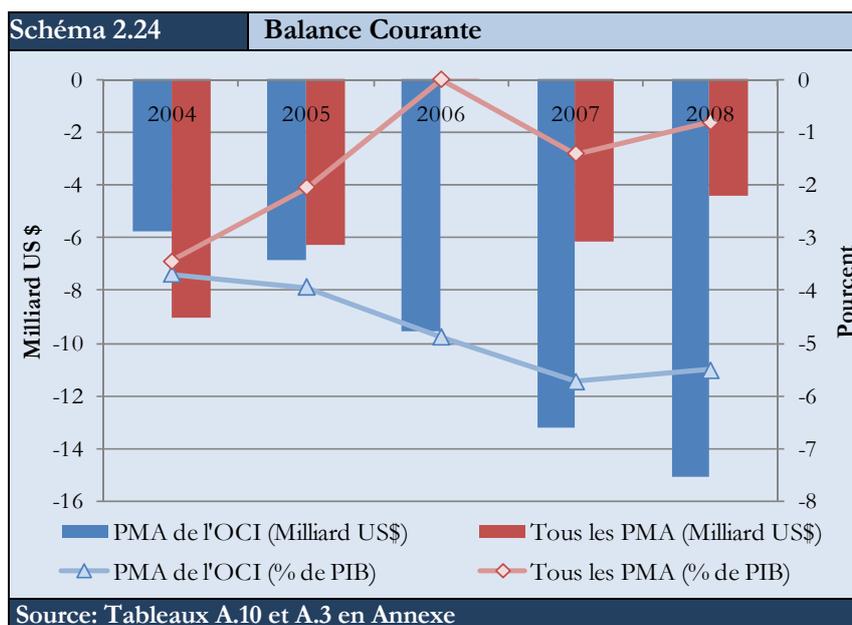
dollars des États-Unis en 2008 grâce principalement à une augmentation forte des exportations d'Angola (30 milliards dollars des États-Unis) par lequel le pays ait expliqué 60 pour cent d'exportations totales des PMA qui ne sont pas de l'OCI.



En 2008, seulement trois des PMA de l'OCI, à savoir le Tchad, le Soudan, et le Niger ont enregistré les surplus de la balance commerciale ; 2.7 milliard, 2.1 milliard, et 76 millions dollars des États-Unis respectivement. Les autres PMA de l'OCI ont éprouvé les déficits commerciaux s'étendant de 76 millions dollars des États-Unis en Guinée-Bissau à 9.9 milliards dollars des États-Unis au Bangladesh (Schéma 2.23).

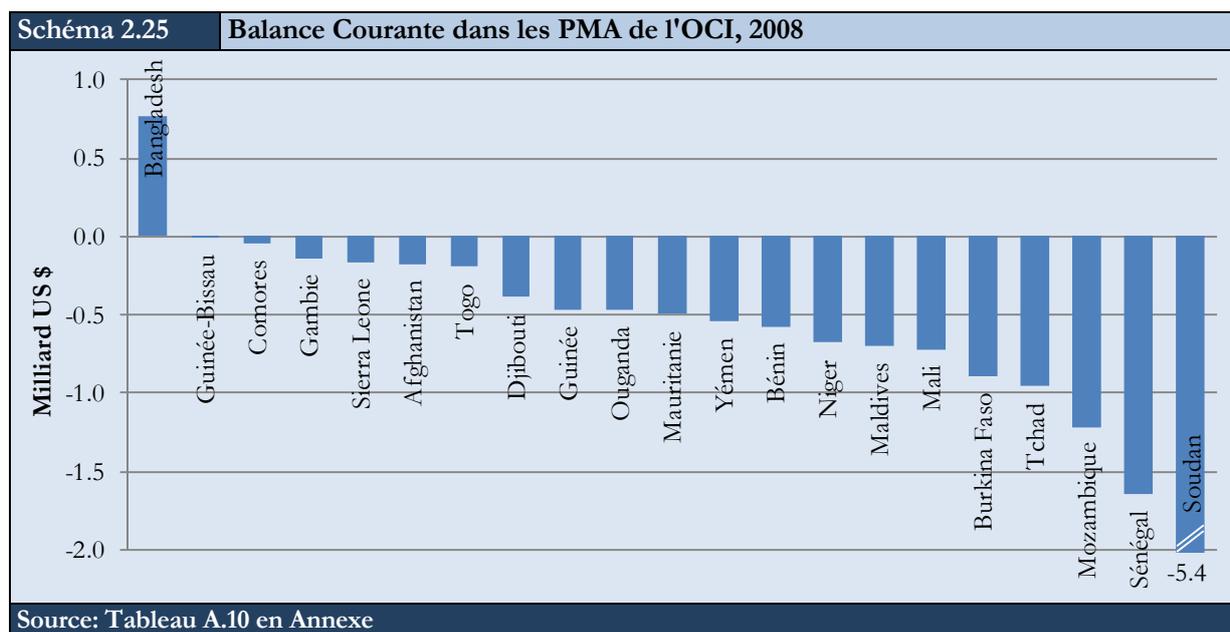
2.8. Position de Balance Courante et de Réserves

Les Schémas sur la balance courante prouvent que les PMA de l'OCI et tous les PMA ont enregistré des balances des paiements déficitaires au cours de toutes les années de la période à l'étude (Schéma 2.24). Les balances des paiements déficitaires des PMA de l'OCI se sont développées sans interruption au cours de cette période, atteignant 15.1 milliard ou 5.5 pour cent de PIB en 2008 comparés à 5.8 milliard ou

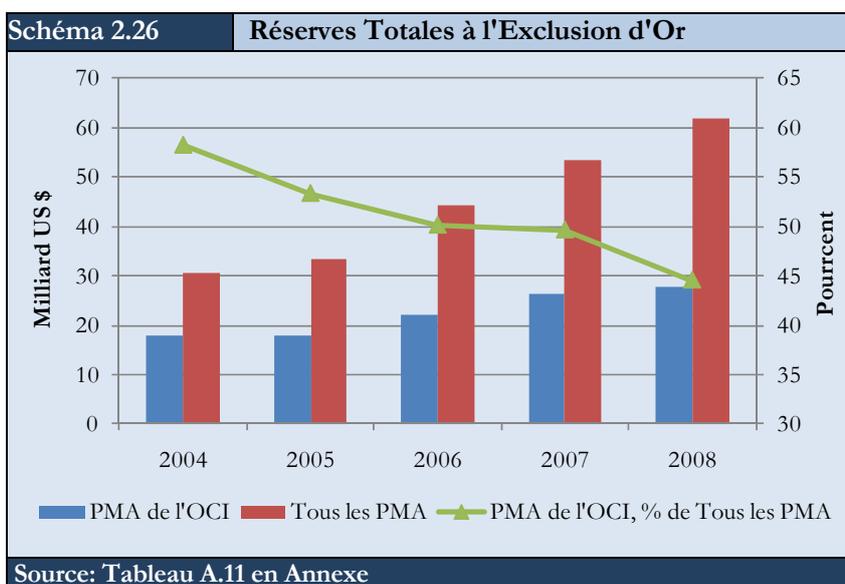


3.7 pour cent de PIB en 2004. Quant à tous les PMA, les balances des paiements déficitaires ont pu être inférieures aux déficits des PMA de l'OCI après 2004 grâce aux grands excédents de l'Angola qui ont augmenté de 5.1 milliards dollars des États-Unis en 2005 à 17.7 milliards dollars des États-Unis en 2008, dépassant les déficits de tous les PMA de l'OCI. Avec une si grande contribution, le déficit de tous les PMA a été enregistré aussi bas que 4.4 milliard ou 0.8 pour cent de PIB en 2008.

Le Bangladesh, avec un excédent d'environ 0.8 milliards dollars des États-Unis, était le seul PMA de l'OCI pour enregistrer un excédent de compte courant. Les autres PMA de l'OCI ont enregistré des déficits s'étendant de 9 millions dollars des États-Unis en Guinée-Bissau à 5.4 milliards dollars des États-Unis au Soudan (Schéma 2.25).



D'une part, les réserves en devises totaux, à l'exclusion d'or, dans les PMA de l'OCI ont augmentaient fortement au cours de la période à l'étude, de 17.8 milliards dollars des États-Unis en 2004 à 27.6 milliards dollars des États-Unis en 2008. On a également observé des tendances semblables pour tous les PMA, pourtant à une plus grande échelle, où les réservations ont augmenté de 30.6 milliards dollars des États-Unis à 61.9 milliards dollars des États-Unis au cours de la même période (Schéma 2.26). Ceci prouve que les réservations dans les PMA qui ne sont pas de



l'OCI ont augmenté plus, ayant pour résultat une part en baisse des PMA de l'OCI dans les réserves totales de tous les PMA ; de 58.3 pour cent en 2004 à 44.5 pour cent en 2008. Pendant que presque tous les PMA de l'OCI devaient faire face aux déficits dans leur balance courante, on s'est naturellement attendu à ce que leurs réservations de devises étrangères détériorent. Cependant, l'image réelle ne s'est pas conformée à cette espérance. Ceci implique que beaucoup des PMA de l'OCI sont parvenus à financer leurs balances des paiements déficitaires par les circuits financiers externes, une question que nous essayons d'étudier dans la section suivante.

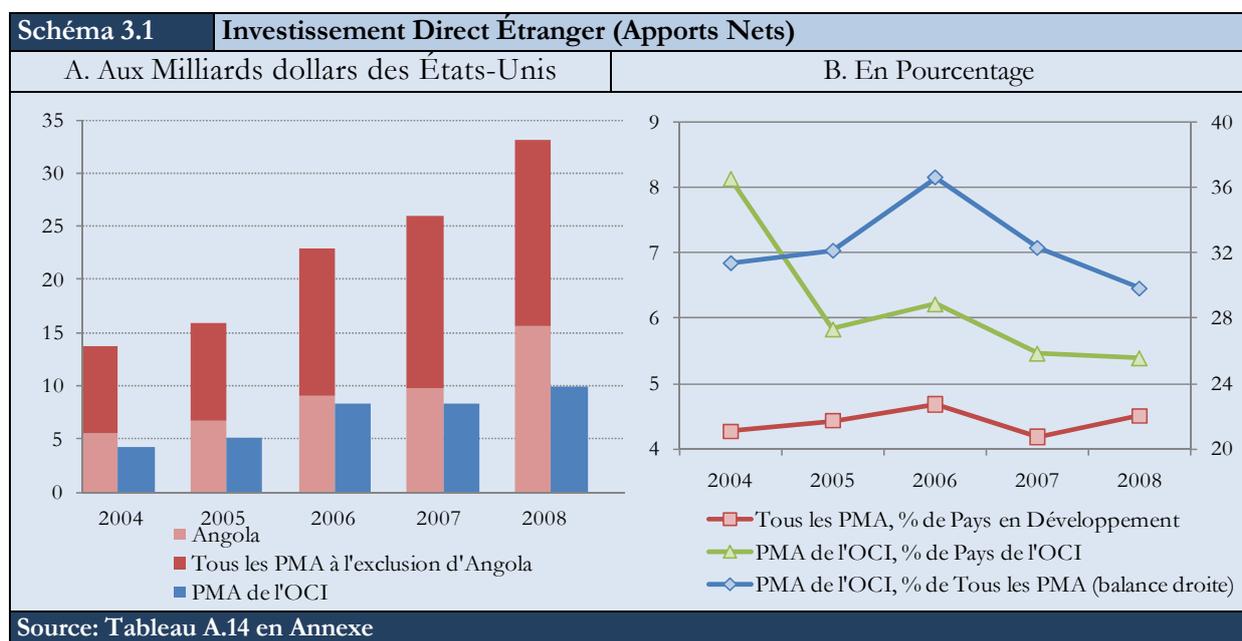
3

FLUX FINANCIERS EXTÉRIEURS

Bien que la plupart des pays moins avancés soient constamment confrontés aux choix difficiles pour compléter leurs ressources financières nationales, assurément, il y a pièce pour l'amélioration par l'accès aux ressources financières externes qui peuvent jouer un rôle principal dans leur croissance économique et développement. En fait, les flux financiers externes sont déjà d'importance majeure pour les PMA où les processus budgétaires et financiers sont encore dominés par les ressources externes. À la lumière de cette situation, cette section essaye de jeter la lumière sur les développements des finances externes dans les PMA, y compris les membres de l'OCI, en examinant les tendances récentes dans leur dette extérieure, Investissements Étrangers Directs (IED), et aide publique au développement (APD).

3.1. Investissement Étranger Direct

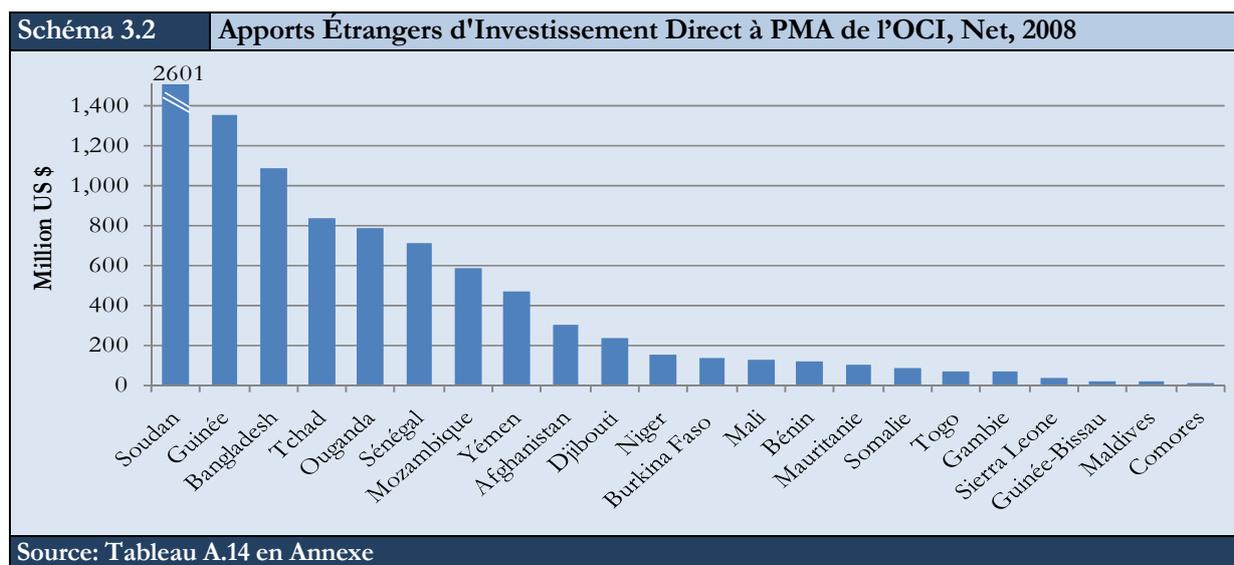
Les flux d'investissement étranger direct net (IED) dans tous les PMA ont augmenté sensiblement dans la période 2004-2008. Ils ont atteint 33.1 milliards dollars des États-Unis en 2008 comparés à seulement 13.7 milliards dollars des États-Unis en 2004. Cependant, leur part dans des flux totaux aux pays en développement n'a pas changé notamment, flottant entre environ 4.0-4.5 pour cent. D'ailleurs, la majeure partie de cette augmentation a provenu de l'Angola, qui, en moyenne, a expliqué 41 pour cent de tous les flux d'IED à tous les PMA au cours de cette période. Les flux d'IED pour l'Angola étaient encore plus élevés que les flux totaux d'IED aux PMA de l'OCI (Schéma 3.1A)



Les flux à PMA de l'OCI ont également monté en cette période, de 4.3 milliards dollars des États-Unis à 9.9 milliards dollars des États-Unis, mais en leur part dans les flux jusqu'à tous les PMA continus pour tomber vers le bas en 2008 à mesure que par année précédente puisque l'augmentation des flux d'IED à PMA de l'OCI est bien demeurée au-dessous de ces flux à tous les PMA. En conséquence, après avoir fait une pointe à 36.6 pour cent en 2006, cette part a diminué à 32.3 pour cent en 2007 et promet vers le bas à 29.8 pour cent en 2008. La part

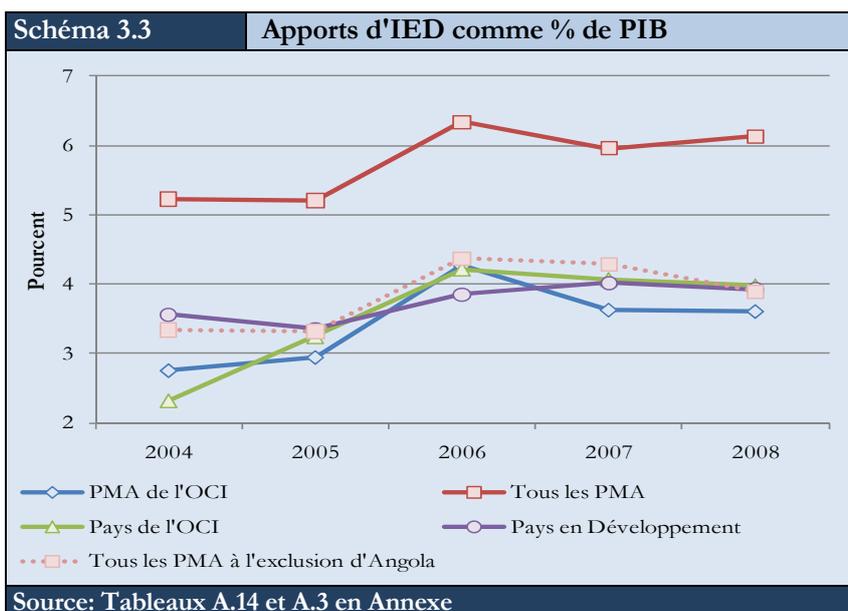
des PMA de l'OCI dans les flux totaux aux pays de l'OCI également continus pour diminuer en 2008, à 5.4 pour cent, comparés à 8.1 pour cent en 2004 (Schéma 3.1A et 3.1B)

On observe également que les flux d'IED aux PMA de l'OCI sont fortement concentrés dans certains d'eux. En 2008, seulement 3 pays (Soudan avec 2.6 milliards dollars des États-Unis, Guinée avec 1.35 milliards dollars des États-Unis, et Bangladesh avec 1.09 milliards dollars des États-Unis) ont expliqué 51 pour cent de tous les apports d'IED à PMA de l'OCI. Sur l'autre côté du spectre, il y avait quelques PMA de l'OCI avec des apports de même plus moins de 20 millions dollars des États-Unis (Schéma 3.2).



D'une part, le Schéma 3.3 prouve que le rapport des flux d'IED au PIB pour tous les PMA était toujours plus élevé que les autres groupes au cours de la période à l'étude. Comparé à 5.2 pour cent en 2004, ce rapport a atteint 6.1 pour cent en 2008 après une légère récession en 2007. Quand l'Angola est exclu de tous les PMA, cependant, le rapport devient mieux comparable à d'autres groupes (Schéma 3.3).

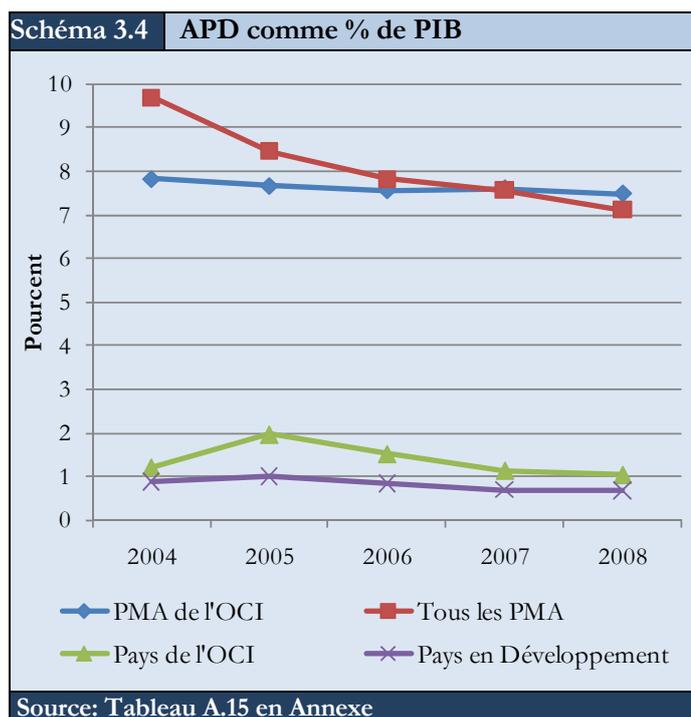
Le rapport pour les PMA de l'OCI a suivi une tendance parallèle avec tous les PMA ; il a augmenté de 2.8 pour cent en 2004 à la crête à 4.3 pour cent en 2006, puis a diminué à 3.6 pour cent en 2007 et est resté stable en 2008. De façon générale, au cours de la dernière période de cinq ans de 2004-2008, il a suivi une tendance très semblable et comparable à d'autres groupes de pays, y compris tous les PMA quand l'Angola a été exclu.



3.2. Aide Publique au Développement

Les flux d'Aide Publique au Développement (APD) aux PMA continuent à constituer une partie significative de tous les flux financiers nets à ces pays et à jouer un rôle principal dans leur croissance économique et développement. Schéma 3.4 prouve que les déboursements nets d'APD - de tous les donateurs, y compris des concessions comme pourcentage du PIB diminuaient pour tous les groupes, particulièrement pour tous les PMA, néanmoins ces flux ont expliqué un poids plus élevé dans les économies des PMA, y compris les PMA de l'OCI, que dans les économies des pays de l'OCI et des pays en développement.

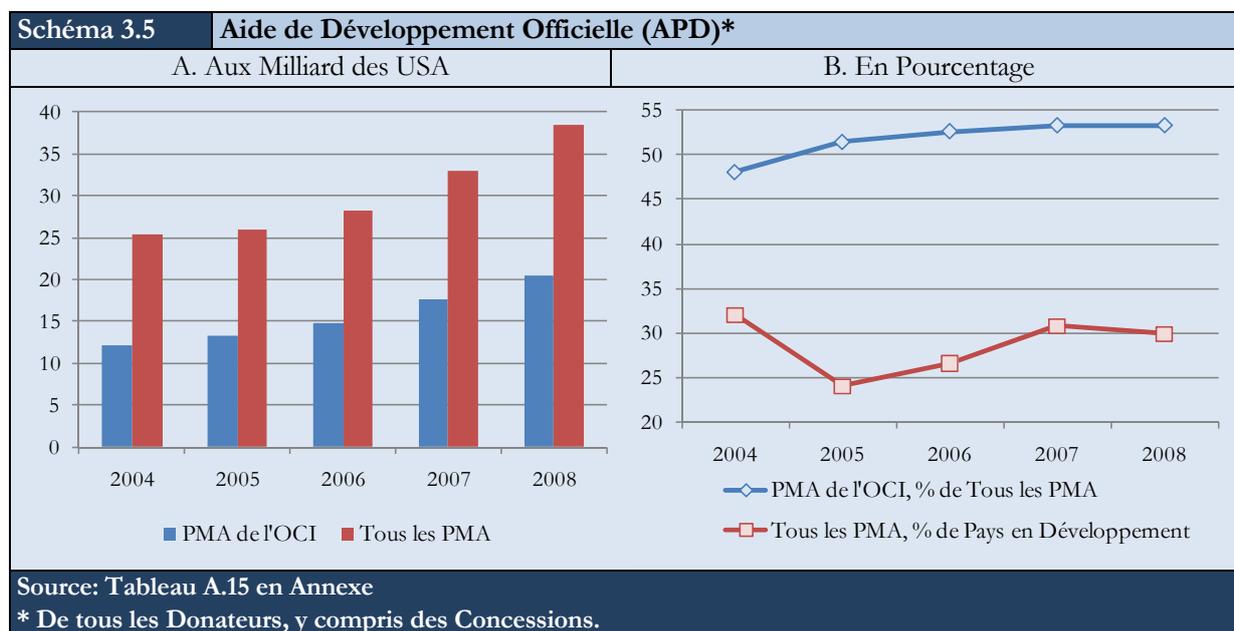
Le rapport APD-à-PIB dans les pays en développement a atteint vers 0.7 pour cent en 2008 de son niveau maximal de 1 pour cent en 2005. De même, ce rapport pour les pays de l'OCI a également suivi les mêmes modèles et a diminué à 1 pour cent de son niveau 2005 de 2 pour cent. Le rapport pour tous les PMA a montré le déclin le plus remarquable au cours de la dernière période de cinq ans ; de 9.7 pour cent en 2004 à 7.1 pour cent en 2008. Quant aux PMA de l'OCI, le rapport APD-à-PIB a également diminué au cours de cette période mais jusqu'à un degré très limité ; de 7.8 pour cent à 7.5 pour cent. Ces Schémas prouvent clairement que les flux d'APD sont toujours d'importance élevée pour les PMA, particulièrement aux PMA de l'OCI, en ce qui concerne la taille de leurs économies.



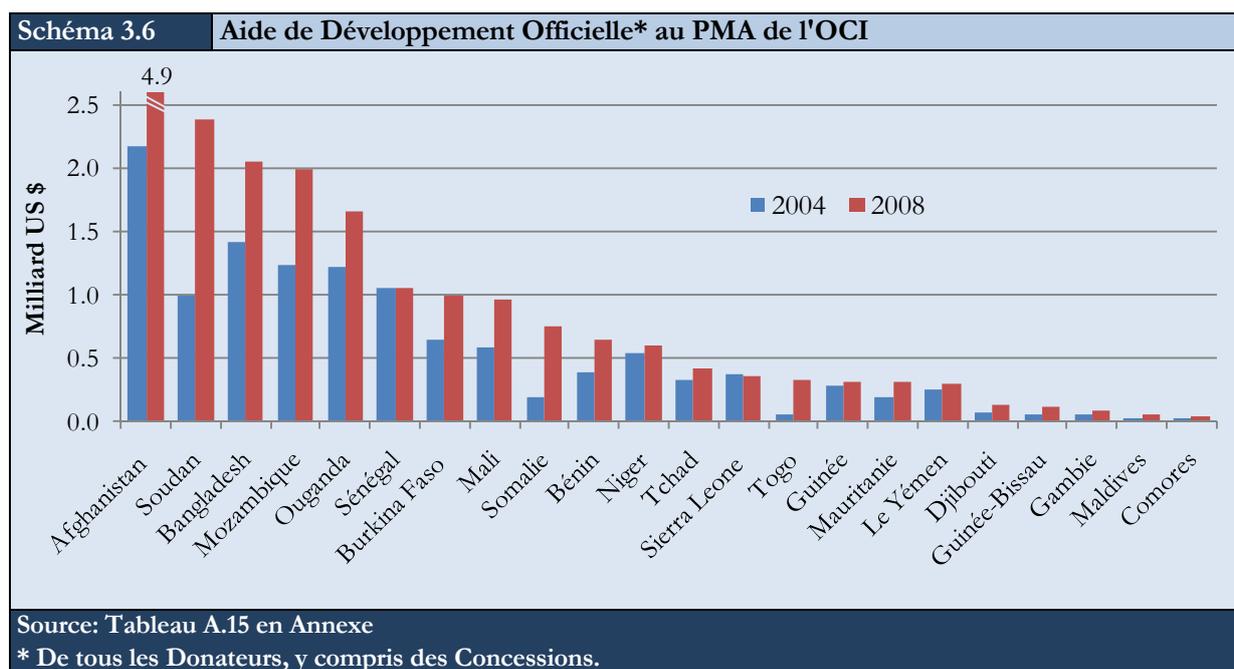
La Schéma 3.5A prouve que les déboursements nets d'APD à tous les PMA de tous les donateurs se sont élevés, en termes nominaux, à 38.4 milliards dollars des États-Unis en 2008 contre 25.4 milliards dollars des États-Unis en 2004. En dépit de cette augmentation, cependant, la part de tous les PMA dans les flux nets totaux d'APD pour les pays en développement est restée au-dessous du niveau réalisé en 2004 dans les quatre dernières années. Après être tombé à 24 pour cent en 2005 de 32 pour cent de l'année précédente, cette part a montré que du progrès atteignait à 30.8 pour cent d'ici 2007 mais a légèrement diminué à 29.9 pour cent en 2008, indiquant que les PMA ont reçu peu de partie flux totaux d'APD après 2004 (Schéma 3.5B).

Les déboursements nets d'APD aux PMA de l'OCI ont également augmenté sans interruption au cours de la période 2004-2008, s'élevant à 20.5 milliards dollars des États-Unis en 2008 contre 12.2 milliards dollars des États-Unis en 2004 (Schéma 3.5A). D'ailleurs, leur part dans des flux totaux d'APD à tous les PMA a augmenté fortement au cours de cette période, de

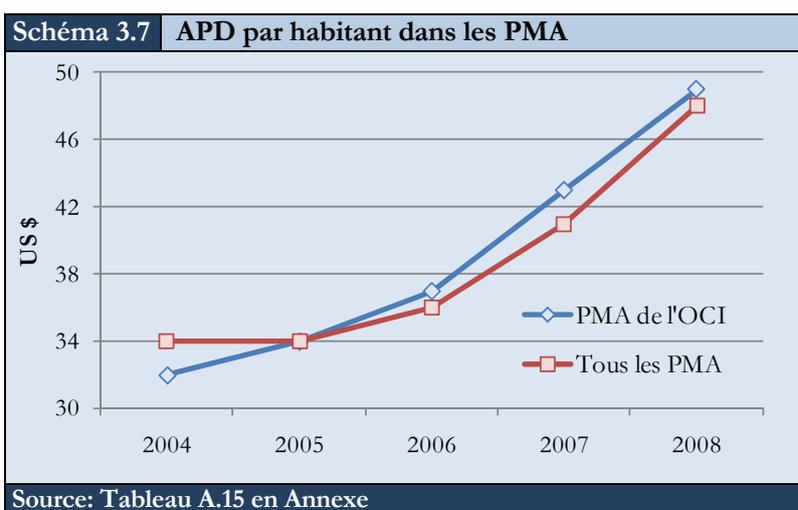
48.0 pour cent à 53.3 pour cent en 2008, impliquant qu'ils ont reçu un peu plus d'APD comparé à d'autres PMA au cours de cette période (Schéma 3.5B).



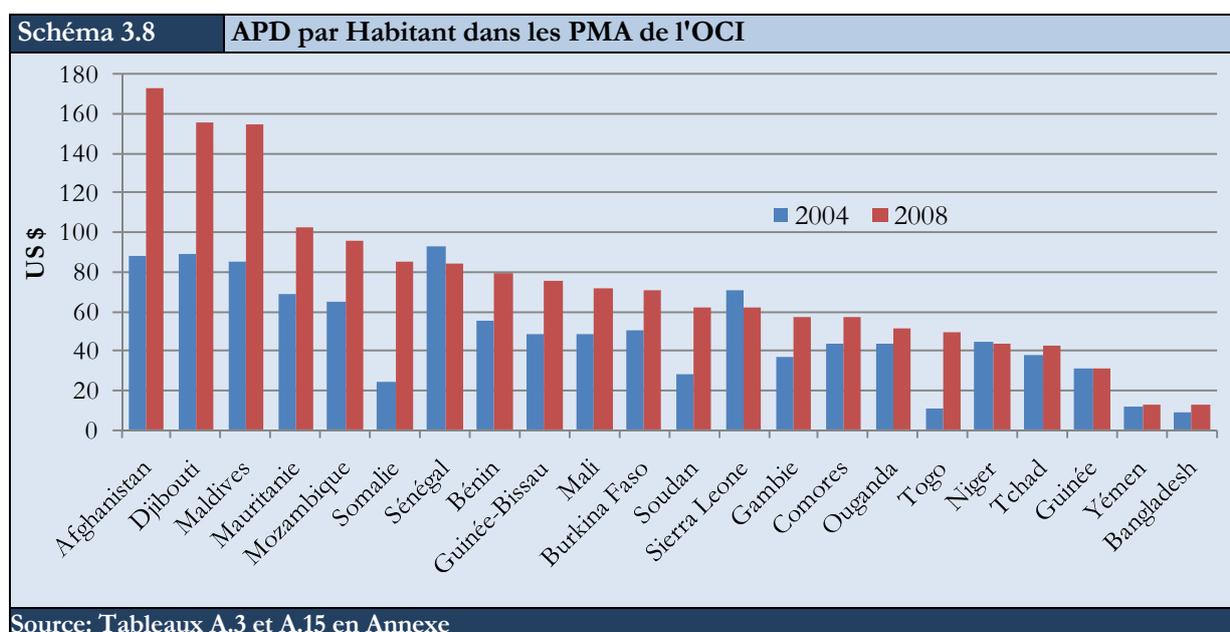
On observe également que les flux d'APD aux PMA de l'OCI sont encore concentrés dans quelques pays, où seulement 5 pays (Afghanistan, Soudan, Bangladesh, Mozambique, et Ouganda) ont reçu 63.3 pour cent de ces flux en 2008 comparés à 57.6 pour cent en 2004. Les Comores, les Maldives, et la Gambie ont reçu plus moins de 100 Millions dollars des États-Unis en 2008. Au cours de la période 2004-2008, l'augmentation les flux d'APD au Togo (416 pour cent), Somalie (281 pour cent), Soudan (140 pour cent), et l'Afghanistan (124 pour cent) étaient le plus notable. Le Sierra Leone était les seuls PMA de l'OCI où les flux d'APD ont diminué au cours de cette période (Schéma 3.6 ; voir également le tableau A.15 en Annexe).



Vu l'augmentation nominale des déboursments d'APD aux PMA, y compris les PMA de l'OCI, APD par habitant a fortement augmenté au cours de la période à l'étude. L'APD par habitant pour tous les PMA a augmenté de 34 à 48 tandis que celle pour les PMA de l'OCI augmentait de 32 à 49, que les PMA de l'OCI surpassés par 1 à 2 au cours des trois dernières années (Schéma 3.7).



Au niveau de pays individuel, l'APD par habitant dans les PMA de l'OCI en 2008 était le plus élevé en Afghanistan, à Djibouti, et en Maldives avec 173, 155, et 154 respectivement. On observe que l'Afghanistan a reçu les déboursments d'APD les plus élevés en termes de flux totaux et par habitant tandis que le Djibouti et les Maldives, qui ont reçu un peu très relativement aux autres, étaient parmi les interprètes supérieurs en termes de valeurs par habitant. De même, le Bangladesh, s'est rangé 3ème dans les flux totaux d'APD, enregistrés la valeur la plus basse d'APD par habitant. L'Afghanistan, les Maldives, et le Djibouti étaient également les trois pays principaux qui ont enregistré les augmentations les plus élevées d'APD par habitant au cours de la période 2004-2008, alors que le Sierra Leone, le Sénégal, et le Niger enregistreraient la détérioration dans leur APD par habitant (Schéma 3.8).

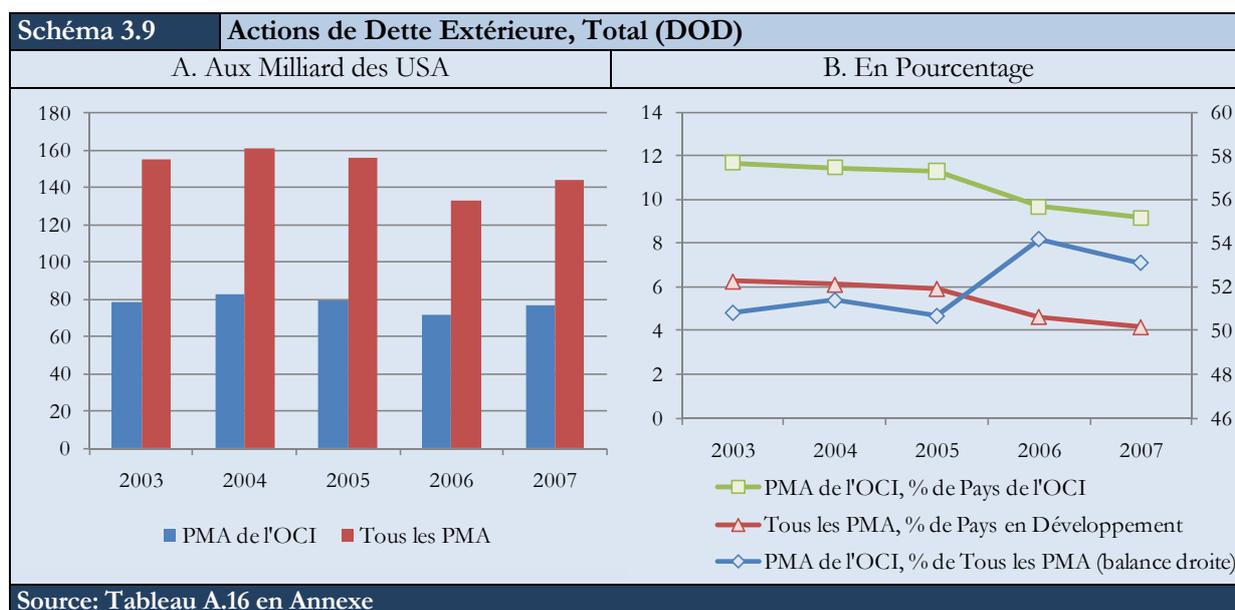


3.3. Dette Extérieure

3.3.1. Stocks Totaux de Dette

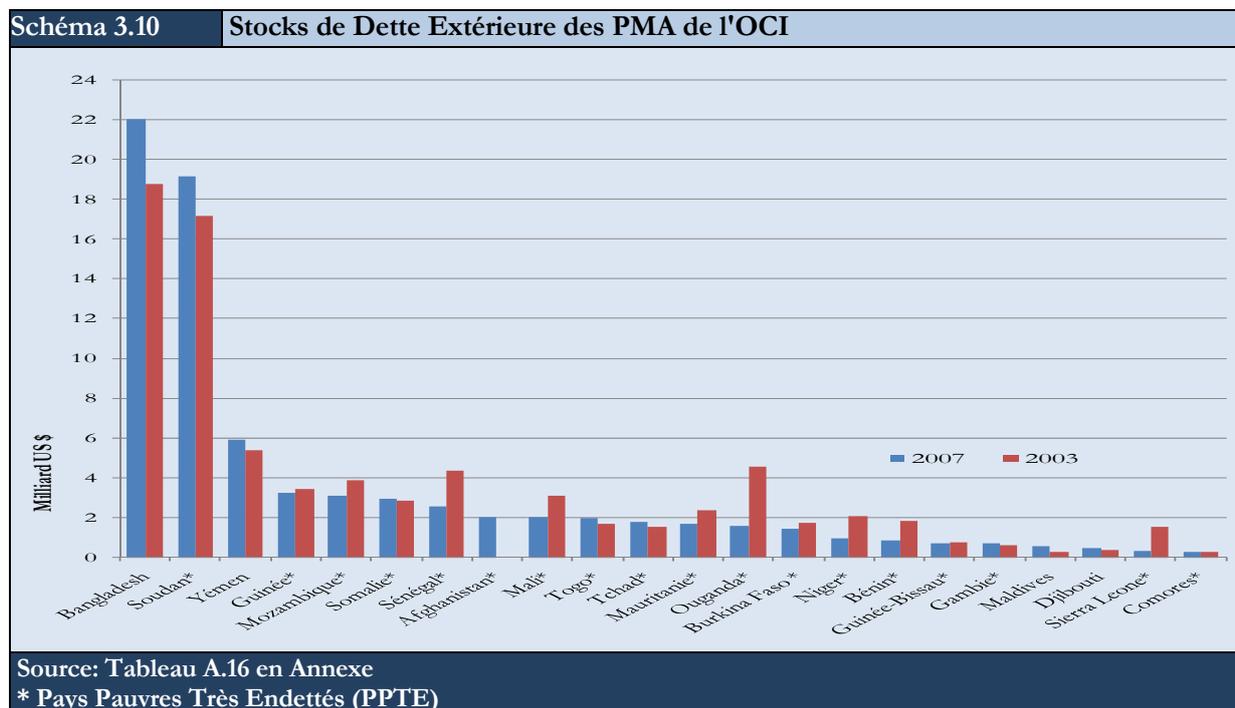
En dépit des efforts sérieux faits jusqu'ici par la communauté internationale et les PMA eux-mêmes pour réduire le fardeau de leur dette extérieure, l'endettement grave de la majorité des PMA, y compris beaucoup de membres de l'OCI, constitue toujours un obstacle sérieux à leurs efforts de développement et croissance économique. Le service de la dette prend une grande partie des ressources budgétaires rares de ces pays qui pourraient être dirigés vers les secteurs productifs et sociaux, et le surplomb de dette nuit leur climat d'investissement interne et externe. Cette situation est souvent aggravée par les effets de la volatilité des flux financiers et des recettes d'exportation externes et augmente dans les prix de leurs importations essentielles, en particulier le pétrole.

Le Schéma 3.9 prouve que toutes les actions de dette extérieure (DOD) de tous les PMA ont monté jusqu'à 144.2 milliards dollars des États-Unis en 2007 cependant qu'elles diminuaient au cours des deux années précédentes après avoir fait une pointe à 161.3 milliards dollars des États-Unis en 2004 (Schéma 3.9A). En dépit de ceci à travers le mouvement, la part de tous les PMA dans la dette extérieure totale des pays en développement a suivi une tendance fortement décroissante au cours de la période à l'étude, de 6.3 pour cent en 2003 à 4.2 pour cent en 2007 (Schéma 3.9B), indiquant qu'ils exécutaient relativement mieux que les pays en développement en évitant ou en réduisant l'endettement.



On a également observé des tendances semblables dans le cas des PMA de l'OCI où le total de la dette extérieure a monté jusqu'à 76.6 milliards dollars des États-Unis en 2007 en dépit du déclin au cours des deux années précédentes après avoir fait une pointe à 82.9 milliards dollars des États-Unis en 2004 (Schéma 3.9A). La part des PMA de l'OCI en stock total de dette extérieure des pays de l'OCI a suivi une tendance de réduction au cours de la période 2003-2007, particulièrement au cours des deux dernières années, pour atteindre 9.2 pour cent en 2007 comparés à 11.7 pour cent en 2003. Néanmoins, leur part en stock total de dette de tous les PMA a augmenté de manière significative en 2006 pour atteindre 54.2 pour cent et, bien qu'il ait légèrement diminué à 53.1 pour cent au cours de l'année suivante, il est demeuré au-dessus des taux réalisés pendant 2003-2005

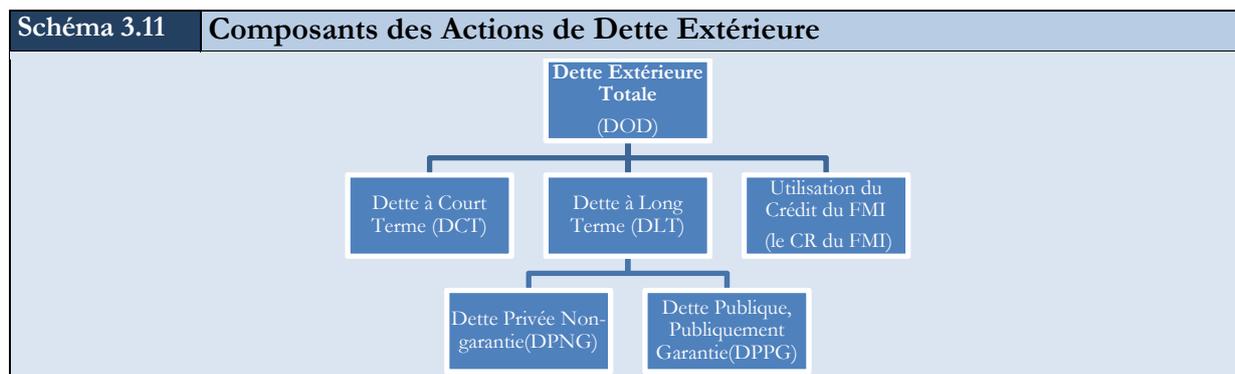
(Schéma 3.9B). Ceci prouve que les PMA de l'OCI ont performé relativement mieux que les autres pays de l'OCI mais plus pauvre que les autres PMA en évitant ou en réduisant l'endettement.



Le Bangladesh et le Soudan ont eu, jusqu'ici, les stocks de dette extérieure les plus élevés parmi les PMA de l'OCI en 2007, 22.0 milliard et 19.1 milliards dollars des États-Unis, respectivement. Avec ces montants, ces deux pays ont expliqué 53.8 pour cent de toutes les actions de dette des PMA de l'OCI, comparées à 45.7 pour cent en 2003. D'une part, 12 des PMA de l'OCI, de l'Ouganda et du Sénégal en particulier, ont enregistré un déclin en leur stock de dette extérieure en 2007 par rapport à 2003 (Schéma 3.10).

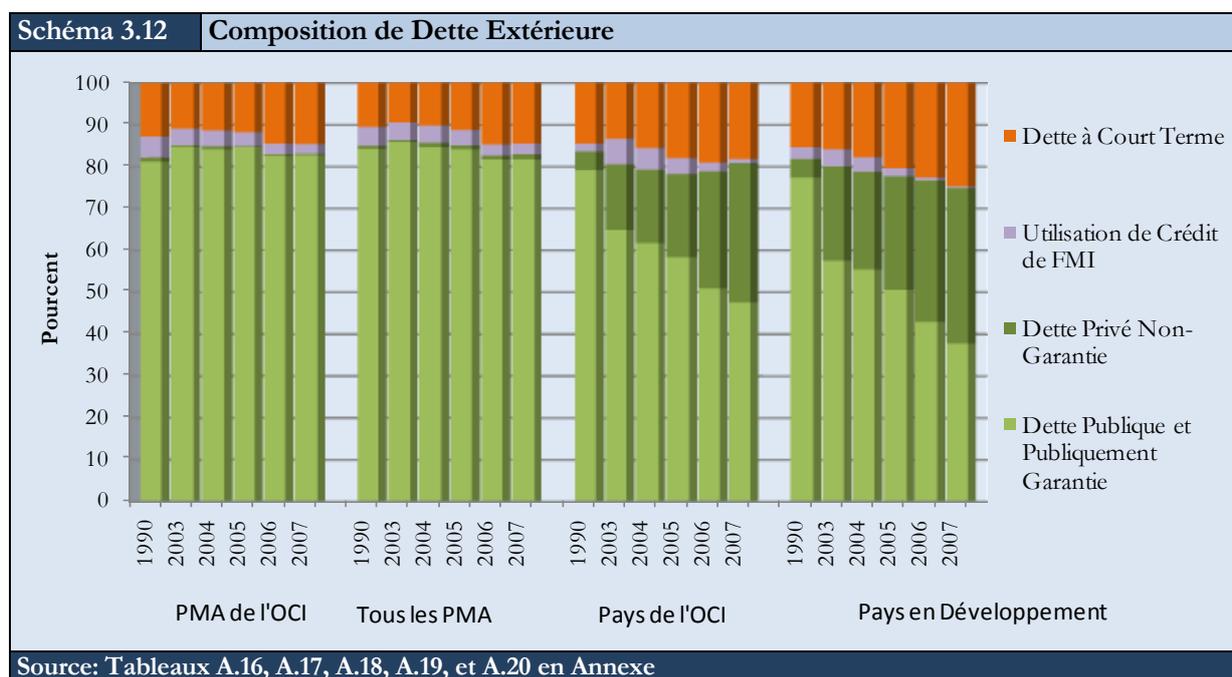
3.3.2. Composition de Dette Extérieure

La composition du stock de la dette extérieure totale est un facteur important dans l'analyse de la dette, puisqu'elle a un impact direct sur le processus de remboursement, de rééchelonnement et d'allègement de la dette. Comme indiqué dans le Schéma 3.11, les actions de dette extérieure totale se composent de trois catégories de dette : (i) la dette à long terme (DLT), qui se compose de la dette publique, publiquement garantie la dette, et la dette privée non-garantie, (ii) la dette à court terme (DCT), et (iii) l'utilisation du crédit du FMI (le CR du FMI).



En conséquence, le Schéma 3.12 présente la composition de la dette extérieure des PMA de l'OCI en comparaison avec tous les PMA, les pays de l'OCI, et les pays en développement pour l'année 1990 et la dernière période de cinq ans de 2003-2007. Il est clair que la composition de dette pour les PMA de l'OCI ait été tout à fait semblable à celle pour tous les PMA au cours de la période à l'étude. La dette à long terme qui a expliqué 82.5 pour cent de toute la dette extérieure des PMA de l'OCI avait augmenté à 85.3 pour cent en 2003. Au cours des années suivantes, elle a gagné une tendance légèrement en réduction pour atteindre à 83.4 pour cent en 2007. On a également observé la même tendance pour tous les PMA, où la dette à long terme qui a expliqué 85.2 pour cent de toute la dette en 1990 a monté jusqu'à 86.5 pour cent en 2003 et, avec le déclin continu au cours des années suivantes, elle a atteint à 83.3 pour cent en 2007. Ceci indique que, lors des années passées, les PMA de l'OCI et les autres PMA ont tendu à avoir la part presque égale de la dette à long terme en leur stock total de dette extérieure.

Comparé aux pays de l'OCI, les PMA de l'OCI ont enregistré une part légèrement plus élevée de dette à long terme bien que la part pour les pays de l'OCI ait tendu à augmenter au cours des deux dernières années pour atteindre 80.9 pour cent en 2007. Quant à la comparaison avec les pays en développement, on observe que la part de la dette à long terme pour les PMA de l'OCI et pour les pays en développement était presque égale en 1990 ; 82.5 pour cent et 82.2 pour cent respectivement. Cependant, la part pour les pays en développement a sans interruption diminué avec l'heure d'atteindre vers le bas à 75.1 pour cent en 2007 (Schéma 3.12).



Étant donné la composition de la dette à long terme par le débiteur, on observe que presque toute les dettes à long terme des PMA, y compris les PMA de l'OCI, est une dette publique et publiquement garantie, avec la part négligeable de la dette privée non-garanti. Les données disponibles ont indiqué que la part de la dette privée non-garanti en stock total de la dette des PMA de l'OCI était aussi basse que 1.3 pour cent en 1990 et elle a encore plus diminué à 0.3 pour cent en 2007. Bien qu'il ait y eu un signe d'augmentation pour tous les PMA - de 0.7 pour cent en

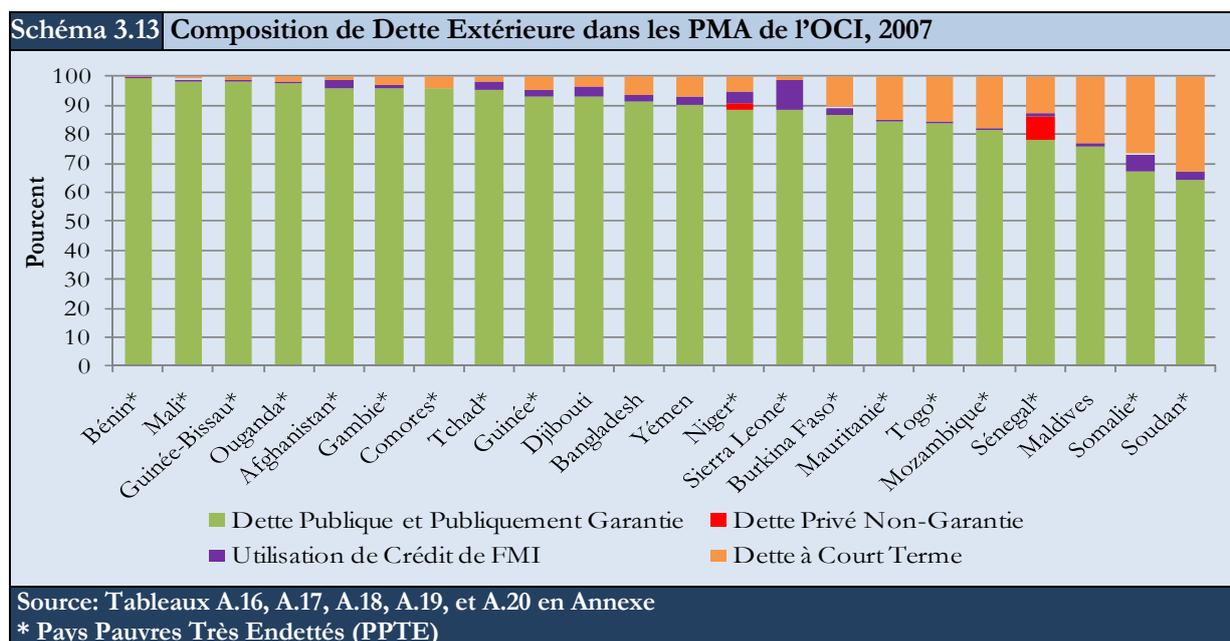
1990 à 1.5 pour cent en 2007 - la part de la dette privée non-garanti est également demeurée au niveau insignifiant. À la différence des PMA, cependant, les pays de l'OCI et les pays en développement ont enregistré les parts constamment croissantes de la dette privée non-garanti en leur stock total de dette. Le Schéma 3.12 prouve que cette part pour les pays de l'OCI a augmenté de 4.7 pour cent en 1990 à 15.3 pour cent en 2003 et à 33.2 pour cent en 2007 tandis qu'elle augmentait encore plus pour les pays en développement, de 4.6 pour cent à 22.4 pour cent et puis à 37.2 pour cent respectivement.

L'utilisation des crédits du FMI a eu une petite part en stock total de dette extérieure et ceci semble avoir diminué pour tous les groupes de pays à l'étude mais jusqu'à moins de degré pour les PMA. Le Schéma 3.12 démontre que les crédits du FMI ont expliqué 4.8 pour cent de toutes les actions de dette des PMA de l'OCI et cette part a diminué à 3.9 pour cent en 2003 et une fois vers le bas à 2.3 pour cent en 2007. On a également observé la même tendance pour tous les PMA, pour lesquels cette part a diminuée de 4.3 pour cent en 1990 à 4 pour cent en 2003 et 2.4 pour cent en 2007. Quant aux pays de l'OCI et aux pays en développement, le déclin dans la part des crédits du FMI était plus notable comme, au cours de la période 2003-2007, cette part diminuée de 6.3 pour cent à 1.3 pour cent pour les pays de l'OCI et de 4.3 pour cent à 0.4 pour cent pour les pays en développement.

Le léger déclin dans la part de la dette à long terme et des crédits du FMI dans la dette totale a eu comme conséquence une augmentation équivalente de la part de la dette à court terme pour tous les groupes. En conséquence, la part de la dette à court terme pour les PMA de l'OCI a monté jusqu'à 14.4 pour cent en 2007 comparés à 10.8 pour cent en 2003. De même, la part pour tous les PMA a monté de 9.5 pour cent à 14.3 pour cent au cours de la même période. Les pays de l'OCI ont également enregistré une augmentation de la part de la dette à court terme au cours de la période 2003-2007, de 13.2 pour cent à 17.8 pour cent, en dépit du déclin de 1.2 point en 2007 à comparé à l'année précédente due à l'augmentation de la dette à long terme privée non-garantie. Quant aux pays en développement, l'augmentation de la part de la dette à court terme était plus remarquable que les autres groupes de pays, remplaçant le déclin pointu dans la part du public et de la dette à long terme publiquement garantie. En conséquence, la part de la dette à court terme pour les pays en développement a augmenté sans interruption de 15.7 pour cent en 2003 à 24.5 pour cent en 2007.

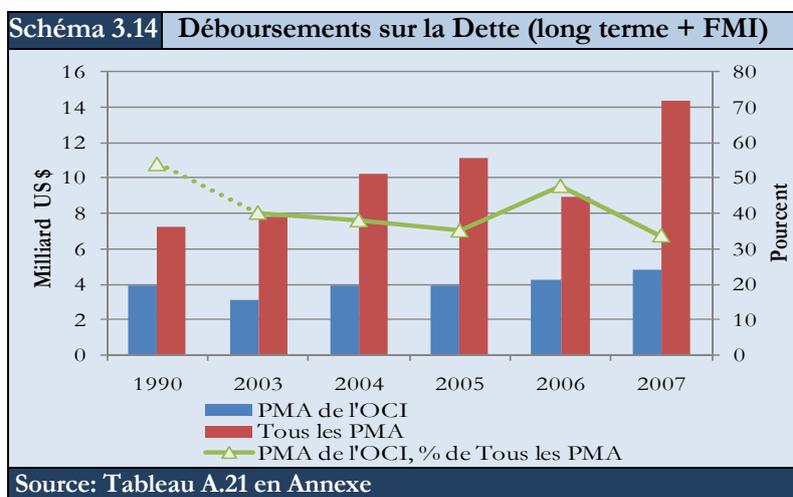
De façon générale, la composition de toute la dette extérieure des PMA de l'OCI était tout à fait semblable à tous les PMA dans la période à l'étude : à partir de 2007, plus de 83 pour cent de la dette étaient sous forme de dette à long terme, une quantité négligeable dont était la dette privée non-garantie, mais la part de la dette à long terme diminuait légèrement ces dernières années ; l'utilisation du crédit du FMI a expliqué environ seulement 2.3 pour cent de toutes les actions de dette, et elle étaient sur une tendance de réduction ; par conséquent, la part de la dette à court terme était sur l'élévation pour atteindre environ 14.4 pour cent. Ce qui a différencié plus entre les PMA et les pays en développement comme les pays de l'OCI étaient que la part de la dette privée non-garantie pour l'ancien était aux niveaux négligeables tandis que, pour ce dernier, elle était beaucoup plus élevée - beaucoup plus élevée même que la part de la dette à court terme.

Quant à différents pays, la dette à long terme expliquée plus de 90 pour cent de toute la dette extérieure dans 13 des PMA de l'OCI, et cette part a varié de 99.4 pour cent au Bénin à 64.5 pour cent au Soudan en 2007. Seulement 2 pays, Sénégal et Niger, ont eu la dette à long terme privée non-garantie, comptabilité, respectivement, pour 7.7 pour cent et 2.0 pour cent de leur dette totale. Dans les autres 20 pays, la totalité de la dette à long terme s'est composée du public et a publiquement garanti la dette. L'utilisation du crédit du FMI a expliqué plus moins de 1 pour cent de toute la dette dans 9 des PMA de l'OCI tandis qu'elle atteignait jusqu'à 10.5 pour cent dans le Sierra Leone et 6.0 pour cent en Somalie. D'une part, la part de la dette à court terme était moins de 10 pour cent dans 14 des PMA de l'OCI tandis qu'elle atteignait jusqu'à 33 pour cent au Soudan, 26.8 pour cent en Somalie, et de 23.1 pour cent en Maldives (Schéma 3.13).



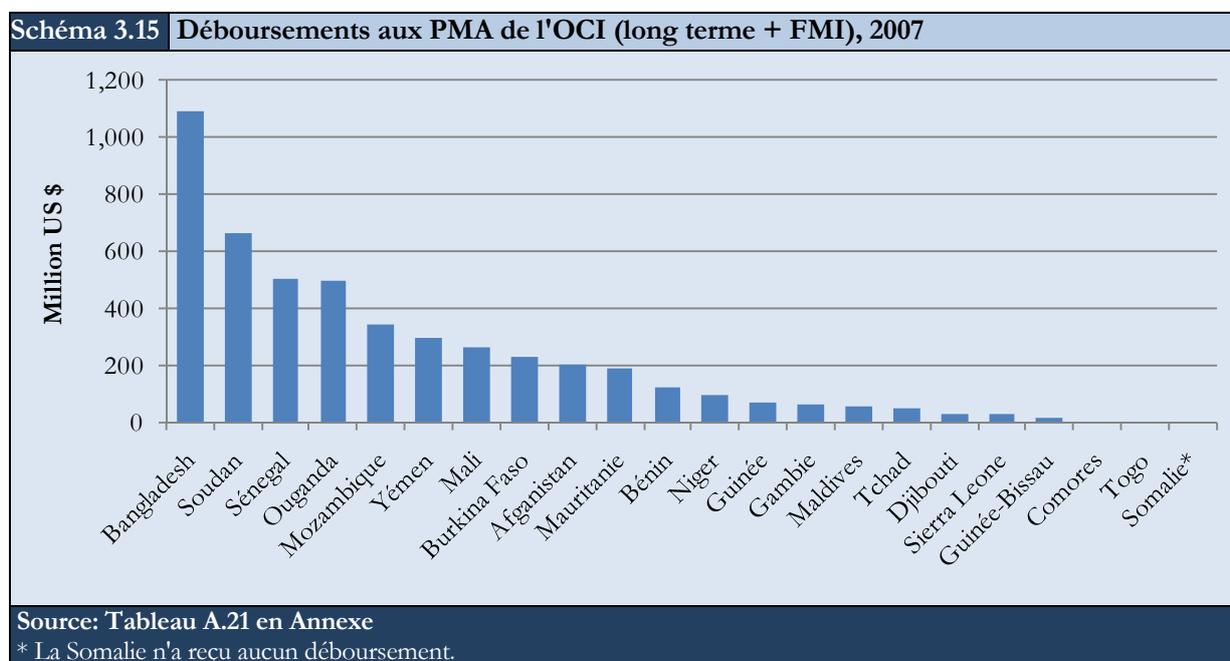
3.3.3. Déboursements sur la Dette Extérieure

Les nouveaux déboursements sont l'élément principal du changement de l'action en circulation de la dette extérieure. Le Schéma 3.14 prouve que, en 2007, les déboursements sur la dette extérieure (à long terme plus le FMI) se sont élevés à 4.4 milliards dollars des États-Unis pour tous les PMA et à 4.8 milliards dollars des États-Unis pour les PMA de l'OCI, comparé à 8.9 milliard et 4.3 milliards dollars des États-Unis, respectivement, au cours de l'année précédente. La tendance d'augmentation dans le déboursement total à tous les PMA était cassée en 2006 dus à un déclin pointu



dans les déboursements d'Angola, qui a fait la moyenne à 45.7 pour cent de tout le déboursement aux PMA qui ne sont pas de l'OCI dans la période 2003-2007. Bien que les déboursements aux PMA de l'OCI aient sans interruption augmenté dans cette période, les incréments étaient relativement plus petits que ceux pour tous les PMA, indiquant que les PMA de l'OCI, en moyenne, ont employé moins de dette que les autres PMA dans cette période. En conséquence, indépendamment de cette année exceptionnelle, la part des PMA de l'OCI dans des déboursements totaux à tous les PMA a continué à diminuer dans la période à l'étude, de 40.2 pour cent en 2003 à 33.7 pour cent en 2007.

Les déboursements par rapport au Bangladesh ont atteint 1092 millions dollars des États-Unis en 2007, expliquant 22.5 pour cent de tous les déboursements aux PMA de l'OCI. Ajoutant les déboursements au Soudan (\$662 millions), le Sénégal (\$505 millions), et l'Ouganda (\$496 millions), ces quatre pays ont expliqué plus que la moitié de tous les déboursements aux PMA de l'OCI. D'une part, les déboursements à certains pays comme le Togo et les Comores étaient moins de 5 millions dollars des États-Unis (Schéma 3.15)

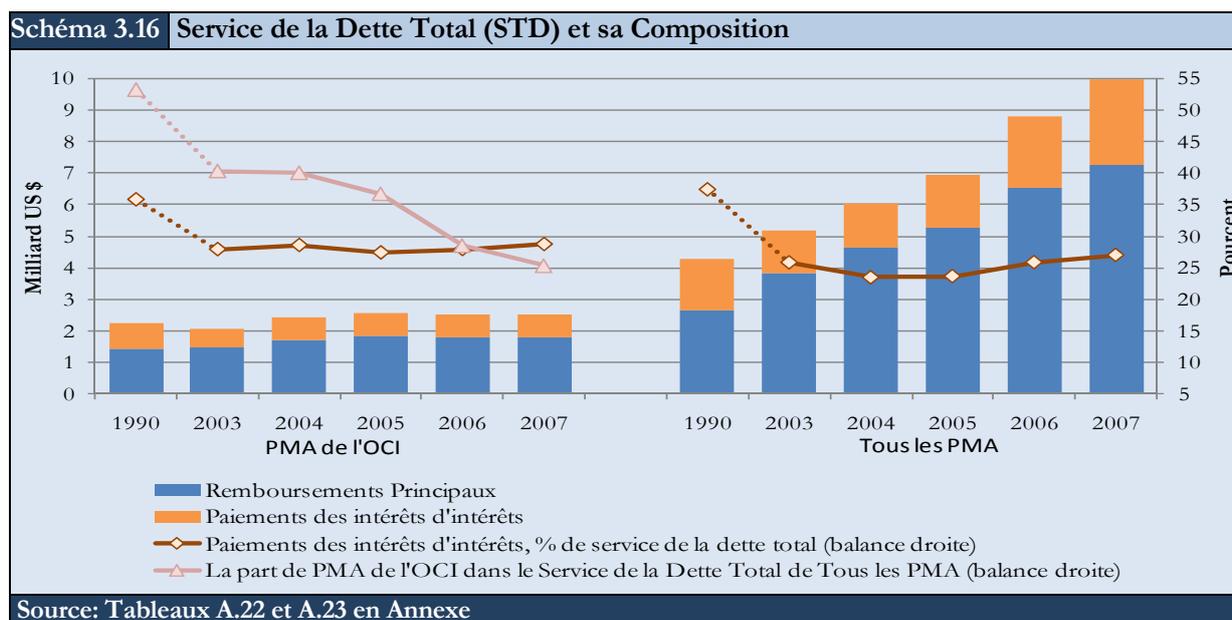


3.3.4. Service de la dette

Étant donné que presque toutes les actions de dette à long terme des PMA, y compris les membres de l'OCI, sont toujours sous forme de public et de dette publiquement garantie, il vaut mieux noter que la dette extérieure dans les PMA continue à être un obstacle sérieux des efforts de développement à gouvernements lorsque le service de la dette prend une grande partie des ressources budgétaires rares de ces pays qui pourraient être dirigés vers les secteurs productifs et sociaux. Le Schéma 3.16 prouve que les paiements totaux de service de la dette (STD) de tous les PMA presque ont doublé au cours de la période à l'étude, de 5.2 milliards dollars des États-Unis en 2003 à environ 10.0 milliards dollars des États-Unis en 2007, comparé à 4.3 milliards dollars des États-Unis en 1990. En revanche, les PMA de l'OCI ont gardé leurs responsabilités de service de la dette presque au même niveau au cours de cette période ; leurs paiements de service de la

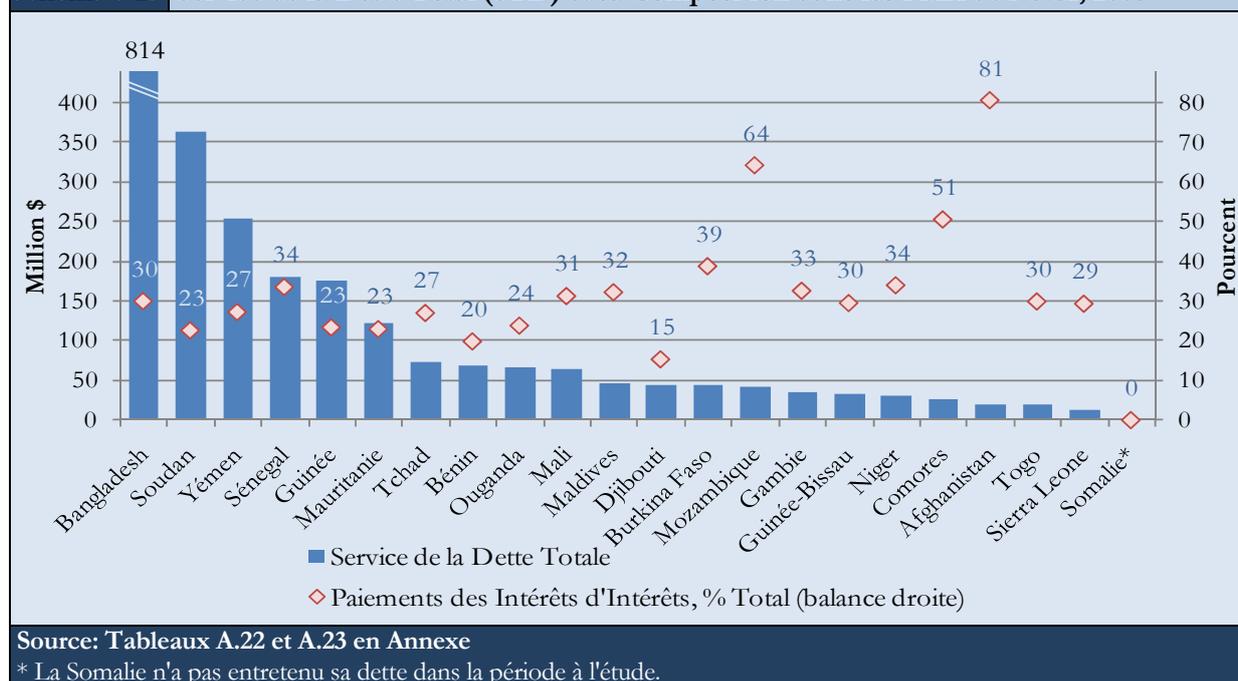
dette ont été enregistrés à 2.5 milliards dollars des États-Unis en 2007 comme lors des trois années précédentes, comparées à 2.3 milliards dollars des États-Unis en 1990. En conséquence, la part des PMA de l'OCI dans le service de la dette total de tous les PMA a sans interruption diminué dans cette période, de 53.2 pour cent en 1990 à 40.3 pour cent en 2003 et promeut vers le bas à 25.4 pour cent en 2007.

Le service de la dette total de tous les PMA en 2007 s'est composé de 7.3 milliards dollars des États-Unis du remboursement principal et de 2.7 milliards dollars des États-Unis de paiements des intérêts d'intérêts. Quant aux PMA de l'OCI, tout le service de la dette s'est composé de 1.8 milliards dollars des États-Unis du remboursement principal et de 0.7 milliards dollars des États-Unis des paiements des intérêts d'intérêts (Schéma 3.16). En conséquence, les paiements des intérêts d'intérêts ont expliqué 27 pour cent de tout le service de la dette pour tous les PMA et 28.8 pour cent pour les PMA de l'OCI. Comparé à 1990, les paiements des intérêts d'intérêts ont expliqué une petite part dans le service de la dette total des PMA, y compris les PMA de l'OCI, au cours de la dernière période à l'étude de cinq ans. Cette part a fait la moyenne à 28.2 pour cent pour les PMA de l'OCI et à 25.2 pour cent pour tous les PMA dans la période 2003-2007 comparé au niveau 1990 de 35.9 pour cent et à 37.5 pour cent respectivement. Cependant, il vaut mieux noter que ces parts ont continué à augmenter en 2007 comme est le cas au cours de l'année précédente (Schéma 3.16).



Par rapport à 2007, le Bangladesh, payant environ 814 millions dollars des États-Unis sur le service de la dette, a expliqué presque un tiers de tout le service de la dette des PMA de l'OCI. Ce rapport a atteint 56.6 pour cent quand ajouter le service de la dette a payé par le Soudan et le Yémen. En d'autres termes, seulement trois pays ont expliqué plus que la moitié de tout le service de la dette des PMA de l'OCI. D'une part, comme mentionné ci-dessus, les paiements des intérêts d'intérêts ont fait la moyenne à environ 29 pour cent de tout le service de la dette pour les PMA de l'OCI. Cependant, ce rapport a atteint jusqu'à 81 pour cent en Afghanistan, 64 pour cent en Mozambique, et 51 pour cent en Comores (Schéma 3.17), indiquant que ces pays ont payé plus l'intérêt que pour de principaux remboursements.

Schéma 3.17 Service de la Dette Total (STD) et sa Composition dans les PMA de l'OCI, 2007



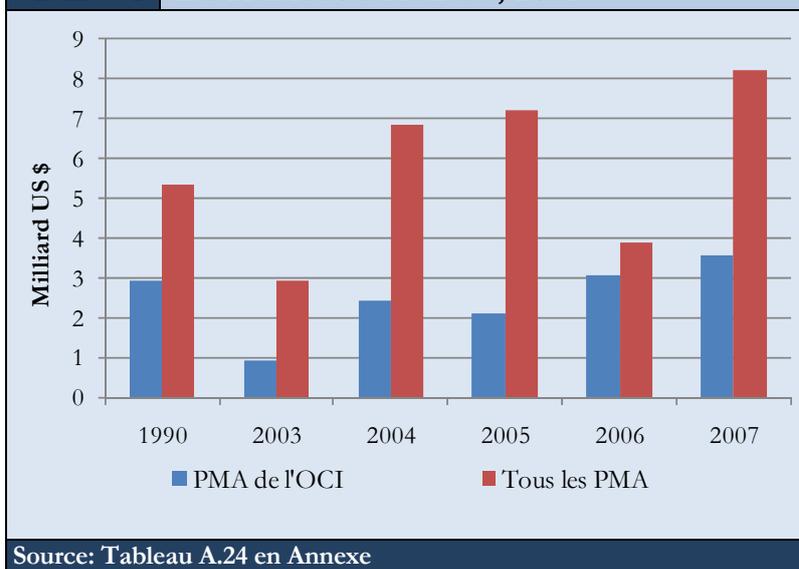
Source: Tableaux A.22 et A.23 en Annexe

* La Somalie n'a pas entretenu sa dette dans la période à l'étude.

3.3.5. Les Flux Nets sur la Dette

Il est évident que, pour que les pays endettés réduisent ou éliminent leurs stocks de dette, principalement, les remboursements doivent dépasser de nouveaux déboursements, ou, en d'autres termes, les flux nets sur la dette doivent être négatifs. Étant donné les tendances mentionnées ci-dessus dans les déboursements et les remboursements, cependant, le Schéma 3.18 prouve que les flux nets sur la dette extérieure étaient toujours positifs pour

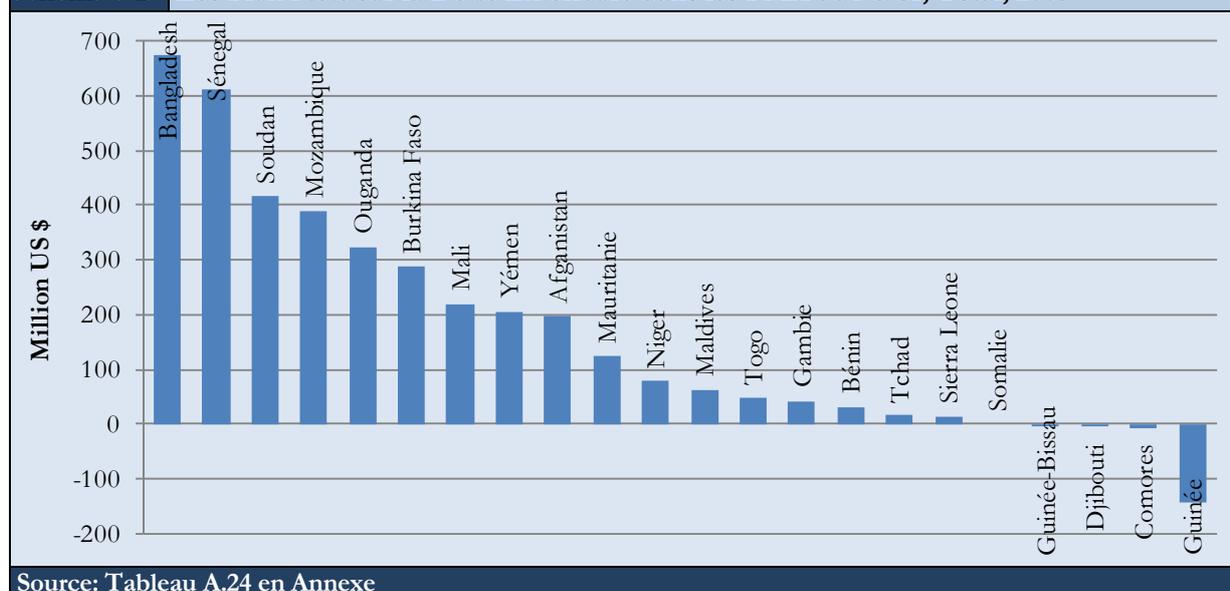
Schéma 3.18 Les Flux Nets sur la Dette, Total



Source: Tableau A.24 en Annexe

tous les PMA et les PMA de l'OCI au cours de la période à l'étude, qui explique en partie les changements des actions totales de dette extérieure. En 2007, les flux nets sur la dette pour tous les PMA s'est élevé à 8.2 milliard, avec une augmentation de 4.3 milliards dollars des États-Unis, ou 111 pour cent, de l'année précédente. Quant aux PMA de l'OCI, l'augmentation était plutôt limitée ; de 3.1 milliards dollars des États-Unis à 3.6 milliards dollars des États-Unis (16 pour cent).

Schéma 3.19 Les Flux Nets sur la Dette Extérieure dans les PMA de l'OCI, Total, 2007



Source: Tableau A.24 en Annexe

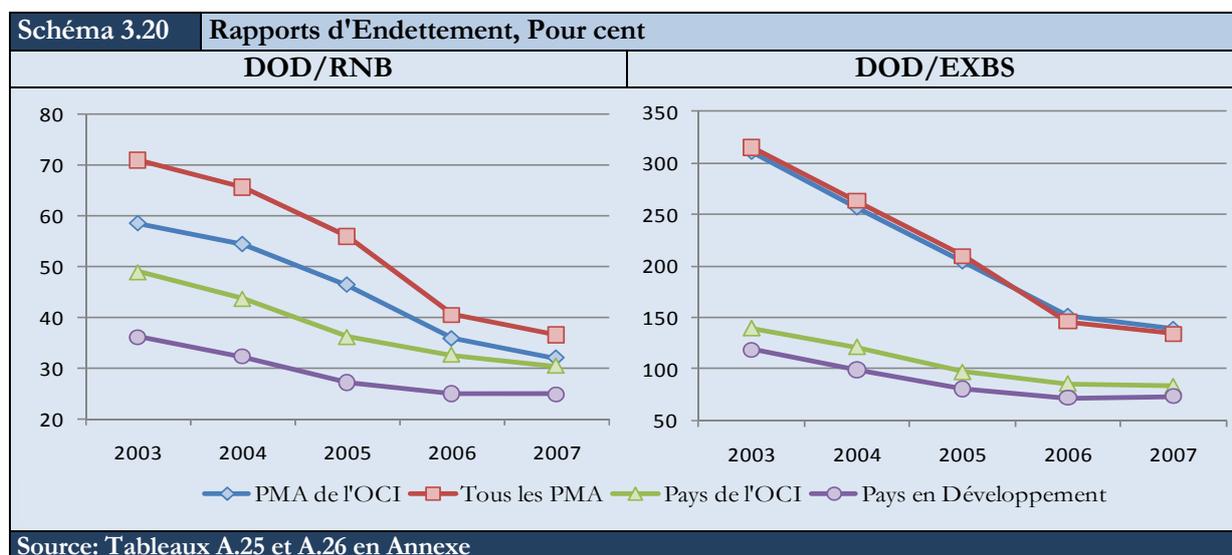
Parmi les PMA de l'OCI, le Bangladesh et le Sénégal chacun ont eu plus de 600 millions dollars des États-Unis des flux nets sur leur dette extérieure en 2007 (Schéma 3.19). Dans 15 autres PMA de l'OCI, les flux nets étaient également positifs, s'étendant de 14.9 millions dollars des États-Unis au Sierra Leone à 416.3 millions dollars des États-Unis au Soudan. Ceci indique clairement que les nouveaux déboursements de prêt à ces pays ont dépassé leurs remboursements principaux, ajoutant plus à leurs stocks de dette extérieure. D'une part, 4 autres PMA de l'OCI, à savoir Guinée, les Comores, Djibouti, et la Guinée-Bissau, ont enregistré des flux négatifs sur leur dette extérieure. Naturellement, on compterait que les stocks totaux de dette de ces quatre pays diminueraient car il n'y avait aucune addition nette sous forme de nouveaux déboursements. La Guinée et les Comores a rempli ce but tandis que le Djibouti et la Guinée-Bissau ont enregistré une augmentation en leur stock de dette dû pas de nouveaux déboursements mais de quelques autres raisons.

3.3.6. Indicateurs de Dette

L'examen des niveaux du fardeau d'endettement et de remboursement est un facteur important la surveillance et en analysant la situation de la dette extérieure dans les PMA. Généralement la capacité d'un pays débiteur pour rembourser ses engagements de dette extérieure et de service de la dette dépend en grande partie de sa propre capacité productive et, finalement, de ses recettes d'exportation de devises étrangères. Dans la littérature, une approche d'analyse indiciaire est utilisée généralement pour mesurer le niveau de l'endettement d'un pays et la capacité de remboursement. Ceci est habituellement fait en calculant les rapports qui fournissent des mesures du coût d'entretenir la dette en termes de devises étrangères ou le rendement renoncé en rapportant le volume de dette extérieure et de service de la dette au revenu national brut (RNB) et des exportations des biens et des services (EXBS). Dans ce contexte, les rapports utilisés généralement sont : le rapport de dette-RNB (DOD/RNB), le rapport de dette-exportations (DOD/EXBS), le rapport de dette-service (STD/EXBS), et le rapport d'intérêt-service (INT/EXBS). Le niveau d'endettement est mesuré par le rapport de dette-RNB et le rapport de dette-exportations tandis que le fardeau de remboursement de dette est mesuré par le rapport de dette-service et le rapport d'intérêt-service.

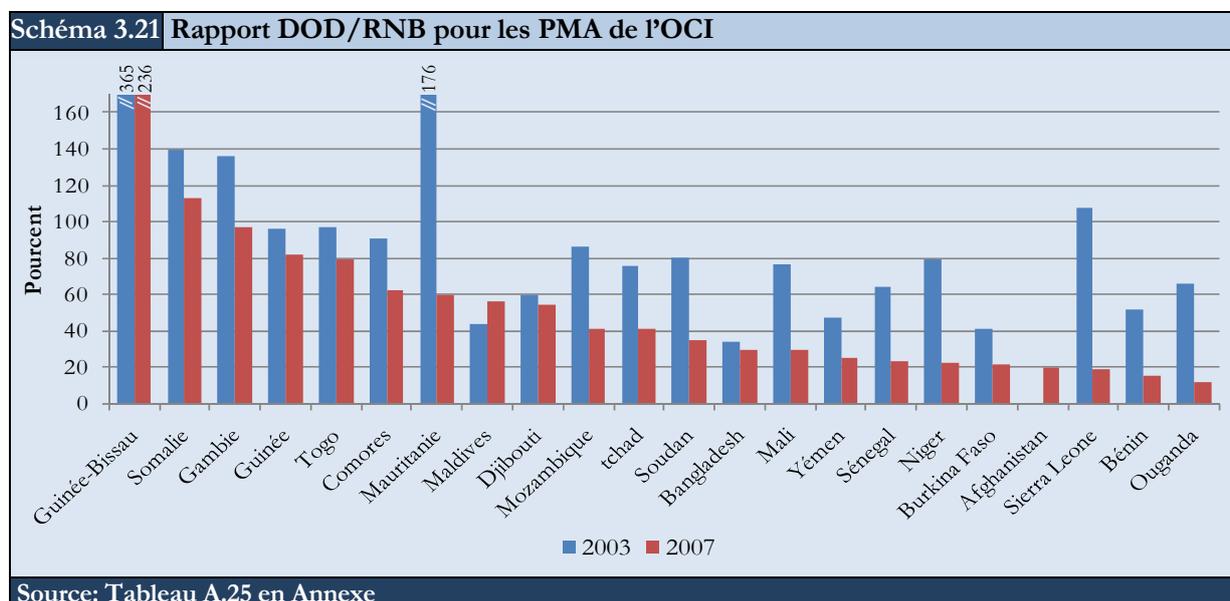
Le rapport de Dette-RNB (DOD/RNB) pour un pays particulier estime le fardeau de la dette extérieure de ce pays sur sa capacité productive et donne une indication du degré de sa solvabilité. Une augmentation du rapport signifie que le taux de croissance de dette extérieure est plus élevé que celui de RNB, impliquant que l'endettement devient plus lourd. Ceci suggère une détérioration de solvabilité pendant que le pays est censé sacrifier une partie croissante de sa capacité productive totale pour payer en arrière sa dette. D'une part, puisque le remboursement de la dette extérieure est la plupart du temps financé par des recettes d'exportation, il suit que la capacité d'un pays débiteur pour le remboursement est indiquée par la dette extérieure comme pourcentage de ses exportations totales des biens et des services, c.-à-d. le rapport de dette-exportations (DOD/EXBS). Le Rapport de dette-exportations donne une évaluation du nombre équivalent d'années des exportations requises pour rembourser la dette extérieure exceptionnelle totale d'un pays.

À la lumière de cet arrangement, le Schéma 3.20 prouve que le rapport moyen de dette-RNB des PMA comprenant les membres de l'OCI a montré une tendance décroissante pendant 2003-2007. À cet égard, le rapport pour tous les PMA a diminué de 58.5 pour cent à 32.0 pour cent, pourtant resté à une position plus élevée que les autres groupes. Les PMA de l'OCI ont également suivi une tendance de réduction semblable, et la sont parvenue à diminuer ce rapport de 71.0 pour cent à 36.6 pour cent. En conséquence, les rapports moyens de dette-RNB pour ces deux groupes sont plus près de ceux enregistrés par les pays de l'OCI (30.4 pour cent) et les pays en développement (24.9 pour cent), indiquant que les différences importantes entre les PMA et les pays en développement soulagent. En dépit de ce développement, cependant, le Schéma 3.20 prouve également que la voie rapide de haut en bas qui a été enregistrée ces dernières années pour tous les groupes a semblé avoir perdu la vitesse en 2007. Au cours des trois années précédentes, le rapport de DOD/RNB avait diminué, en moyenne, de 7.6 pour cent pour les PMA de l'OCI, de 10.2 pour cent pour tous les PMA, de 5.5 pour cent pour des pays de l'OCI, et de 3.7 pour cent pour les pays en développement mais en 2007, les déclin étaient aussi bas que 3.8 pour cent, 3.9 pour cent, 2.2 pour cent et 0.1 pour cent, respectivement.

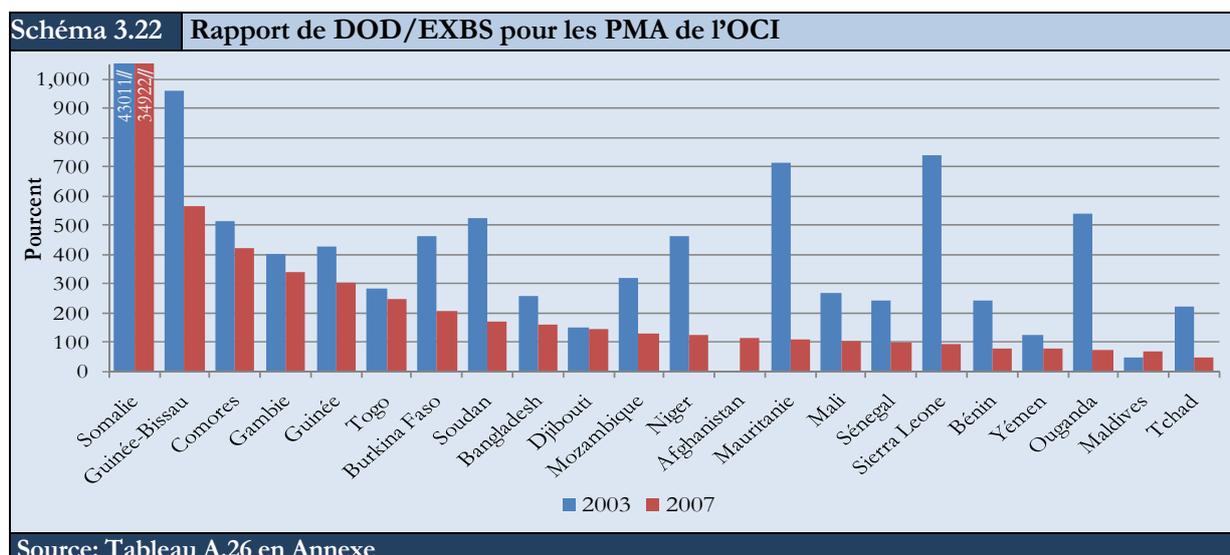


D'une part, le rapport de dette-exportations (DOD/EXBS) pour tous les PMA et les PMA de l'OCI ont diminué de manière significative au cours de la période à l'étude, encore une fois avec un pas de ralentissement en 2007 (Schéma 3.20). Bien qu'ils soient parvenus à diminuer ce rapport de plus de 300 pour cent en 2003 à environ 150 pour cent en 2006 - plus de 50 points de déclin annuellement- le déclin en 2007 était seulement 12 points. En conséquence, en 2007, DOD/EXBS

était de 134.0 pour cent pour tous les PMA et de 138.8 pour cent pour les PMA de l'OCI. Avec cette amélioration, le rapport pour les PMA était environ 60 points plus élevé que celui pour les pays en développement, comparé à environ 200 points en 2003.



Quant à différents PMA de l'OCI, la Guinée-Bissau a eu le taux le plus élevé de DOD/RNB en 2007 (236 pour cent). Suivaient la Somalie avec 113.3 pour cent, la Gambie avec 97.3 pour cent et la Guinée avec 82.1 pour cent (Schéma 3.21). La Guinée-Bissau était également le pays qui a enregistré le déclin le plus élevé dans la période 2003-2007 (129 points), suivie de la Mauritanie avec 116 points, du Sierra Leone avec 89 points, du Niger avec 56 points et de l'Ouganda avec 54 points. D'une part, les Maldives était le seul PMA de l'OCI avoir enregistré une augmentation de son rapport de DOD/RNB (13 points).



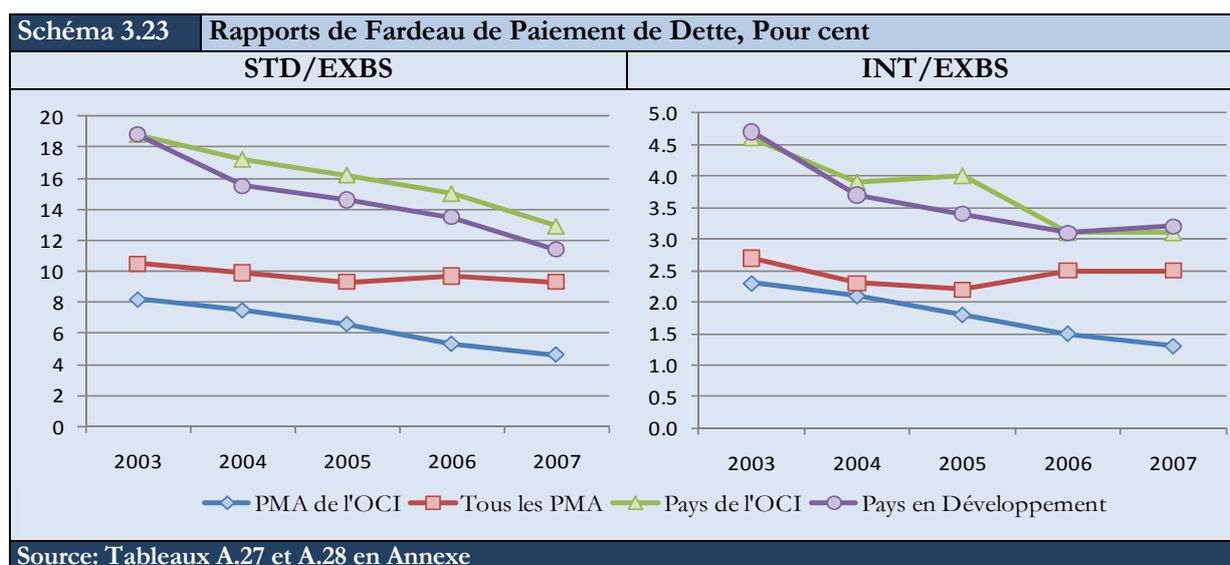
Tenant compte du rapport de DOD/EXBS pour différents PMA de l'OCI, on l'observe que la Somalie a eu le taux le plus élevé en 2007 (34922 pour cent). Suivant était la Guinée-Bissau avec 566 pour cent, les Comores avec 424 pour cent et la Gambie avec 342 pour cent (Schéma 3.22). Beaucoup de pays comme le Sierra Leone, Mauritanie et l'Ouganda ont enregistré le déclin

significatif dans leurs rapports. De l'autre côté, les Maldives était le seul PMA de l'OCI avoir enregistré une augmentation de son rapport de DOD/EXBS (23 points), pourtant il était toujours parmi les pays avec les plus bas rapports.

D'une part, les rapports de fardeau de paiement de dette représentés sur le Schéma 3.23 indiquent une performance tout à fait meilleure pour les PMA, en particulier les membres de l'OCI, une fois comparés à la performance de l'OCI et des pays en développement. Tandis que le rapport de dette-service (STD/EXBS) pour tous les PMA diminuait de 10.5 pour cent en 2003 à 9.3 pour cent en 2007, il a diminué de 8.2 pour cent à 4.6 pour cent pour les PMA de l'OCI au cours de la même période. Bien qu'on ait également observé des tendances semblables pour les pays de l'OCI et en développement, leurs rapports sont demeurés au-dessus des rapports pour les PMA.

En fait, le rapport de dette-service est un indicateur traditionnel de la solvabilité qui reflète la capacité d'un pays pour continuer à emprunter. Plus le rapport de dette-service est élevé, le plus grand sera la probabilité que, en cas de déclin grave dans les recettes d'exportations, le pays ne peut plus pouvoir rencontrer ses engagements de service de la dette et peut donc chercher une remise à plus tard de ses paiements de dette extérieure. En soi, la tendance de réduction dans le rapport de dette-service pour les PMA présentés sur le Schéma 3.23 implique que ces pays payaient récemment tout à fait moins de leurs recettes d'exportations pour couvrir leur service de dette. Ceci, à leur tour, laisserait libérer plus de ressources pour améliorer des Services Sociaux tels que la santé et l'éducation et diminuer la probabilité du défaut sur les engagements de dette extérieure et/ou la remise à plus tard.

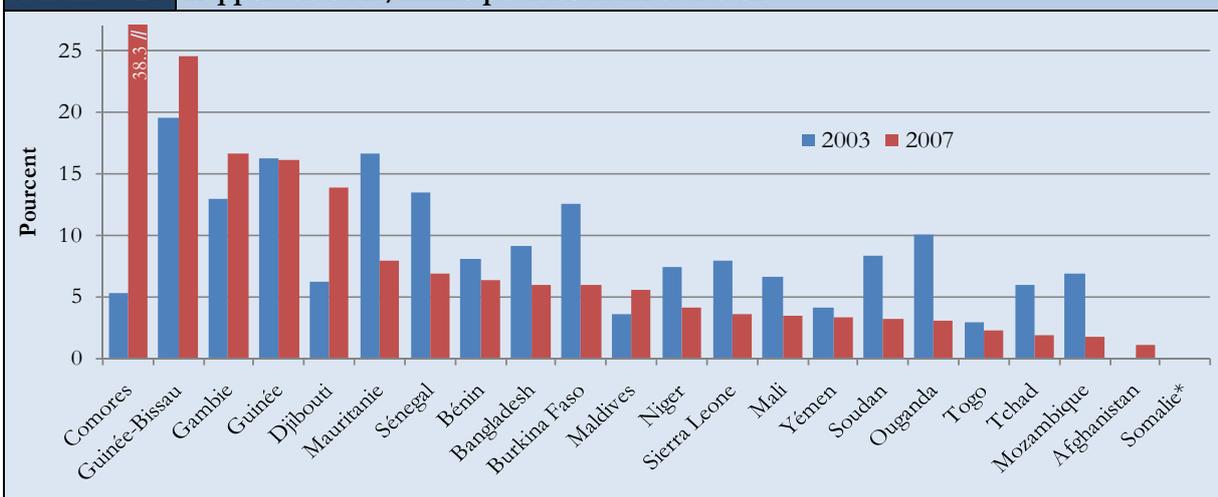
Le Schéma 3.23 prouve également que les PMA, en particulier les membres de l'OCI, ont également performé tout à fait le meilleur que l'OCI et les pays en développement en termes de rapport d'intérêt-service (INT/EXBS). Pour tous les PMA, ce rapport a diminué de 2.7 pour cent en 2003 à 2.2 pour cent en 2005 mais a d'autre part monté jusqu'à 2.5 pour cent en 2006 et est demeuré le même en 2007. Pour les PMA de l'OCI, le rapport a sans interruption diminué au cours de la période 2003-2007, promouvant même que la diminution pour tous les PMA ; de 2.3 pour cent à 1.3 pour cent.



Quant à différents PMA de l'OCI, 15 d'entre eux, en particulier la Mauritanie, l'Ouganda, le Sénégal, et le Burkina Faso, ont parvenu pour diminuer leur rapport de STD/EXBS par jusqu'à 9

points dans la période 2003-2007 tandis que 6 d'entre eux ont enregistré une augmentation, en particulier les Comores avec une augmentation aussi haute que 33 points. En conséquence, en 2007, les Comores a eu le taux le plus élevé de STD/EXBS (38.3 pour cent), suivi de la Guinée-Bissau avec 24.5 pour cent, de la Gambie avec 16.6 pour cent et de la Guinée avec 16.1 pour cent. Les rapports les plus bas, d'une part, ont été enregistrés pour l'Afghanistan et la Mozambique (Schéma 3.24).

Schéma 3.24 Rapport de STD/EXBS pour les PMA de l'OCI

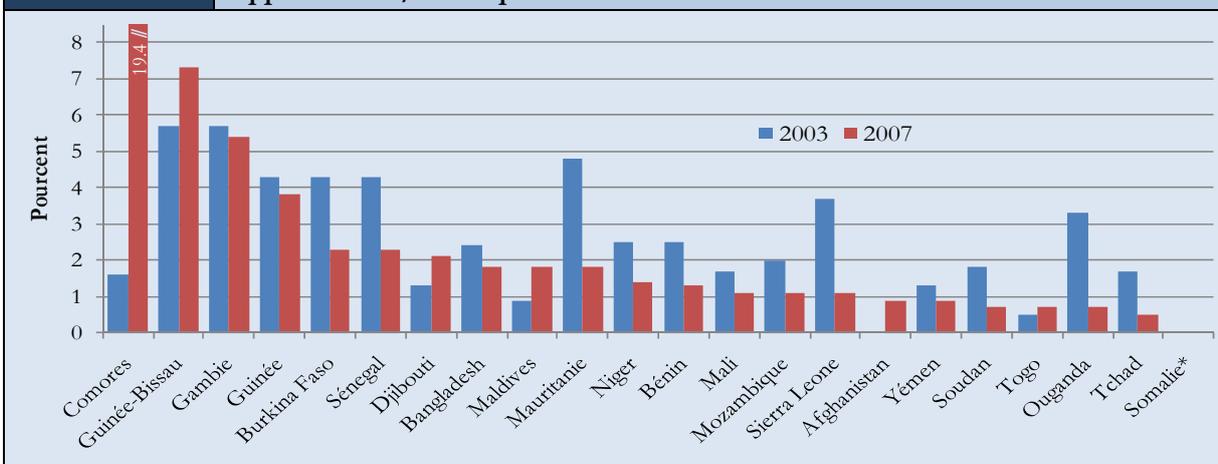


Source: Tableau A.27 en Annexe

* La Somalie n'a pas entretenu sa dette dans la période à l'étude. À partir de 2007, les principaux arriérés et les arriérés d'intérêt sur sa dette public et publiquement garantie ont atteint 1597 million et 787.8 millions, respectivement.

Tenant compte du rapport d'INT/EXBS pour différents PMA de l'OCI, on observe que 15 pays, en particulier la Mauritanie, le Sierra Leone, et l'Ouganda, ont enregistré un déclin dans leurs rapports tandis que 6 autres connaissaient une augmentation, en particulier les Comores avec 17.8 points. À cet égard, les Comores a eu le taux le plus élevé en 2007 (19.4 pour cent), suivi de la Guinée-Bissau avec 7.3 pour cent, de la Gambie avec 5.4 pour cent et de la Guinée avec 3.8 pour cent, alors que les plus bas taux étaient enregistrés pour le Tchad, l'Ouganda, et le Togo (Schéma 3.25).

Schéma 3.25 Rapport d'INT/EXBS pour les PMA de l'OCI



Source: Tableau A.28 en Annexe

* Voir la Note pour le Schéma 3.24.

3.3.7. Engagements de Réduction de Créance sous l'Initiative Augmentée des Pays Pauvres Très Endettée (PPTE) et l'Initiative Multilatérale de Réduction de Créance (IMRC)

Étant donné les développements mentionnés ci-dessus dans la dette extérieure, il vaut mieux noter que 18 des 22 PMA de l'OCI et, au total, 31 des 49 PMA sont actuellement classifiés en tant que Pays Pauvres Très Endettée (PPTE) (voir Tableau A.1 en Annexe). Par conséquent, la légère amélioration de la situation de dette extérieure des PMA, y compris les membres de l'OCI, étaient en fait dû en partie aux concessions de réduction de créance et d'autres actions rentrées le contexte de l'initiative des PPTE.

Actuellement, il y a 40 PPTE, 26 desquels sont les pays d'après-accomplissement-point, et 9 sont les pays intérimaires (après leur point de décision mais pas encore atteint leur point d'accomplissement), signifiant que 35 PPTE d'après-décision-points ont qualifié pour l'aide sous l'initiative. Les 26 PPTE d'après-accomplissement-points reçoivent également l'aide sous l'Initiative Multilatérale de Réduction de Créance (IMRC). En date du juillet 2009, l'aide totale investie dans ces 35 pays sous les PPTE et l'IMRC représente, en moyenne, environ 40 pour cent de leur PIB 2008 et après la pleine livraison de la réduction de créance, leur endettement sera réduit par environ 80 pour cent (IDA et FMI, 2009, p.5).

Des 18 PPTE qui sont PMA de l'OCI, 10 sont des pays d'après-accomplissement-points, 5 sont les pays intérimaires, et 3 sont au point de pré-décision (voir Tableau 3.1). En date du juillet 2009, la réduction de créance totale investie dans les 10 pays sous les deux initiatives a atteint 28.3 milliard en termes nominaux, ou 38.9 pour cent ces pays de PIB 2008 tandis que les 5 de pays intérimaires recevaient environ 3.5 milliards dollars des États-Unis sous l'initiative des PPTE, expliquant 12.3 pour cent de leur PIB 2008. En somme, la réduction de créance totale investie dans les 15 PMA de l'OCI sous les deux initiatives s'est élevée à 31.8 milliard, ou 31.4 pour cent de leur PIB 2008. Pour les PMA de l'OCI d'après-accomplissement-points, l'aide-à-PIB total s'est étendu de 23.1 pour cent pour le Bénin à 85.3 pour cent pour le Sierra Leone tandis que pour les pays intérimaires, ce rapport s'est étendu de 3.1 pour cent pour le Tchad à 171.4 pour cent pour la Guinée-Bissau (tableau 3.1)

En dépit de ces opérations de réduction de créance, cependant, le maintien de la durabilité de dette est toujours un souci pour beaucoup de PMA, et la crise globale courante a intensifié de tels soucis. À cet égard, puisque la majeure partie de la dette extérieure des PMA est due aux créanciers officiels multilatéraux sous forme de prêts officiels, l'initiative des PPTE est essentielle aux PMA, en particulier ceux avec les niveaux insoutenables de dette extérieure. Le soutien du de la Communauté internationale de réaffirmation et de accélération concernant l'aide et la réduction de créance est, donc, une condition importante pour favoriser la croissance économique et la réduction de pauvreté des PMA, y compris les membres de l'OCI.

Tableau 3.1		Réduction de Créance Totale investie dans les PMA de l'OCI sous l'Initiative des PPTE et l'IMRC : Statut en Date Extrémité du juillet 2009 (1) (en millions des États-Unis des dollars, en termes nominaux)				
	Date de Point de Décision	Date de Point d'Accomplissement	Aide sous l'Initiative des PPTE	Aide Fournie sous l'IMRC	Aide Totale des PPTE et d'IMRC	Aide Totale, % du PIB 2008
Après-Accomplissement-Point PPTE⁽²⁾						
Bénin	Juil.-00	Mar-03	460	1,145	1,605	23.1
Burkina Faso	Juil.-00	Avr.-02	930	1,226	2,156	26.6
Gambie	Déc.-00	Déc.-07	112	374	486	60.1
Mali	Sep-00	Mar-03	895	2,006	2,901	33.0
Mauritanie	Fév.-00	Juin -02	1,100	888	1,988	62.9
Mozambique	Avr.-00	Sep-01	4,300	2,058	6,358	65.9
Niger	Déc.-00	Apr-04	1,190	1,078	2,268	42.2
Sénégal	Juin-00	Avr.-04	850	2,498	3,348	25.1
Sierra Leone	Mar-02	Déc.-06	994	673	1,667	85.3
Ouganda	Fév.-00	Mai-00	1,950	3,552	5,502	37.9
Total			12,781	15,498	28,279	38.9
Intérim PPTE⁽³⁾						
Afghanistan	Juil. -07	...	1,272	...	1,272	10.5
Tchad	Mai-01	...	260	...	260	3.1
Guinée	Déc.-00	...	800	...	800	17.6
Guinée Bissau	Déc.-00	...	790	...	790	171.4
Togo	Nov.-08	...	360	...	360	12.5
Total			3,482	...	3,482	12.3
Pré-Décision-Point PPTE⁽⁴⁾						
Comores	...	...	...	...	...	...
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan	...	...	...	...	...	...
Réduction de Créance Totale Commise			16,263	15,498	31,761	31.4

Source: Initiative d'IDA et FMI, « pays pauvres très endettés (PPTE) et Initiative multilatéral de réduction de créance (IMRC)-Statut de mise en œuvre» association de développement internationale et Fond monétaire international, 15 septembre 2009 et calcul de personnel de SESRIC.

(1) Réduction de créance commise dans l'acceptation de la pleine participation des créanciers.
(2) Pays qui ont qualifié pour la réduction de créance irrévocable sous l'initiative des PPTE.
(3) Les pays qui ont qualifié pour l'aide sous l'initiative des PPTE (c.-à-d., point de décision atteint), mais n'ont pas encore atteint le point d'accomplissement.
(4) Pays qui sont potentiellement éligibles et peuvent souhaiter se servir de l'initiative des PPTE ou de l'IMRC.

4 L'ÉTAT DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PMA DE L'OCI

4.1. Vue d'Ensemble

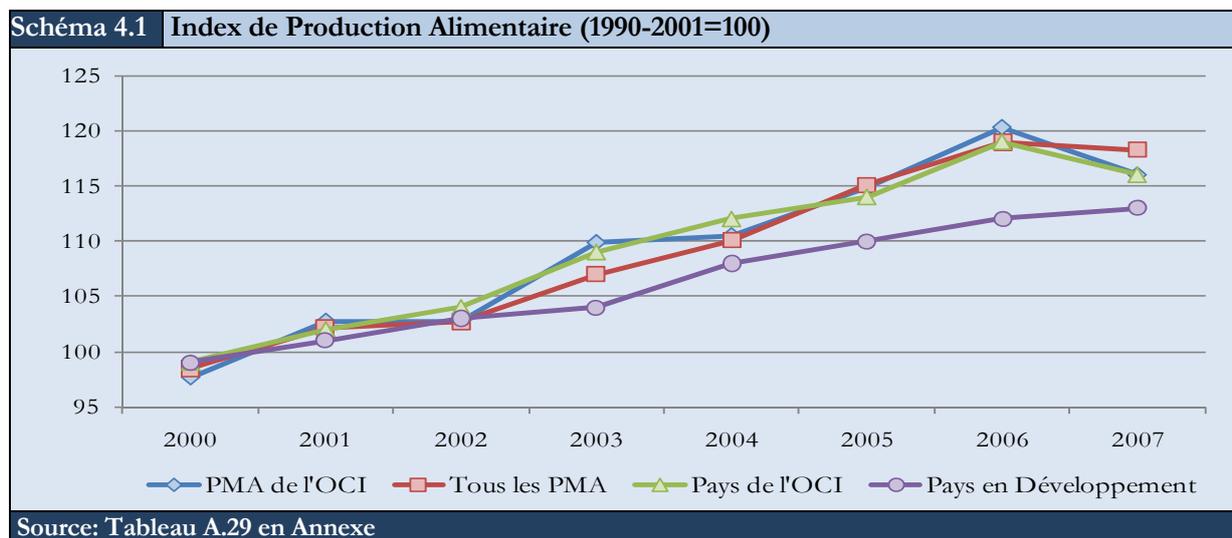
La sécurité alimentaire est l'une des questions les plus cruciales faisant face à l'humanité aujourd'hui. Au cours des années, au niveau national et international, beaucoup d'initiatives ont été prises pour terminer la faim et pour atteindre le but de la sécurité alimentaire. Pour souligner sa pesanteur et la mettre sur l'ordre du jour de développement des gouvernements, il a été inclus tant qu'un objectif important pour réaliser dans les cibles du Sommet Alimentaire Mondiale (réduire le nombre de personnes mal nourries par moitié entre 1990-92 et 2015) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) (diviser en deux la proportion de personnes souffrant de la faim entre 1990-92 et 2015). Grâce aux efforts exercés sous ces initiatives, les pays en développement comprenant quelques PMA parvenus pour faire la bosse dans la prédominance de la faim et de l'insécurité alimentaire au cours des années, et en conséquence, la part des personnes mal nourries dans la population totale a diminué à travers le globe. Cependant, la répétition continue de la nourriture et des crises financières a miné ces accomplissements et a découragé la plupart des pays en développement pour avancer sur leur chemin pour réaliser des cibles du Sommet Alimentaire Mondiale et des OMD.

Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire est sur l'élévation en termes de nombre du mal nourris et la proportion du mal nourris dans la population totale, particulièrement dans les pays en développement. Selon les évaluations récentes par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (la FAO, 2009a), environ 1.02 milliard de personnes à travers le globe sont mal nourries comparée à 915 millions en 2008. La majorité de ces personnes mal nourries résident dans des régions en développement de l'Asie et le Pacifique (642 millions), l'Afrique Subsaharienne (265 millions), l'Amérique Latine et les Caraïbes (53 millions) et l'Orient Proche et l'Afrique du Nord (42 millions). Si le fait que la plupart des PMA sont situés en Afrique et en Asie, il est tout à fait évident que le nombre de personnes mal nourries augmentera dans ces pays. À partir de 2004-06, 28 pour cent des personnes mal nourries des pays en développement vivaient dans les PMA. En attendant, les PMA de l'OCI étaient place pour 37 pour cent des personnes mal nourries dans tous les PMA et 48 pour cent des personnes mal nourries totales vivant dans les pays de l'OCI. La crise financière et économique courante ajoutée à la crise alimentaire récente est censée aggraver encore plus la situation d'insécurité alimentaire dans ces pays en affectant négativement les apports de remises, l'aide, et les revenus d'exportation.

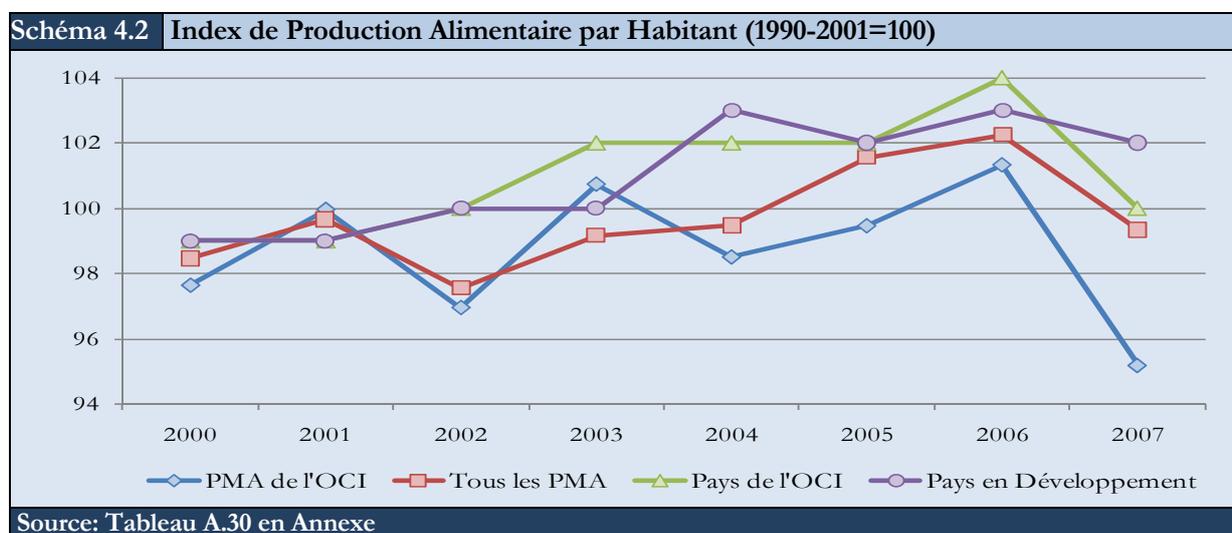
4.2. Tendances de Production Alimentaire et de Consommation

Au cours des années, les améliorations de la gestion de terre, les systèmes d'irrigation, la production d'engrais et la lutte contre les parasites ont aidé à révolutionner le secteur d'agriculture à travers le globe. Ces accomplissements ont préparé le terrain pour augmenter la productivité d'agriculture et beaucoup de régions du monde ont été témoin de l'augmentation constante dans leur production alimentaire. En conséquence, aujourd'hui, plus de nourriture est disponible pour consommer comparé il y a à quelques décennies. Suivant les indications du schéma 4.1, l'index de production alimentaire (IPA) pour les PMA a augmenté de 20 pour cent entre 2000 et 2007 tandis

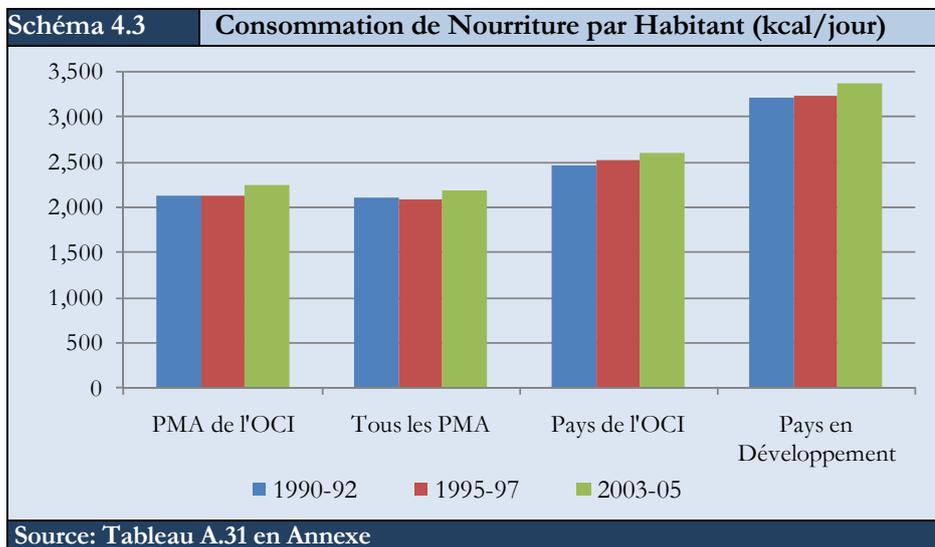
que l'IPA pour les PMA de l'OCI, qui sont demeurés légèrement au-dessous de celui pour tous les PMA, enregistrait une augmentation de 19 pour cent. D'ailleurs, ces deux index ont enregistré l'augmentation la plus élevée de l'IPA pour les pays de l'OCI (17 pour cent) et l'IPA pour les pays en développement (14 pour cent). Ceci implique que, bien que la production alimentaire ait augmenté globalement au cours de la période à l'étude, la production dans les PMA, y compris les PMA de l'OCI, a augmenté à un taux plus élevé que le taux moyen pour les pays en développement, y compris les pays de l'OCI.



Néanmoins, au cours de la même période, la production alimentaire a montré par habitant que les tendances mélangées à travers le monde et les PMA étaient témoin d'une amélioration modérée à cet égard. Suivant les indications du schéma 4.2, l'index de production alimentaire par habitant a augmenté de simplement 1 pour cent pour tous les PMA comparés à 3 pour cent pour les pays en développement au cours de la période 2000-2007. En attendant, les PMA de l'OCI, qui se sont comportés bien dans la production alimentaire globale, ont enregistré la fluctuation excessive dans leur production alimentaire par habitant. Ceci est bien resté au-dessous des niveaux enregistrés par les autres groupes et a enregistré une diminution de 3 pour cent. Ceci indique clairement que la croissance démographique a dépassé la croissance de la production alimentaire dans ces États Membres.

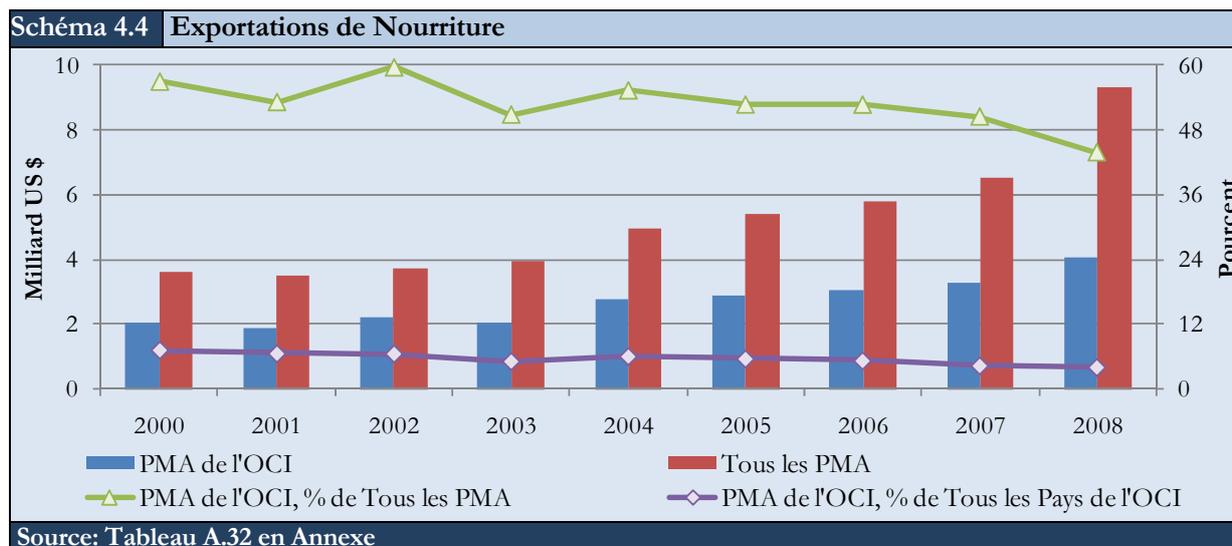


D'une part, l'augmentation de la population et des niveaux de revenu au cours des années a également augmenté la consommation alimentaire par habitant à travers les régions. Suivant les indications du schéma 4.3, la consommation alimentaire par habitant dans les pays en développement a augmenté de 3220 kcal par jour en 1990-92 à 3380 kcal par jour en 2004-06, correspondant à une augmentation de 5 pour cent. En attendant, tous les PMA étaient témoin d'une augmentation de 4 pour cent et de leur consommation de nourriture par habitant a augmenté de 2108 kcal par jour en 1990-92 à 2190 kcal par jour en 2004-06. Les PMA de l'OCI étaient témoin également d'une tendance d'augmentation dans leur consommation de nourriture par habitant au cours des années ; de 2118 kcal par jour en 1990-92 à 2293 kcal par jour en 2004-06, correspondant à une augmentation de 6 pour cent. Bien que les PMA de l'OCI ont enregistré le taux d'accroissement le plus élevé, leur consommation de nourriture par habitant en termes absolus néanmoins soit demeuré plus bas que les niveaux pour les pays de l'OCI et les pays en développement.

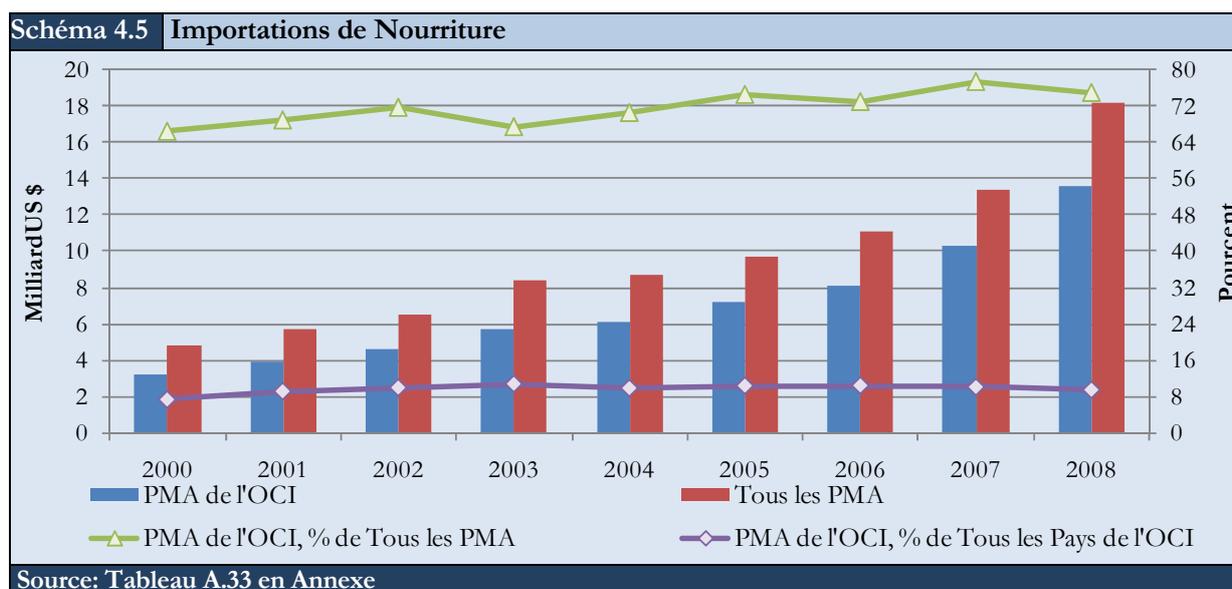


4.3. Commerce de Nourriture

Le secteur de l'alimentation total des PMA s'est élevé à 27.5 milliards dollars des États-Unis en 2008, comparé à 8.4 milliards dollars des États-Unis en 2000, et les PMA de l'OCI ont expliqué à-peu-près deux-tiers de ces montants. Suivant les indications du schéma 4.4, les exportations totales de nourriture de tous les PMA ont augmenté de 3.6 milliards dollars des États-Unis en 2000 à 9.3 milliards dollars des États-Unis en 2008. Les PMA de l'OCI étaient témoin également d'une montée subite dans les exportations de nourriture au cours de la période dans la considération et leurs exportations de nourriture ont augmenté de 2.1 milliards dollars des États-Unis en 2000 à 4.1 milliards dollars des États-Unis en 2008. En moyenne, les PMA de l'OCI ont expliqué 53 pour cent d'exportations totales de nourriture de tous les PMA et 6 pour cent d'exportations totales de nourriture des pays de l'OCI. Cependant, on observe que ces parts diminuaient récemment ; par rapport à 2008, l'ancien était vers le bas à 44 pour cent tandis que ce dernier était aussi bas que 4 pour cent. Ceci implique que les exportations de nourriture des PMA de l'OCI se développaient aux taux inférieurs, comparés aux autres groupes.

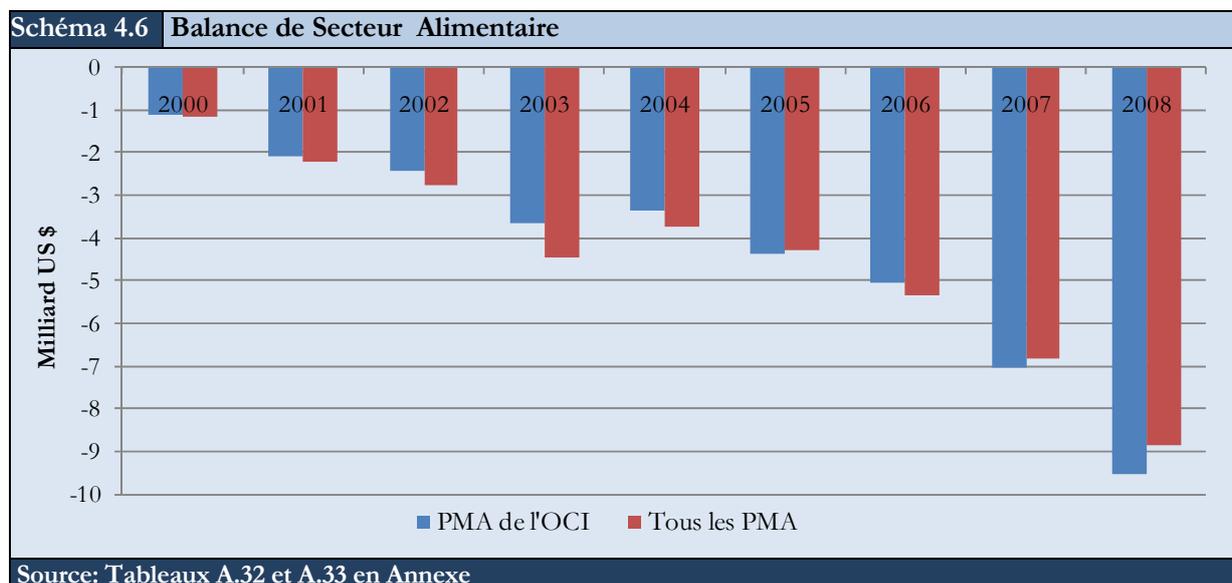


D'une part, les exportations de nourriture des PMA de l'OCI sont concentrées dans peu parmi eux; en 2008, plus de deux-tiers de leurs exportations totales de nourriture ont été contribués par seulement quatre pays, à savoir le Bangladesh (26 pour cent), l'Ouganda (23 pour cent), le Sénégal (11 pour cent) et le Yémen (10 pour cent).



Les importations de nourriture également ont montré une tendance à l'augmentation au cours de la période à l'étude. Les importations de nourriture de tous les PMA ont augmenté de 4.8 milliards dollars des États-Unis en 2000 à 18.2 milliards dollars des États-Unis en 2008 (Schéma 4.5). En attendant, les importations de nourriture des PMA de l'OCI ont augmenté de 3.2 milliards dollars des États-Unis en 2000 à 13.6 milliards dollars des États-Unis en 2008. Pendant cette période, les PMA de l'OCI ont expliqué, en moyenne, 72 pour cent de toutes les importations de nourriture de tous les PMA et 10 pour cent d'importations de nourriture totales des pays de l'OCI. Comme dans le cas des exportations de nourriture, les importations de nourriture des PMA de l'OCI sont également concentrées dans peu de pays ; en 2008, quatre pays, trois desquels étaient également parmi les exportateurs supérieurs, ont expliqué 76 pour cent de toutes les importations de

nourriture des PMA de l'OCI. Le Bangladesh a eu la part la plus élevée de 37 pour cent, suivie du Yémen (18 pour cent), du Sénégal (12 pour cent) et du Soudan (9 pour cent).



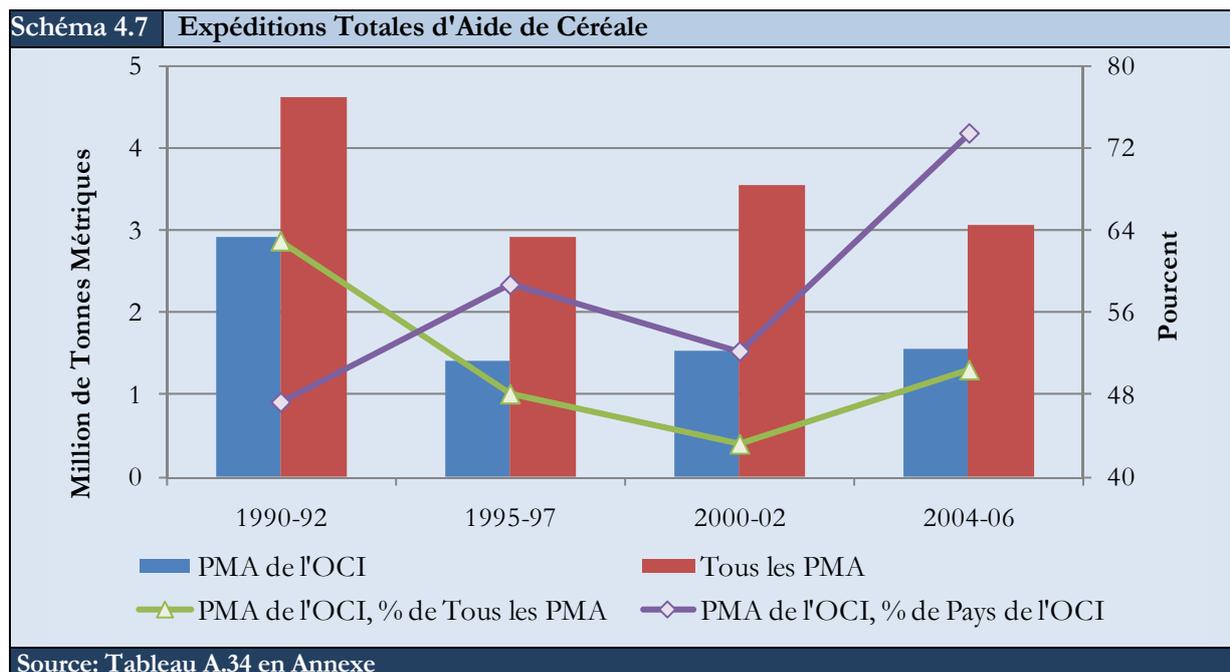
Tenant compte des tendances dans les exportations et les importations, on observe que, au cours de la période 2000-2008, les PMA, y compris les PMA de l'OCI, sont demeurés en tant qu'importateurs nets de nourriture. Suivant les indications du schéma 4.6, le déficit de secteur de l'alimentation de tous les PMA a monté jusqu'à 8.9 milliards dollars des États-Unis en 2008 comparés à 1.2 milliards dollars des États-Unis en 2000. En attendant, les PMA de l'OCI ont également enregistré une tendance d'augmentation dans leur déficit de secteur d'alimentation, qui a atteint 9.6 milliards dollars des États-Unis en 2008 comparés à 1.1 milliards dollars des États-Unis en 2000. Les déficits des PMA de l'OCI sont demeurés au-dessous des déficits de tous les PMA jusqu'à 2006 tandis que, au cours des deux années suivantes, les déficits des PMA de l'OCI dépassaient ceux de tous les PMA dus principalement de l'augmentation des prix de nourriture éprouvée pendant les crises alimentaires de 2006-08.

Étant donné cet état de question, on observe également que tous les PMA de l'OCI excepté les Maldives ont été énumérés parmi les pays de Revenu Bas de Déficit Alimentaire (PRBDA) par l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Ces pays sont caractérisés par des niveaux de revenu bas, des conflits, des guerres, instabilité politique et forte présence de malnutrition. Ils ne peuvent pas habituellement produire suffisamment de la nourriture pour satisfaire leurs demandes intérieures tandis que, en raison des contraintes financières, ils ont la difficulté en contrôlant leurs factures d'importation de nourriture. La situation dans 12 de ces PMA de l'OCI est si grave qu'ils aient été également énumérés parmi les "pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe" (voir Tableau 4.1)

Tableau 4.1 Pays Moins Développés de l'OCI dans la Crise ayant Besoin de l'Aide Externe *	
1- Déficit exceptionnel de production alimentaire/d'approvisionnements globaux	
Somalie	Conflit, crise économique, temps défavorable, Chute de pluie insatisfaisante
2- Manque Répandu d'Accès	
Mauritanie	Plusieurs Années de Sécheresse
Sierra Leone	Dommages relatifs à la guerre, Période d'après-conflit de rétablissement
3- Insécurité alimentaire localisée grave	
Afghanistan	Conflit et insécurité
Bangladesh	Cyclones
Yémen	Conflit, personnes intérieurement déplacées
Tchad	Réfugiés, conflit, Chute de pluie insatisfaisante
Guinée	Les réfugiés, conflit relatif aux dommages
Guinée-Bissau	Insécurité localisée
Soudan	L'échec de récolte localisé, début en retard de saison principale de pluie, conflit civil
Ouganda	Échec de récolte localisé, insécurité
4- Perspectives défavorables pour les récoltes courantes	
Niger	Chute de pluie insatisfaisantes
<p>Source: FAO, <i>Crop Prospects et Food Situation</i>, November 2009.</p> <p>* On s'attend à ce que des pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe manquent des ressources pour traiter des problèmes critiques signalés de l'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires sont presque toujours dues à une combinaison des facteurs mais pour la planification de réponse, il est important d'établir si la nature des crises alimentaires est principalement connexe au manque de disponibilité alimentaire, à l'accès limité à la nourriture, ou aux problèmes graves mais localisés. En conséquence, la liste des pays ayant besoin de l'aide externe est organisée en quatre larges, pas mutuellement - exclusivité, catégories:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Pays faisant face à un déficit exceptionnel de production alimentaire/d'approvisionnements globaux en raison de l'échec de récolte, des catastrophes naturelles, de l'interruption des importations, de la rupture de la distribution, des pertes après la moisson excessives, ou d'autre goulots d'approvisionnement. 2- Pays avec le manque répandu d'accès, où une majorité de la population est considérée incapable d'obtenir la nourriture des marchés locaux, dus très aux revenus faibles, aux prix particulièrement élevés de denrées alimentaires, ou à l'incapacité de circuler dans le pays. 3- Pays avec l'insécurité alimentaire localisée grave due à l'afflux des réfugiés, à une concentration des personnes intérieurement déplacées, ou aux secteurs avec des combinaisons d'échec de récolte et de pauvreté profonde. 4- Pays faisant face à des perspectives défavorables pour les récoltes courantes : Se référer aux perspectives d'un déficit de la production des récoltes courantes en raison d'une réduction des conditions atmosphériques plantées et/ou défavorables de secteur, parasites de plantes, de maladies et d'autres calamités qui indiquent un besoin de surveillance proche des récoltes pour le reste de la période de végétation. En plus du Niger, ce groupe inclut également le Tchad, la Somalie, et le Soudan. 	

4.4. Aide Alimentaire

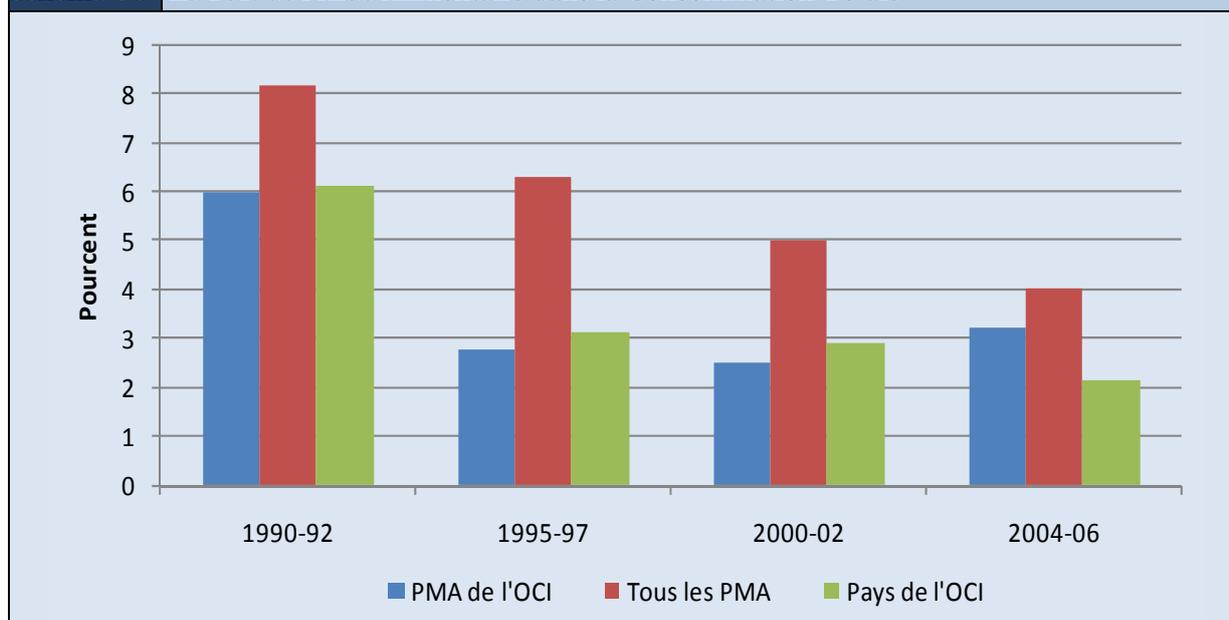
Pour les PMA qui ont été classifiés comme les PRBDA, en particulier ceux admis en tant que "Pays dans la Crise Exigeant l'Aide Externe", l'aide alimentaire joue un rôle important pour aider ces pays à assurer la disponibilité de la nourriture pour leurs pauvres ménages et pour surmonter le problème croissant de l'insécurité alimentaire. Au début, lors des années 90 la plus part de cette aide avait été de l'aide programmée et la part de l'aide alimentaire de soulagement ou de secours était très basse. Cependant, au cours des années, dues aux conflits croissants, guerres, catastrophes naturelles et déplacement de population, son foyer a été changé de l'aide programmée en aide alimentaire de secours. Néanmoins, une partie des PRBDA avec la forte présence de l'insécurité alimentaire est les destinataires encore permanents de l'aide alimentaire globale.



Les statistiques de l'aide alimentaire de la FAO indiquent que, au cours des dernières deux décennies, le volume de l'aide alimentaire a diminué en termes absolus et comme part des importations de nourriture de base des PMA. Suivant les indications du schéma 4.7, les expéditions d'aide de céréale pour les PMA ont diminué de 4.6 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 3.1 millions de tonnes métriques en 2004-06, correspondant à une diminution de 34 pour cent. De même, l'aide alimentaire pour les PMA de l'OCI a également diminué, de 2.9 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 1.5 millions de tonnes métriques en 2000-06, correspondant à une diminution de 47 pour cent. Pourtant toujours, les PMA de l'OCI ont expliqué la moitié de toute l'aide de céréale à tous les PMA et plus de 70 pour cent de toute l'aide de céréale aux pays de l'OCI en 2004-06.

Au cours de la période à l'étude, la part de l'aide alimentaire dans la consommation totale des PMA a également diminué, de 8.1 pour cent en 1990-92 à 4.0 pour cent en 2004-06 (Schéma 4.8). Les PMA de l'OCI ont également suivi la même tendance et la part de l'aide alimentaire dans leur consommation totale diminuée de 6.0 pour cent à 3.1 pour cent au cours de la même période. D'ailleurs, cette part pour les PMA de l'OCI est bien demeurée au-dessous de celle pour tous les PMA tout au long de la période. Cependant, après la représentation d'un certain fort déclin pendant les années 90, elle a semblé avoir gagné un mouvement ascendant dans les années 2000.

Schéma 4.8 La Part de l'Aide Alimentaire dans la Consommation Totale

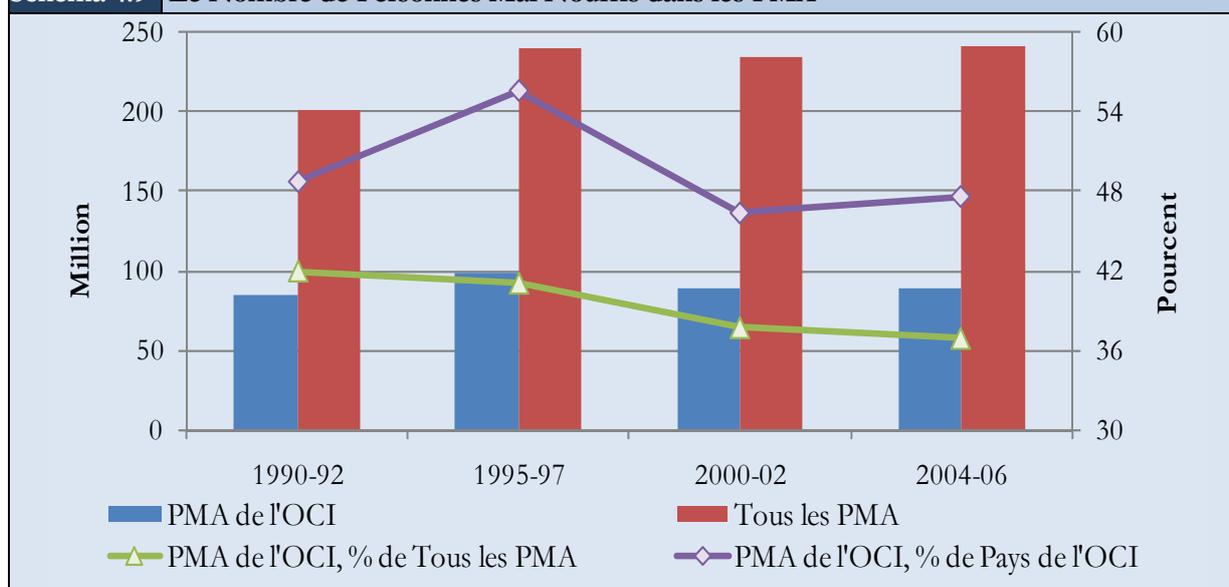


Source: Tableau A.35 en Annexe

4.5. Privation Alimentaire (Personnes Mal Nourris)

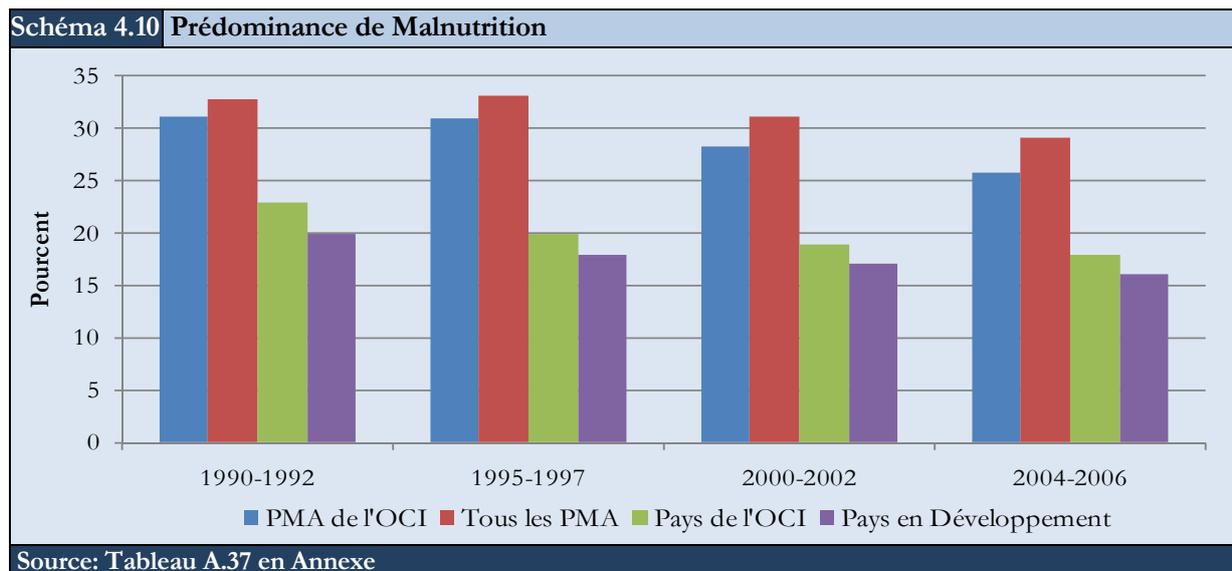
L'insécurité alimentaire est sur l'élévation à travers le globe et il y a des millions de personnes mal nourries particulièrement dans les pays en développement. Selon l'état récent de la FAO de rapport d'insécurité alimentaire (la FAO, 2009a), environ 1.02 milliard de personnes à travers le monde est mal nourries, comparé à 915 millions en 2008. La majorité de ces personnes résident dans des régions en développement de l'Asie et Pacifique (642 millions), l'Afrique Subsaharienne (265 millions), l'Amérique Latine et les Caraïbes (53 millions) et l'Orient Proche et l'Afrique du Nord (42 millions).

Schéma 4.9 Le Nombre de Personnes Mal Nourris dans les PMA

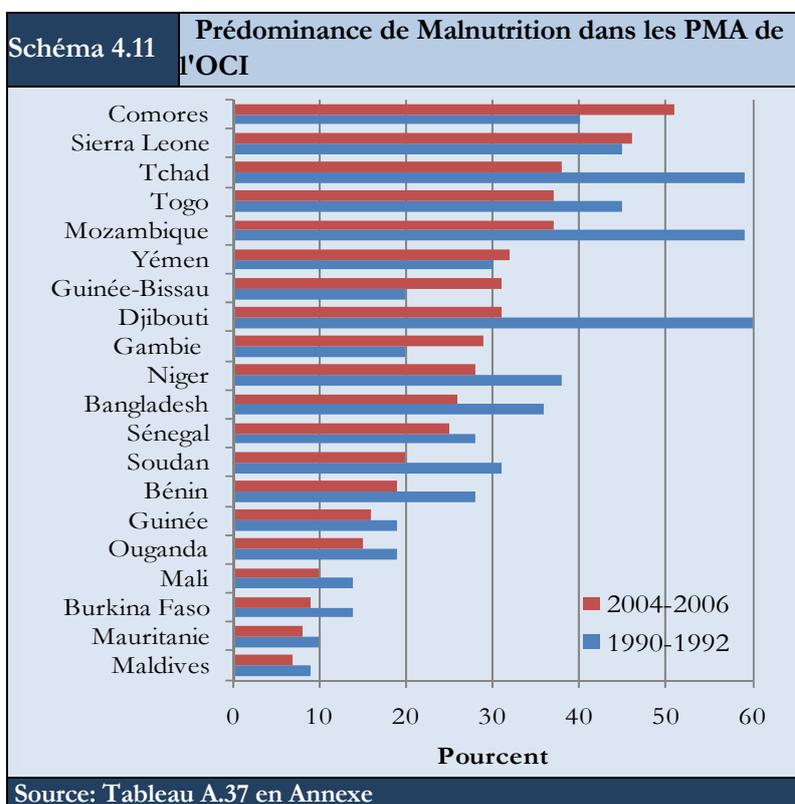


Source: Tableau A.36 en Annexe

Être une partie substantielle du monde en développement, les pays de l'OCI ne sont pas l'exception. En 2004-06, il y avait 187 millions de personnes moins-nourries sûres dans des pays de l'OCI comparés à 173 millions en 1990-92. D'ailleurs, presque la moitié de ces personnes vivaient dans les PMA de l'OCI au cours de cette période. Suivant les indications du schéma 4.9, le nombre de personnes mal nourries dans les PMA de l'OCI a atteint 89 millions en 2004-06 comparé à 85 millions en 1990-92. Cependant, en dépit de l'augmentation en nombre, leur part dans tout le nombre de personnes mal nourries dans tous les PMA a diminué de 42 pour cent en 1990-92 à 39 pour cent en 2004-06.



Au cours de la même période, la prédominance de malnutrition - la part des personnes mal nourries dans la population totale dans les PMA a également montré une évolution à la baisse, diminuant de 33 pour cent en 1990-92 à 29 pour cent en 2004-06. Suivant les indications du schéma 4.10, la prédominance de la malnutrition dans les PMA de l'OCI est bien demeurée au-dessous des taux dans tous les PMA et a diminué de 31 pour cent en 1990-92 à 26 pour cent en 2004-06. Cependant, en dépit de cette tendance de réduction, la prédominance de la malnutrition dans les PMA et les PMA de l'OCI sont demeurés beaucoup



plus élevés que les taux enregistrés dans les pays en développement (16 pour cent) et les pays de l'OCI (18 pour cent) pendant 2004-06.

Au niveau de pays individuel, on observe que la plupart des PMA de l'OCI ont montré du progrès pendant que la part des personnes mal nourries dans leur population totale diminuait au cours de la période 1990-92 2004-06 (Schéma4.11). Les déclin les plus élevés témoin par le Djibouti, la Mozambique, et le Tchad, où la prédominance de la malnutrition, ont diminué de 29, 22, et 21 points, respectivement. Cependant, en dépit de ce progrès significatif, plus de 30 pour cent de leur population étaient encore mal nourris. D'une part, la prédominance de la malnutrition a augmenté dans cinq des PMA de l'OCI au cours de la période à l'étude. L'augmentation la plus élevée a été témoin par les Comores et la Guinée-Bissau, chacune avec 11 points, et la Gambie avec 9 points. En conséquence, bien que la plupart des PMA de l'OCI soient parvenues à contenir le problème de la malnutrition, il est toujours très élevé dans certains de ces pays. À partir de 2004-06, la prédominance de la malnutrition dans huit PMA de l'OCI s'est étendue de 30 pour cent à 50 pour cent, dans neuf autres de 10 pour cent à 30 pour cent, et dans trois autres de 5 pour cent à 10 pour cent.

4.6. Impacts de Volatilité de Prix de Denrées Alimentaires

Au cours des années récentes, la demande des récoltes pour la nourriture et les utilisations non alimentaires comme l'alimentation et les bios carburants a augmenté sensiblement. Par conséquent, la balance entre l'offre et la demande de la nourriture qui a maintenu des prix bas et stable a été récemment dérangé. En outre, le commerce spéculatif dans des produits alimentaires a pour mener à une volatilité plus élevée dans leurs prix. La crise alimentaire récente de 2006-08 est un bon exemple d'effet des forces du marché aussi bien que des spéculations dans l'augmentation des prix des produits alimentaires et la volatilité excessive. Lors de la crise, les prix de tous les produits alimentaires importants comme le blé, le riz, le maïs et les produits laitiers étaient témoin d'une augmentation exponentielle et ont atteint leurs crêtes historiques en mi 2008. Bien que les prix aient diminué de leurs niveaux élevés historiques plus tard à la fin en 2008, dans beaucoup de régions du monde particulièrement dans les PMA, la nourriture est toujours beaucoup plus chère qu'avant le début de la crise. Selon le rapport de la CNUCED des PMA 2009, les prix de denrées alimentaires sont demeurés stable dans les PMA et pour décembre 2008, en moyenne, les vrais prix de denrées alimentaires étaient 24 pour cent plus élevés qu'en 2006.

La plupart des PMA sont les pays importateurs de nourriture nette de revenu bas. Par conséquent, l'augmentation des prix de nourriture et la volatilité témoin lors de la crise ont causé des impacts socio-économiques négatifs sérieux sur eux-mêmes, y compris les membres de l'OCI, aux niveaux micro et macro. Les PMA de l'OCI, ceux qui sont déficients en production alimentaire et se basent fortement sur des importations pour satisfaire leur demande intérieure en nourriture, ont été exposés davantage à ces impacts négatifs que les autres. De façon générale, à travers les PMA de l'OCI, l'inflation de prix de denrées alimentaires a empiré la situation de l'insécurité alimentaire, augmenté les factures d'importation de nourriture et les déficits commerciaux, déclenché la ligne principale d'inflation et a posé des impacts négatifs sérieux sur la santé et l'éducation.

Selon le rapport de la FAO *l'État d'Insécurité Alimentaire* (FAO, 2008a), avant le début de la crise alimentaire, en 2003-05, il aient été environ 848 millions de personnes à travers le monde mal nourries, 832 millions desquelles vivaient dans les pays en développement. L'augmentation des prix de nourriture a poussé presque 75 millions davantage dans cette parenthèse et a augmenté le total global à 923 millions. Cependant, presque toute cette augmentation s'est produite dans les pays en développement et le nombre de personnes mal nourries a augmenté de 832 millions en 2003-05 à 907 millions en 2007. Parmi les régions en développement, l'Asie et le Pacifique et l'Afrique Subsaharienne, qui ont expliqué 750 millions (89%) de personnes affamées du monde en 2003-05, ont éprouvé la plus grande inflation de prix de denrées alimentaires en 2007 et ainsi, le nombre de personnes mal nourries dans ces deux régions ont augmenté de 41 million et 24 millions, respectivement.

Comme précédemment mentionné, environ 1.02 milliard de personnes à travers le globe sont mal nourries comparées à 923 millions en 2007 et la majeure partie de ces personnes vit dans des régions en développement de l'Asie et Pacifique, l'Afrique Subsaharienne, l'Amérique Latine et les Caraïbes et l'Orient Proche et l'Afrique du Nord (la FAO, 2009a). À cet égard, si le fait que presque tous les PMA de l'OCI sont situés en Afrique Subsaharienne et Asie du Sud, il est plus probable que le nombre de personnes mal nourries ait augmenté plus dans ces pays.

L'inflation de prix de denrées alimentaires a également joué un rôle important en augmentant le taux d'inflation à travers le globe étant donné que la part des prix de denrées alimentaires dans l'inflation globale a monté jusqu'à 44 pour cent en 2007 comparés à 27 pour cent en 2006. Tandis que dans les économies avancées la contribution des produits alimentaires pour mettre l'inflation en vedette était approximativement 19.5 pour cent en 2007, dans les économies émergentes et en développement y compris les pays de l'OCI elle s'est étendue de 40 pour cent à 67 pour cent (FMI, 2008). À cet égard, l'inflation de nourriture a expliqué la majeure partie de l'augmentation en IPC dans les PMA de l'OCI lors de la crise alimentaire. Selon l'OCDE-FAO *Perspectives d'Agriculture 2008-2017*, du février 2007 au février 2008, l'inflation de nourriture était responsable de 7.6 points de tous les 10.6 pour cent l'IPC au Pakistan, de 9.2 points du total de 10.3 pour cent au Bangladesh, et de 4.4 points du total de 5.8 pour cent au Sénégal. Par conséquent, principalement déclenché par l'augmentation des prix de nourriture, le taux d'inflation moyen dans les PMA de l'OCI a augmenté de manière significative pendant 2007-08 et a atteint un niveau à deux chiffres de 11.3 pour cent en 2008 comparés à 7.7 pour cent en 2007. Bien que le taux d'inflation moyen pour les PMA de l'OCI pendant 2004-2008 soit bien demeuré au-dessous de l'inflation dans des pays de l'OCI et de tous les PMA, il était plus élevé que l'inflation moyenne pour les pays en développement (voir Schéma 2.11).

Beaucoup de PMA ne peuvent pas produire la nourriture suffisante localement pour satisfaire leur demande intérieure, et par conséquent, compter fortement sur les importations pour surmonter la disparité entre l'offre et la demande de la nourriture. À cet égard, leur importation-confiance de nourriture a augmenté sensiblement au cours des années. Les résultats d'une étude entreprise par le service de recherche économique de l'USDA (Rose et Shahla, 2008) indiquent que, dans les PMA, la part d'importation de la production pour le blé a sauté de 93 pour cent en 1980 à plus de 130 pour cent en 2005. Pour le sucre, la part a monté de seulement 4 pour cent en 1980 à plus de 65

pour cent en 2005. Un modèle semblable est vu pour les huiles végétales, avec la part montant d'environ 6 pour cent à 80 pour cent.

Lors de la crise alimentaire, les factures d'importation globales de nourriture ont atteint les crêtes historiques et étaient témoin d'une augmentation annuelle de 26 pour cent en 2008 (la FAO, 2008b). Les PMA et les PRBDA étaient gravement atteints car leur part dans des importations de nourriture globales a monté jusqu'à environ 37-40 pour cent en 2008 comparés à 30 pour cent en 2006/2007. Les PMA de l'OCI n'étaient aucune exception et leur facture d'importation de nourriture était témoin d'une augmentation annuelle de 37.7 pour cent en 2008. Au cours de la même période, leur déficit de secteur d'alimentation a également augmenté de 7.1 millions dollars des États-Unis en 2007 à 9.5 millions dollars des États-Unis en 2008, correspondant à une augmentation annuelle de 36.0 pour cent. En 2007 et en 2008, le déficit de secteur de l'alimentation des PMA de l'OCI était plus élevé que tous les PMA. La montée subite dans les pays gravement atteints de factures d'importation particulièrement comme le Bangladesh, le Yémen, le Sénégal et l'Ouganda, qui ont expliqué 76 pour cent de toutes les importations de nourriture des PMA de l'OCI en 2008.

Dans la majorité des PMA, les ménages dépensent 40-80 pour cent de leur revenu sur la nourriture (la CNUCED, 2009) et ont les ressources financières très petites pour dépenser sur d'autres agréments de base comme l'éducation et la santé. Cependant, l'inflation de nourriture gonfle encore plus leurs dépenses de nourriture et les prive complètement de l'éducation et des services de santé. La crise alimentaire récente a également obligé les ménages, particulièrement dans les PMA, à couper des dépenses d'éducation pour répondre à leurs exigences alimentaires. Selon l'enquête de la Banque Mondiale (octobre 2008) menée au Bangladesh, elle suggère qu'environ la moitié des ménages ait examiné la dépense réduite sur l'éducation pour faire face aux prix de denrées alimentaires en hausse.

Les prix plus élevés de denrées alimentaires ont également des effets nuisibles sur la santé comme, en raison du revenu bas et de la part élevée de la nourriture dans des dépenses totales, les pauvres sont laissés sans choix mais pour réduire la quantité et la qualité de la nourriture. En conséquence, la diminution du niveau alimentaire combiné avec les états de santé déjà pauvres augmentent l'exposition aux maladies particulièrement pour les enfants. Selon la même enquête de la Banque Mondiale, la crise alimentaire récente a augmenté le nombre d'enfants subissant des dommages cognitifs et corporels permanents dus à la malnutrition de 44 millions. Les pays de revenu bas en Asie et Afrique Subsaharienne avec les niveaux préexistants élevés de la malnutrition étaient gravement atteints.

D'une part, les prix internationaux élevés de denrées alimentaires également ont quelques avantages potentiels et peuvent aider à amplifier la production agricole et à augmenter le revenu des fermiers. Cependant, la capacité des fermiers pour tirer profit des prix plus élevés dépend habituellement de la disponibilité des ressources et de l'accès aux marchés, domestiques et internationaux. Par conséquent, les avantages des prix élevés de denrées alimentaires sont la plupart du temps limités aux grands fermiers, en particulier ceux dans les pays avancés, qui ont plus d'accès au marché et peuvent mieux répondre aux signaux du marché international. Pendant l'augmentation des prix récente de nourriture, seulement peu de fermiers pourraient prendre les

avantages comme, au cours de la même période, le coût de moyens agricoles comme les engrais, les graines, le carburant, et l'alimentation des animaux étaient très élevés. Selon les évaluations de la FAO, les prix des engrais et la graine ont augmenté de 98 et 72 pour cent respectivement depuis 2006. Pendant les temps maximaux des prix de denrées alimentaires, l'index de prix de matières premières de la FAO a doublé dans le premier trimestre en 2008 comparés à la même période de l'année précédente. Si le fait que les fermiers dans les pays avancés ont meilleur accès à crédit et marché, en réponse à des cours plus élevés de matières premières de nourriture, production de céréales dans les pays avancés a augmenté de 11 pour cent tandis qu'en cas de pays en développement, l'augmentation est resté moins de 1 pour cent (la FAO, 2008a). Les fermiers dans les PMA n'étaient aucun différent et leur réponse d'approvisionnement à des prix plus élevés de denrées alimentaires était très petite en 2007 et met à zéro pratiquement en 2008 (la CNUCED, 2009).

Les 49 pays moins avancés (PMA) sont les pays les plus désavantagés au monde qui relèvent toujours de divers défis socio-économiques cruciaux de développement. La faiblesse structurelle des économies des PMA et du manque de capacités et des ressources concernant la croissance et le développement, souvent composé par des handicaps géophysiques, empêchent les efforts continus de ces pays pour améliorer les normes la vie de leurs populations et de les rendre extrêmement vulnérables aux chocs externes dans l'économie mondiale et les catastrophes naturelles.

Hors du monde 49 PMA, 22 sont les membres de l'OCI, 18 desquels sont situés dans l'Afrique Subsaharienne et 4 en Asie. 6 des PMA de l'OCI sont enclavés et 2 sont des petits pays insulaires, qui relèvent des défis de frais supplémentaires dus à leur position géographique, comme des coûts de transport et la distance des marchés mondiaux. Les PMA de l'OCI, particulièrement ceux dans l'Afrique Subsaharienne, sont en particulier moins équipés pour développer leurs économies domestiques et pour assurer un niveau de vie soutenable et proportionné à leurs populations. Leurs économies sont également extrêmement vulnérables aux chocs externes dans l'économie mondiale et des catastrophes naturelles étant données que 3 d'entre eux sont classifiées comme pays exportateurs de pétrole et 7 d'entre eux sont encore classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers, dépendent aussi pour leur croissance et leur développement de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits, la plupart du temps agricoles. D'ailleurs, 18 des PMA de l'OCI sont également classifiés comme pays pauvres très endettés (PPTE) et 15 de ces pays reçoivent l'aide sous l'initiative des PPTE.

Par rapport à 2008, les PMA de l'OCI ont expliqué une partie substantielle de la performance de tous les PMA dans beaucoup d'aspects : 51.1 pour cent de la population totale, 50.7 pour cent de tout le rendement (PIB), 53.0 pour cent de toutes les importations de marchandises, 33 pour cent de toutes les exportations de marchandises, et 29.8 pour cent de tous les apports d'IED. Cependant, comme c'est le cas pour les autres PMA, la faiblesse structurelle des économies de la plupart des PMA de l'OCI et le manque de capacités liées à la croissance et au développement entrave les efforts de ces pays pour améliorer effectivement les normes de vie de la majorité de leurs populations.

Les PMA de l'OCI, en moyenne, ont enregistré des taux de croissances économiques fortes au cours de la période 2004-2008, faisant la moyenne à 6.2 pour cent. Bien que ce rapport ait été inférieur aux moyennes enregistrées pour tous les PMA et pays en développement, il était encore plus élevé que la croissance moyenne pour tous les pays de l'OCI. Néanmoins, la croissance économique des PMA de l'OCI a ralenti en 2008 comme dans beaucoup d'autres pays à travers le monde dû aux impacts tôt du ralentissement dans l'activité économique globale qui a été déclenchée par la crise financière globale au second semestre.

D'une part, Étant donné la croissance plus élevée de la population des PMA de l'OCI, la croissance économique élevée réalisée au cours de la période à l'étude n'a pas été entièrement reflétée par une amélioration en PIB par habitant en termes réels. En conséquence, bien

qu'ils aient exécuté légèrement mieux que les pays de l'OCI en général en ce qui concerne la croissance de PIB, ils sont tombés légèrement au-dessous de la performance de l'OCI en ce qui concerne la croissance en PIB par habitant. Ceci implique que les PMA de l'OCI ne pouvaient pas élever au-dessus du niveau de leur croissance démographique moyenne pour atteindre par conséquent la même amélioration des normes de vie réalisées par les pays en développement. En conséquence, bien que le PIB moyen par habitant pour les PMA de l'OCI ait sans interruption augmenté, les incréments sont demeurés au-dessous de celui pour tous les PMA et les pays en développement dus à la croissance économique inférieure et aux taux de croissance plus élevés de population que les groupes de tous les PMA et de pays en développement. En conséquence, en 2008, le PIB moyen par habitant pour les PMA de l'OCI est tombé au-dessous de celui de tous les PMA pour la première fois et l'espace avec les pays en développement est élargi par plus que deux fois dans la dernière période de cinq ans en 2004-2008.

Le niveau bas du revenu dans les PMA de l'OCI a inévitablement comme conséquence un manque de l'épargne domestique, qui mène alternativement aux niveaux bas des investissements. Étant donné l'augmentation limitée en PIB par habitant, l'augmentation du rapport épargne-à-PIB domestique de la période à l'étude n'était pas assez même à l'obtention proche des taux de l'épargne enregistrés dans les pays en développement, avec un espace demeurant à 15 points. Quant aux investissements, cependant, la situation est légèrement plus optimiste. Le rapport de formation-à-PIB de capital brut pour les PMA de l'OCI a fait la moyenne plus élevée que les taux enregistrés pour tous les PMA et pays de l'OCI, bien que l'espace avec les pays en développement ait monté jusqu'à 6 points en 2008. En conséquence, étant donné la différence entre l'épargne et les investissements, il est clair que les PMA de l'OCI aient souffert un espace de ressource (7 pour cent de PIB en 2008) qui a par convention dû être financé par quelques canaux externes.

Avec de telles ressources financières nationales limitées, il devient difficile que la plupart des PMA de l'OCI financent de nouveaux investissements où la fourniture des infrastructures physiques et humaines nécessaires pour suivre la croissance démographique devient un problème constant. L'éducation, la santé et d'autres services publics, qui forment les bases du développement économique moderne, sont tenus en arrière par des contraintes financières domestiques sérieuses. Étant donné cet état de question, la plupart des PMA de l'OCI sont emprisonnées en cercle vide de sous-développement en lequel les ressources nationales font défaut aux besoins de développement, et le taux de croissance de la population élevée et la pauvreté en augmentation se renforcent mutuellement.

La performance commerciale des PMA de l'OCI a continué à détériorer en 2008 pendant que leur part dans le commerce total de tous les PMA diminuait de 3.3 points de l'année précédente. Bien que leur part dans les exportations et les importations ait diminué, la chute de la première était plus remarquable. Ce n'était pas dû à un déclin dans les exportations ou les importations en termes nominaux mais pour abaisser les taux de croissance comparés à d'autres PMA. D'une part, le rapport exportation-à-PIB a atteint 20 pour cent pour les PMA de l'OCI, pourtant ils traînent toujours loin derrière les autres PMA et les pays en développement. Quant au rapport importation-à-PIB, il a monté jusqu'à 35 pour cent, dépassant la moyenne pour tous les PMA et la moyenne pour les pays en développement.

Bien que ce soit un indicateur de transformation vers des économies ouvertes, il peut également être considéré comme signe de dépendance croissante sur les importations. Pour soutenir cet argument, ça se voit que le déficit de commerce total pour les PMA de l'OCI a atteint plus de 40 milliards dollars des États-Unis en 2008, deux fois le niveau en 2005.

En fait, l'augmentation forte des prix mondiaux des beaucoup de produits de base agricoles et de nourriture en 2007 et 2008 étaient parmi les facteurs clé menant au loin les déficits commerciaux quand les cours de matières premières ont gonflé les factures d'importation de des pays importateurs de nourriture nette. En parallèle, dû à l'augmentation sans précédent en nourriture et aux prix d'énergie, l'inflation dans les PMA de l'OCI a sauté à un niveau à deux chiffres en 2008, et le niveau des prix généraux était en augmentation presque de demi comparé il y a à cinq ans. Pourtant toujours, l'inflation est demeurée plus bas que les moyennes pour tous les PMA et les pays de l'OCI mais plus élevé que la moyenne pour les pays en développement.

D'une part, la tendance détériorant en position de compte courant des PMA de l'OCI semble être venue à une halte en 2008 pendant que le rapport de balance-à-PIB de compte courant diminuait à 5.5 pour cent au cours de cette année de 5.7 pour cent au cours de l'année précédente, le premier déclin dans la dernière période de cinq ans à l'étude. Pourtant toujours, ce rapport était aussi bas que 3.7 pour cent en 2004, qui implique qu'ils font face maintenant à des déficits plus graves.

En dépit des efforts sérieux jusqu'ici faits par la communauté internationale et les PMA de l'OCI eux-mêmes pour réduire le fardeau de leur dette extérieure, l'endettement grave de la majorité des PMA de l'OCI constitue toujours un obstacle sérieux à leurs efforts de développement et croissance économique. Leur dette extérieure a monté jusqu'à 76.6 milliards dollars des États-Unis en 2007 en dépit du déclin au cours des deux années précédentes et ils expliquent toujours plus que la moitié de tous les stocks de dette extérieure de tous les PMA. Cependant, en dépit de l'augmentation nominale de la dette extérieure, il néanmoins y avait quelques améliorations de leurs rapports d'endettement et de rapports de fardeau de paiement de dette. Le rapport de Dette/RNB et le rapport de dette/exportations ont continué à diminuer en 2007 à 36.6 pour cent et à 138.8 pour cent, respectivement, indiquant que l'endettement sur leurs économies et les différences importantes entre les PMA de l'OCI et les pays en développement soulagent. D'ailleurs, le rapport de service de la dette/exportations, et en parallèle, rapport de paiements des intérêts d'intérêts/exportations a également continué à diminuer en 2007, à 4.6 pour cent et à 1.3 pour cent, respectivement, impliquant que ces pays dépensaient peu de ressources en service de la dette.

Étant donné les développements mentionnés ci-dessus la dette extérieure et en notant que 15 des 22 PMA de l'OCI reçoivent l'aide sous l'initiative des PPTE et/ou les IMRC, il est évident que les améliorations de la situation de la dette extérieure des PMA de l'OCI aient été en fait dû en partie aux concessions de réduction de créance et d'autres actions prises dans le contexte de ces initiatives. En date du juillet 2009, la réduction de créance totale investie dans les 15 PMA de l'OCI sous les deux initiatives s'est élevée à 31.8 milliard, ou 31.4 pour cent de leur PIB 2008. En dépit de ces opérations de réduction de créance,

cependant, le maintien de la durabilité de dette est toujours un souci pour beaucoup de PMA, et la crise globale courante a intensifié de tels soucis. À cet égard, puisque la majeure partie de la dette extérieure des PMA est due aux créanciers officiels multilatéraux sous forme de prêts officiels, l'initiative des PPTTE est essentielle aux PMA, en particulier ceux avec les niveaux insoutenables de dette extérieure. Réaffirmer et accélérer le soutien de la communauté internationale en ce qui concerne l'aide et la réduction de créance est, donc, une condition importante pour favoriser la croissance économique et la réduction de la pauvreté des PMA, y compris les membres de l'OCI.

D'une part, tout en luttant toujours de la crise alimentaire, le monde faisait face à une crise économique et financière globale grave en 2009, avec toutes les économies avancées passer par une récession profonde, et le monde souffre maintenant toujours les effets de la crise. Dans la majeure partie du monde en développement où les millions de personnes avaient déjà souffert de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, la crise financière globale a eu des implications plus graves pour ces personnes en minant ou en renversant le progrès accompli vers l'accomplissement des OMD. En fait, on peut affirmer que les pays en développement, en particulier les PMA, ont été plus dur frappés à la forte présence de la faim et la pauvreté, le chômage en hausse, l'accès pauvre à l'éducation et à la santé et la protection sociale insatisfaisante dans plusieurs de ces pays.

En effet, en dépit de montrer une tendance à l'augmentation dans la production alimentaire, les PMA de l'OCI sont maintenant infestés par une plus forte présence de l'insécurité alimentaire. À cet égard, il est alarmant que tous les PMA de l'OCI excepté les Maldives aient été récemment classifiés par la FAO tant que Pays de Revenu Bas de Déficit Alimentaire (PRBDA) et 12 d'entre eux ont été également considérés en tant que "pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe" due à la sévérité de la situation dans l'insécurité alimentaire. Bien que la crise alimentaire de 2006-08 et la crise économique courante puissent être correctement blâmées d'empirer des conditions d'insécurité alimentaire, cependant, même avant le début de ces événements sans précédent, les PMA de l'OCI étaient la place de presque 50 pour cent du total des personnes moins-nourris dans des pays de l'OCI et à 39 pour cent du total des personnes moins-nourris dans tous les PMA. Si le fait que la crise alimentaire et le ralentissement de l'activité économique a augmenté le nombre de personnes mal nourris jusqu'à un milliard globalement et les régions comme l'Afrique Subsaharienne et l'Asie, où la majorité des PMA de l'OCI sont localisées, ont reçu la part la plus élevée de cette augmentation, il est tout à fait évident que l'insécurité alimentaire soit et sera une menace potentielle avec des répercussions socio-économiques négatives sérieuses pour des ménages et des gouvernements dans ces pays. Par conséquent, pour contenir ce problème, une réponse ambitieuse de politique devrait être prise par les PMA de l'OCI avec l'aide de la communauté de l'OCI. À cet égard, l'établissement d'un programme de sécurité alimentaire de l'OCI pourrait être considéré comme afin de soutenir les pays de revenu bas de Nourriture-Déficit de l'OCI (OIC-PRBDA), en particulier ceux classifiés en tant que "pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe".

La solution pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire dans les PMA est de développer le secteur d'agriculture, qui a été sang perdant partout dans le monde avec la part

en baisse en PIB. Dans beaucoup de PMA, y compris les membres de l'OCI, le secteur a l'infrastructure très pauvre et, en raison des équipements de transport faibles et de l'accès limité aux marchés internationaux, la plupart des fermiers sont impliqués dans l'agriculture de subsistance. Par conséquent, il y a des besoins extrêmes pour améliorer les systèmes d'infrastructure et d'irrigation dans des secteurs ruraux par le secteur public et privé d'une manière encourageante d'investissement, et de créer un environnement favorable pour l'investissement à l'étranger dans le secteur d'agriculture. Pour aider les petits fermiers subsistants à exploiter leur potentiel vrai, il y a un besoin d'améliorer leur accès aux marchés nationaux et internationaux en améliorant l'infrastructure rurale, la communication et le transport, et faciliter les échanges des produits alimentaires. L'établissement des équipements de microcrédit a pu également être d'importance primordiale.

Naturellement, il est difficile que les PMA fixent les ressources financières pour investir en infrastructure. Par conséquent, des mesures nécessaires devraient être prises au niveau national et de l'OCI pour favoriser et encourager les investissements publics et privés dans l'agriculture de l'intra-OCI. Une amélioration d'investissement et d'environnement commercial diminuera le coût de faire des affaires et encouragera les investisseurs à mettre leur épargne dans le secteur. En outre, au niveau de l'OCI, les pays membres pourraient envisager d'établir des bases d'agriculture pour encourager la recherche et le développement agricole (recherche et développement) en allouant les ressources financières proportionnées et en établissant plus d'équipements de recherche et de développement.

D'ailleurs, au niveau national et de l'OCI, des stocks régulateurs ont pu être établis pendant les saisons de récolte de butoir pour construire un coussin pour le temps de secours et de crise. À cet égard, il y a un besoin d'établir des équipements de stockage comme des maisons de grain pour servir cet objectif. En outre, des mesures devraient être prises pour mettre le cadre de base des programmes de sécurité sociale et des réseaux de sécurité en place de sorte que les interventions travaillées, directes et indirectes, puissent être faites en conformité avec la capacité locale et la nature de la crise qui peut se produire à l'avenir.

La majorité des PMA de l'OCI sont situées dans le secteur aride tropical secondaire où la disponibilité de la nourriture se fonde fortement sur le secteur pluvial d'agriculture. Si le fait que le changement climatique cause et causera le changement grave dans les saisons et les modèles de pluies, là s'élève la preuve scientifique que le secteur d'agriculture dans la majorité de ces pays sera négativement affecté. Ceci aggravera encore plus la situation déjà alarmante de l'insécurité alimentaire dans ces pays. Par conséquent, les pays membres devraient encourager et favoriser les systèmes de production agricole et les politiques climatiques pour l'utilisation du territoire au niveau national et de l'OCI et les efforts devraient être faite pour développer les récoltes résilientes de changement climatique en favorisant la bio technologie. En outre, le changement climatique a augmenté l'intensité des catastrophes naturelles comme les inondations, les sécheresses et les cyclones, qui endommagent considérablement le secteur d'agriculture et constituent des menaces graves à la survie même des millions de personnes à travers les PMA de l'OCI. Par conséquent, les pays membres devraient développer et adopter un mécanisme de réponse au secours pour réduire au minimum les impacts de tels désastres en fournissant l'aide nécessaire.

D'une part, la croissance démographique est très élevée dans les PMA de l'OCI, qui est un autre aspect de la sévérité de l'insécurité alimentaire dans ces pays. En raison des conditions économiques défavorables, les standards de vie sont très pauvres dans ces pays et il est très difficile que la majorité de personnes fixe deux repas par jour. Par conséquent, en raison de la prédominance déjà massive de la malnutrition dans ces pays, la croissance démographique élevée aggrave beaucoup plus la situation de l'insécurité alimentaire et ne laisse aucune chance pour que les personnes pauvreté-emprisonnées sautent de cette situation. Par conséquent, il y a un besoin véritable d'une meilleure coordination des politiques de population et des politiques agricoles pour améliorer la situation de la sécurité alimentaire dans ces pays.

RÉFÉRENCES

- FAO, (2008a), *The State of Food Insecurity in the World 2008: High Food Prices and Food Security—Threats and Opportunities*, Rome, Italy.
- FAO, (2008b), *Food Outlook: Global Market Analysis*, November.
- FAO, (2009a), *The State of Food Insecurity in the World 2009: Economic Crises—Impacts and Lessons Learned*, Rome, Italy.
- FAO, (2009b), “Crop Prospects and Food Situation, November.
- IDA & IMF, (2009), “Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI)—Status of Implementation” International Development Association and International Monetary Fund, September 15.
- IMF, (2008), *World Economic Outlook*, April.
- IMF, (2009), *World Economic Outlook*, April.
- OECD-FAO (2008), *Agricultural Outlook 2008-2017*.
- Rose, S. & S. Shahla, (2008), “Rising Food Prices Intensify Food Insecurity in Developing Countries” USDA, *Amber Wave* Volume 6, February.
- SESRIC, (2009), *Annual Economic Report on the OIC Countries*.
- UN-OHRLLS, (2010), “Least Developed Countries: Country Profiles”, Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States.
- UNCTAD (2009), *The Least-developed Countries Report 2009: The State and Development Governance*.
- World Bank, (2008), “Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations”, October 12.
- World Bank, (2009), *Global Development Finance: The Role of International Banking*.

Statistical Sources

- FAO, FAOSTAT Database
- IMF, Direction of Trade Statistics (DOT) Database, August 2009.
- IMF, International Financial Statistics (IFS) Database, January 2010.
- IMF, World Economic Outlook Database, April 2009.
- OECD, International Development Statistics.
- SESRIC, BASEIND Database.
- UNCTAD, Foreign Direct Investment Database (FDISTAT).
- UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.
- World Bank, Global Development Finance (GDF) Database.
- WTO, Statistics Database.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A.1

Distribution Régionale des PMA du Monde ^(*)

A F R I Q U E		A S I E
Angola ⁽⁵⁾	Madagascar ^{(2) (3)}	Afghanistan ^{(1) (3)}
Bénin ⁽³⁾	Malawi ^{(1) (3) (4)}	Bangladesh
Burkina Faso ^{(1) (3) (4)}	Mali ^{(1) (3) (4)}	Bhutan ⁽¹⁾
Burundi ^{(1) (3) (4)}	Mauritanie ^{(3) (4)}	Cambodia
Rép. De l'Afrique Centrale ^{(1) (3)}	Mozambique ^{(3) (4)}	Rép. Dem. Populaire de Lao ⁽¹⁾
Tchad ^{(1) (3) (5)}	Niger ^{(1) (3)}	Maldives ⁽²⁾
Comores ^{(2) (3)}	Rwanda ^{(1) (3)}	Myanmar
Rép. Dem. Congo, ^{(3) (4)}	Sao Tome Principe ^{(2) (3)}	Népal ⁽¹⁾
Djibouti	Sénégal ⁽³⁾	Yémen ⁽⁵⁾
Guinée Équatoriale ⁽⁵⁾	Sierra Leone ^{(3) (4)}	P A C I F I Q U E
Eritrea ⁽³⁾	Somalie ⁽³⁾	Kiribati ⁽²⁾
Éthiopie ^{(1) (3)}	Soudan ^{(3) (5)}	Samoa ⁽²⁾
Gambie ⁽³⁾	Tanzanie ⁽³⁾	Les îles de Salomon ^{(2) (4)}
Guinée ^{(3) (4)}	Togo ⁽³⁾	Timor-Leste ⁽²⁾
Guinée Bissau ^{(3) (4)}	Ouganda ^{(1) (3)}	Tuvalu ⁽²⁾
Lesotho ⁽¹⁾	Zambie ^{(1) (3) (4)}	Vanuatu ⁽²⁾
Liberia ⁽³⁾		C A R A I B E S
		Haïti ^{(2) (3)}

Source: UN-OHRLIS, "Least Developed Countries: Country Profiles", 2010; IMF, *World Economic Outlook*, April 2009; IDA & IMF, "Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) Initiative et Multilateral Debt Relief Initiative (IMRC) – Status of Implementation", International Development Association et International Monetary Fund, September 15, 2009.

(*) Les pays en gras sont PMA de l'OCI.

(1) Pays enclavé.

(2) Pays insulaires petits.

(3) Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

(4) Pays exportateurs de produits de base non-pétroliers.

(5) Pays exportateurs de Pétrole

Tableau A.2	Population Totale (Millions)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	23.80	24.73	25.69	26.70	27.41	28.14
Bangladesh	147.74	150.53	153.28	156.12	159.01	161.92
Bénin	6.97	7.18	7.40	7.61	7.86	8.11
Burkina Faso	12.42	12.81	13.11	13.42	13.73	14.04
Tchad	8.60	8.82	9.04	9.26	9.49	9.73
Comores	0.59	0.60	0.61	0.63	0.64	0.65
Djibouti	0.71	0.72	0.73	0.75	0.77	0.78
Gambie	1.43	1.47	1.51	1.55	1.59	1.63
Guinée	8.76	9.05	9.34	9.65	9.96	10.28
Guinée-Bissau	1.50	1.55	1.60	1.65	1.70	1.75
Maldives	0.32	0.33	0.34	0.35	0.35	0.35
Mali	11.92	12.20	12.48	12.77	13.06	13.36
Mauritanie	2.69	2.76	2.82	2.89	2.96	3.03
Mozambique	18.79	19.17	19.55	19.94	20.34	20.75
Niger	11.82	12.18	12.56	12.95	13.35	13.77
Sénégal	11.12	11.39	11.66	11.94	12.23	12.52
Sierra Leone	5.18	5.31	5.45	5.59	5.74	5.89
Somalie	7.97	8.16	8.35	8.54	8.73	8.93
Soudan	33.60	34.47	35.30	36.22	37.16	38.13
Togo	5.84	5.99	6.15	6.30	6.46	6.63
Ouganda	26.87	27.82	28.82	29.85	30.93	32.04
Yémen	19.70	20.33	20.98	21.62	22.29	22.98
PMA de l'OCI	368.34	377.54	386.75	396.28	405.72	415.38
tous les PMA ^(*)	723.10	740.96	758.82	777.27	794.70	812.94
Pays de l'OCI	1,327.15	1,381.60	1,409.11	1,438.78	1,467.22	1,495.92
Pays en Développement	5,267.92	5,368.49	5,440.02	5,514.25	5,585.59	5,647.93
Monde	6,242.35	6,348.59	6,426.52	6,507.00	6,585.11	6,653.43
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA ^(*)	50.94	50.95	50.97	50.98	51.05	51.10
Pays de l'OCI	27.75	27.33	27.45	27.54	27.65	27.77
Pays en Développement	6.99	7.03	7.11	7.19	7.26	7.35
Monde	5.90	5.95	6.02	6.09	6.16	6.24
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, World Economic Outlook Database, April 2009; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.3	PIB à Prix Courants (en milliards de dollars)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	4.44	5.39	6.49	7.72	9.66	12.06
Bangladesh	54.48	59.12	61.13	65.20	73.69	81.94
Bénin	3.57	4.05	4.40	4.74	5.55	6.94
Burkina Faso	4.33	5.04	5.44	5.78	6.77	8.10
Chad	2.74	4.42	5.88	6.31	7.02	8.39
Comores	0.33	0.36	0.39	0.40	0.47	0.53
Djibouti	0.63	0.67	0.71	0.77	0.85	0.98
Gambie	0.37	0.40	0.46	0.51	0.65	0.81
Guinée	3.45	3.67	2.94	2.90	4.16	4.54
Guinée-Bissau	0.25	0.29	0.30	0.32	0.38	0.46
Maldives	0.69	0.78	0.75	0.92	1.05	1.26
Mali	4.44	4.99	5.50	6.13	7.16	8.78
Mauritanie	1.29	1.50	1.86	2.70	2.82	3.16
Mozambique	4.67	5.70	6.58	7.21	8.07	9.65
Niger	2.65	2.90	3.38	3.65	4.25	5.38
Sénégal	6.87	8.04	8.72	9.37	11.30	13.35
Sierra Leone	0.99	1.07	1.22	1.42	1.67	1.96
Somalie	2.10	2.21	2.32	2.53	2.68	2.66
Soudan	17.78	21.69	27.39	36.40	46.53	57.91
Togo	1.67	1.94	2.11	2.22	2.50	2.89
Ouganda	6.61	7.93	9.22	9.96	11.91	14.53
Yémen	11.78	13.87	16.73	19.06	21.65	27.15
PMA de l'OCI	136.09	156.01	173.89	196.22	230.78	273.44
tous les PMA ^(*)	225.63	261.97	306.13	360.46	435.47	539.72
Pays de l'OCI	1,892.13	2,269.94	2,703.04	3,189.06	3,765.95	4,598.81
Pays en Développement	7,575.40	9,018.09	10,739.67	12,676.38	15,456.78	18,763.61
Monde	37,139.64	41,809.12	45,182.64	48,882.10	54,999.07	60,863.16
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA ^(*)	60.32	59.55	56.80	54.44	53.00	50.66
Pays de l'OCI	7.19	6.87	6.43	6.15	6.13	5.95
Pays en Développement	1.80	1.73	1.62	1.55	1.49	1.46
Monde	0.37	0.37	0.38	0.40	0.42	0.45
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, World Economic Outlook Database, April 2009; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.						
(*)2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.4	PIB par Habitant (US courants)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	186	218	253	289	352	429
Bangladesh	369	393	399	418	463	506
Bénin	511	564	594	623	707	856
Burkina Faso	349	393	415	431	493	577
Tchad	319	502	651	681	739	862
Comores	553	605	633	645	729	816
Djibouti	891	930	974	1,029	1,108	1,253
Gambie	257	273	306	328	410	496
Guinée	393	405	314	301	417	442
Guinée-Bissau	166	184	189	193	225	264
Maldives	2,197	2,388	2,239	2,652	3,055	3,649
Mali	372	409	440	480	548	657
Mauritanie	477	542	658	933	952	1,043
Mozambique	248	297	337	362	397	465
Niger	224	238	269	282	318	391
Sénégal	618	706	748	785	924	1,066
Sierra Leone	191	202	223	255	290	332
Somalie	263	271	277	296	307	298
Soudan	529	629	776	1,005	1,252	1,519
Togo	286	323	344	352	387	436
Ouganda	246	285	320	334	385	453
Yémen	598	682	798	882	971	1,182
PMA de l'OCI	369	413	450	495	569	658
tous les PMA(*)	312	354	403	464	548	664
Pays de l'OCI	1,426	1,643	1,918	2,217	2,567	3,085
Pays en Développement	1,438	1,680	1,974	2,299	2,767	3,322
Monde	5,950	6,586	7,031	7,512	8,352	9,148
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, World Economic Outlook Database, April 2009; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.5	À Valeur Ajoutée par l'Activité Économique (% de PIB)																			
	Agriculture					Industrie					<i>de quel fabricant</i>					Services				
	1990	1995	2000	2005	2008	1990	1995	2000	2005	2008	1990	1995	2000	2005	2008	1990	1995	2000	2005	2008
Afghanistan ⁽³⁾	35.7	65.7	57.0	40.9	40.0	23.7	10.5	23.2	26.2	26.5	20.6	5.4	16.9	16.3	16.8	40.6	23.8	19.8	32.9	33.5
Bangladesh ⁽³⁾	31.5	26.4	25.5	20.1	19.1	21.4	24.6	25.3	27.2	28.6	13.4	15.3	15.2	16.5	18.0	47.2	49.1	49.2	52.6	52.3
Bénin ⁽³⁾	35.4	35.4	37.8	35.2	35.4	12.7	14.3	14.0	14.5	13.7	7.5	8.6	8.9	8.6	7.8	51.9	50.3	48.2	50.2	50.9
Burkina Faso ^{(2) (3)}	28.6	35.4	32.6	35.7	31.4	20.8	21.3	21.1	20.1	23.8	14.2	13.6	13.1	13.8	13.6	50.6	43.3	46.3	44.2	44.8
Tchad ^{(1) (3)}	39.2	37.0	42.3	21.3	20.5	17.0	13.9	11.3	53.8	53.2	14.6	11.9	9.1	5.8	5.7	43.8	49.1	46.4	24.9	26.3
Comores ⁽³⁾	40.4	39.9	47.7	48.5	48.3	8.1	11.7	11.3	10.5	10.5	4.1	4.1	4.5	4.1	4.1	51.5	48.5	41.0	41.0	41.3
Djibouti ⁽³⁾	3.1	3.2	4.1	3.5	3.6	22.0	15.4	14.8	16.6	16.6	3.6	2.9	2.6	2.6	2.5	74.9	81.3	81.1	79.9	79.7
Gambie ⁽³⁾	15.4	20.6	23.8	28.5	27.9	13.1	14.3	14.4	15.0	16.2	7.6	7.9	6.6	6.0	5.8	71.4	65.1	61.7	56.5	55.9
Guinée ^{(2) (3)}	23.8	19.3	21.6	19.9	17.2	33.3	29.2	33.8	32.1	34.5	4.6	4.0	3.8	3.7	4.0	42.9	51.5	44.5	48.1	48.3
Guinée-Bissau ^{(2) (3)}	44.6	55.1	58.8	60.3	59.3	18.2	12.2	12.3	11.7	12.1	7.4	5.2	9.0	7.8	8.1	37.2	32.7	28.9	28.1	28.6
Maldives	14.6	11.0	8.4	9.7	6.0	12.4	13.0	14.5	17.3	17.5	6.9	7.6	7.7	7.2	6.5	73.0	76.0	77.1	73.0	76.6
Mali ^{(2) (3)}	47.8	43.1	36.3	37.5	37.7	13.5	16.1	20.9	24.0	20.4	8.1	8.2	7.2	9.8	5.6	38.8	40.7	42.9	38.5	41.9
Mauritanie ^{(2) (3)}	37.0	36.4	27.1	17.7	18.2	23.6	25.7	29.1	33.9	36.7	8.9	8.1	7.4	6.5	5.7	39.4	38.0	43.8	48.4	45.0
Mozambique ^{(2) (3)}	37.1	33.9	23.6	26.4	27.3	18.4	14.2	24.1	24.8	25.1	12.7	7.4	12.0	15.1	15.1	44.5	51.9	52.3	48.9	47.7
Niger ⁽³⁾	33.4	35.1	38.7	45.5	45.9	17.9	14.6	13.2	11.8	14.1	6.6	6.6	6.7	5.9	5.3	48.7	50.2	48.1	42.7	40.0
Sénégal ⁽³⁾	19.3	19.5	19.1	16.8	15.2	23.5	24.7	23.2	23.6	23.5	16.2	17.0	14.7	15.1	14.5	57.2	55.8	57.6	59.6	61.4
Sierra Leone ^{(2) (3)}	35.3	42.9	58.4	51.5	50.8	19.6	38.7	28.4	10.1	10.3	8.7	9.3	3.5	2.3	2.3	45.1	18.4	13.3	38.4	38.9
Somalie ⁽³⁾	69.3	60.1	60.1	60.1	60.1	6.0	7.3	7.3	7.3	7.3	2.0	2.5	2.5	2.5	2.5	24.7	32.6	32.6	32.6	32.6
Soudan ^{(1) (3)}	33.8	39.8	36.4	32.9	32.4	16.3	11.6	18.3	23.3	24.0	8.7	5.7	6.9	9.4	9.4	49.9	48.5	45.2	43.7	43.6
Togo ⁽³⁾	34.5	38.6	37.7	43.1	41.8	19.7	19.4	19.7	18.9	18.5	9.9	9.7	9.8	9.4	8.7	45.8	42.0	42.6	37.9	39.7
Ouganda ⁽³⁾	42.5	36.6	28.9	25.5	23.9	14.2	18.1	22.5	24.4	24.5	5.3	6.4	7.5	7.3	7.4	43.3	45.3	48.6	50.1	51.6
Yémen ^{(1) (3)}	23.7	18.3	12.8	10.1	9.4	24.3	29.0	44.2	46.3	44.3	7.8	11.9	5.5	6.8	7.9	52.0	52.7	43.1	43.7	46.4
PMA de l'OCI	32.4	31.6	28.3	25.6	25.2	19.8	20.7	24.8	27.5	27.9	11.2	11.0	11.1	11.6	11.7	47.8	47.7	46.9	46.9	46.9
tous les PMA ^(*)	35.5	35.3	31.0	27.2	27.3	21.2	20.7	25.1	30.2	30.8	10.8	9.7	9.8	10.0	9.8	43.2	44.1	43.9	42.7	41.9
Pays de l'OCI	17.6	15.6	13.0	11.2	10.5	36.8	37.0	41.5	45.1	45.8	15.2	17.0	15.3	15.0	14.0	45.6	47.3	45.5	43.7	43.7
Pays en Développement	16.7	13.0	11.2	10.0	9.8	38.6	35.4	37.0	39.3	40.3	22.6	22.0	22.3	22.8	23.0	44.7	51.6	51.8	50.7	49.9

Source: SESRIC, BASEIND Database; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.

(1) Exportateurs de Carburant (3 pays).

(2) Exportateurs de Produit de Base Non-combustibles (7 pays).

(3) Pays de Faible Revenu de Nourriture-déficit (21 pays).

(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.

Tableau A.6	Taux de Croissance de PIB aux Prix Constants (Pour cent)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	15.1	8.8	16.1	8.2	12.1	3.4
Bangladesh	5.8	6.1	6.3	6.5	6.3	5.6
Bénin	4.0	3.0	2.9	3.8	4.6	5.0
Burkina Faso	7.3	4.6	7.1	5.5	3.6	5.0
Tchad	14.7	33.6	7.9	0.2	0.2	-0.4
Comores	2.5	-0.2	4.2	1.2	0.5	1.0
Djibouti	3.2	3.0	3.2	4.8	5.1	5.8
Gambie	6.9	7.0	5.1	6.5	6.3	5.9
Guinée	1.2	2.3	3.0	2.5	1.8	4.0
Guinée-Bissau	-0.6	2.2	3.5	0.6	2.7	3.3
Maldives	8.5	9.5	-4.6	18.0	7.2	5.7
Mali	7.2	1.2	6.1	5.3	4.3	5.0
Mauritanie	5.6	5.2	5.4	11.4	1.0	2.2
Mozambique	6.5	7.9	8.4	8.7	7.0	6.2
Niger	7.1	-0.8	8.4	5.8	3.3	9.5
Sénégal	6.7	5.9	5.6	2.4	4.7	2.5
Sierra Leone	9.5	7.4	7.3	7.4	6.4	5.5
Somalie	2.1	2.8	2.4	2.6	2.6	2.6
Soudan	7.1	5.1	6.3	11.3	10.2	6.8
Togo	5.2	2.4	1.2	3.9	1.9	1.1
Ouganda	6.5	6.8	6.3	10.8	8.6	9.5
Yémen	3.7	4.0	5.6	3.2	3.3	3.9
PMA de l'OCI	6.3	6.3	6.5	6.7	6.3	5.4
tous les PMA(*)	5.8	7.7	8.3	8.1	8.6	7.0
Pays de l'OCI	6.4	6.7	6.2	6.2	6.1	5.1
Pays en Développement	6.3	7.5	7.1	8.0	8.3	6.1
Monde	3.6	4.9	4.5	5.1	5.2	3.2
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, World Economic Outlook Database, April 2009; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a complété la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.7	Taux d'Inflation (% de changement des indices des prix à la consommation moyens annuels)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	24.1	13.2	12.3	5.1	13.0	27.2
Bangladesh	5.4	6.1	7.0	7.1	9.1	8.4
Bénin	1.5	0.9	5.4	3.8	1.3	8.0
Burkina Faso	2.0	-0.4	6.4	2.4	-0.2	10.7
Tchad	-1.8	-4.8	3.7	7.7	-7.4	8.3
Comores	3.7	4.5	3.0	3.4	4.5	4.8
Djibouti	2.0	3.1	3.1	3.5	5.0	12.0
Gambie	17.0	14.3	5.0	2.1	5.4	4.5
Guinée	3.0	11.0	17.5	31.4	34.7	22.9
Guinée-Bissau	-3.5	0.8	5.6	-0.1	4.6	10.4
Maldives	-2.8	6.3	3.3	3.5	7.4	12.3
Mali	-1.2	-3.1	6.4	1.5	1.5	9.1
Mauritanie	5.3	10.4	12.1	6.2	7.3	7.3
Mozambique	13.5	12.6	6.4	13.2	8.2	10.3
Niger	-1.8	0.4	7.8	0.1	0.1	11.3
Sénégal	0.0	0.5	1.7	2.1	5.9	5.8
Sierra Leone	7.5	14.2	12.1	9.5	11.7	14.8
Somalie						
Soudan	7.7	8.4	8.5	7.2	8.0	14.3
Togo	-0.9	0.4	6.8	2.2	1.0	8.4
Ouganda	5.7	5.0	8.0	6.6	6.8	7.3
Yémen	10.8	12.5	9.9	10.8	7.9	19.0
PMA de l'OCI	6.2	6.4	7.6	7.3	7.7	11.3
tous les PMA(*)	14.5	9.5	9.4	9.5	10.3	13.4
Pays de l'OCI	8.2	6.6	7.8	8.4	8.5	12.0
Pays en Développement	6.7	5.9	5.7	5.4	6.4	9.3
Monde	3.7	3.6	3.7	3.6	4.0	6.0
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, World Economic Outlook Database, April 2009.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a complété la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.8	Exportations de Marchandises (FAB, en millions de dollars)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	210	185	240	277	340	420
Bangladesh	6,229	7,586	8,494	11,650	12,728	13,907
Bénin	271	290	300	344	416	611
Burkina Faso	248	375	373	419	477	505
Tchad	91	1,111	1,840	2,281	2,275	3,480
Comores	33	35	24	32	30	32
Djibouti	247	252	274	340	422	494
Gambie	18	38	28	34	46	62
Guinée	629	560	1,328	1,365	1,677	1,896
Guinée-Bissau	71	110	109	133	373	191
Maldives	113	123	99	170	163	201
Mali	215	328	258	394	243	231
Mauritanie	594	803	943	1,399	1,705	2,241
Mozambique	1,044	1,504	1,745	2,381	2,738	2,359
Niger	200	222	299	429	384	1,518
Sénégal	1,159	1,276	1,443	1,364	1,723	1,906
Sierra Leone	141	184	196	209	268	227
Somalie	150	190	251	301	377	456
Soudan	2,609	3,774	4,824	5,657	8,867	12,807
Togo	416	408	364	567	700	938
Ouganda	534	576	674	691	856	1,043
Yémen	3,726	4,078	5,611	6,426	6,749	9,252
PMA de l'OCI	18,948	24,007	29,719	36,862	43,558	54,776
tous les PMA ^(*)	42,365	54,781	74,085	96,272	114,999	165,220
Pays de l'OCI	610,99	802,882	986,471	1,197,380	1,350,029	1,791,004
Pays en Développement	2,104,9	2,718,770	3,371,930	4,128,720	4,920,930	6,130,220
Monde	7,525,2	9,133,340	10,363,000	11,969,000	13,849,300	16,009,900
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA ^(*)	44.73	43.82	40.11	38.29	37.88	33.15
Pays de l'OCI	3.10	2.99	3.01	3.08	3.23	3.06
Pays en Développement	0.90	0.88	0.88	0.89	0.89	0.89
Monde	0.25	0.26	0.29	0.31	0.31	0.34
% Annuels de Changement						
PMA de l'OCI	18.9	26.7	23.8	24.0	18.2	25.8
tous les PMA ^(*)	15.6	29.3	35.2	29.9	19.5	43.7
Pays de l'OCI	20.7	31.4	22.9	21.4	12.7	32.7
Pays en Développement	20.2	29.2	24.0	22.4	19.2	24.6
Monde	17.0	21.4	13.5	15.5	15.7	15.6
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, Direction of Trade Statistics (DOT) Database, August 2009.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.9	Importations de Marchandises (CAF, en millions de dollars)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	1,608	1,973	3,007	3,825	4,879	5,739
Bangladesh	9,998	11,590	13,851	16,096	18,476	23,817
Bénin	886	897	893	3,476	4,873	6,634
Burkina Faso	863	1,024	1,096	1,258	1,572	1,753
Tchad	351	412	488	529	717	814
Comores	124	111	114	142	156	243
Djibouti	864	896	1,207	1,548	1,915	2,385
Gambie	506	577	638	709	863	968
Guinée	694	1,167	1,910	2,302	2,953	3,806
Guinée-Bissau	159	136	213	201	240	267
Maldives	471	645	745	909	1,133	1,425
Mali	1,526	1,887	2,068	2,352	2,818	3,139
Mauritanie	1,001	1,123	1,368	1,467	1,854	2,372
Mozambique	1,740	2,035	2,467	2,914	3,798	4,664
Niger	495	588	838	1,009	1,098	1,442
Sénégal	2,359	2,856	3,217	3,423	4,961	6,378
Sierra Leone	602	523	609	565	643	822
Somalie	422	547	626	793	887	1,107
Soudan	2,689	4,086	6,690	8,074	8,742	10,718
Togo	563	557	590	2,631	4,177	3,698
Ouganda	1,375	1,495	1,702	2,134	2,843	3,318
Yémen	4,302	3,985	4,800	6,969	8,903	10,197
PMA de l'OCI	33,597	39,109	49,138	63,325	78,500	95,704
tous les PMA ^(*)	62,404	74,753	92,423	116,257	145,862	180,611
Pays de l'OCI	502,999	694,868	826,775	968,786	1,204,967	1,549,275
Pays en Développement	1,991,690	2,606,740	3,103,260	3,756,490	4,667,460	5,892,300
Monde	7,752,300	9,485,940	10,757,900	12,377,800	14,359,100	16,737,800
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA ^(*)	53.84	52.32	53.17	54.47	53.82	52.99
Pays de l'OCI	6.68	5.63	5.94	6.54	6.51	6.18
Pays en Développement	1.69	1.50	1.58	1.69	1.68	1.62
Monde	0.43	0.41	0.46	0.51	0.55	0.57
% Annuels de Changement						
PMA de l'OCI	27.0	16.4	25.6	28.9	24.0	21.9
tous les PMA ^(*)	24.1	19.8	23.6	25.8	25.5	23.8
Pays de l'OCI	18.8	38.1	19.0	17.2	24.4	28.6
Pays en Développement	18.7	30.9	19.0	21.0	24.3	26.2
Monde	16.9	22.4	13.4	15.1	16.0	16.6
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, Direction of Trade Statistics (DOT) Database, August 2009.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.10	Balance des Comptes Courants (en millions de dollars)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	-696	-265	-182	-379	85	-181
Bangladesh	176	-190	8	762	812	768
Bénin	-298	-292	-241	-270	-549	-575
Burkina Faso	-379	-532	-635	-554	-561	-892
Tchad	-1,338	-768	140	-564	-739	-958
Comores	-10	-17	-28	-24	-31	-49
Djibouti	21	-9	-23	-113	-217	-385
Gambie	-18	-54	-93	-74	-87	-138
Guinée	-14	-82	7	-41	-309	-467
Guinée-Bissau	-14	18	-2	-36	39	-9
Maldives	-32	-126	-269	-302	-425	-699
Mali	-278	-423	-473	-255	-565	-721
Mauritanie	-175	-517	-877	-36	-321	-497
Mozambique	-721	-507	-749	-660	-768	-1,213
Niger	-198	-212	-301	-355	-383	-676
Sénégal	-421	-487	-675	-887	-1,334	-1,645
Sierra Leone	-48	-62	-86	-50	-63	-163
Somalie						
Soudan	-1,396	-1,409	-3,035	-5,540	-5,812	-5,360
Togo	-70	-57	165	-63	-99	-192
Ouganda	-309	5	-130	-334	-367	-469
Yémen	176	225	633	206	-1,507	-541
PMA de l'OCI	-6,042	-5,761	-6,846	-9,569	-13,201	-15,062
tous les PMA ^(*)	-10,766	-9,021	-6,253	-25	-6,121	-4,388
Pays de l'OCI	76,869	104,128	229,693	314,514	299,195	407,356
Pays en Développement	151,271	226,086	447,763	630,632	633,403	714,440
Monde	-68,829	12,277	53,747	176,111	243,798	249,484
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, World Economic Outlook Database, April 2009.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a complété la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.11	Réserves à l'Exclusion de l'Or (en millions de dollars)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan						
Bangladesh	2,578	3,172	2,767	3,806	5,183	5,689
Bénin	718	640	657	912	1,209	1,263
Burkina Faso	752	669	438	555	1,029	928
Tchad	187	222	226	625	955	1,345
Comores	94	104	86	94	117	112
Djibouti	100	94	89	120	132	175
Gambie	59	84	98	121	143	117
Guinée		110	95			
Guinée-Bissau	33	73	80	82	113	124
Maldives	159	204	186	231	308	241
Mali	952	861	855	970	1,087	1,072
Mauritanie	27	34	64	187	198	
Mozambique	938	1,131	1,054	1,156	1,445	1,578
Niger	260	258	250	371	593	705
Sénégal	1,111	1,386	1,191	1,334	1,660	1,602
Sierra Leone	67	125	171	184	217	220
Somalie						
Soudan	529	1,338	1,869	1,660	1,378	1,399
Togo	205	360	195	375	438	582
Ouganda	1,080	1,308	1,344	1,811	2,560	2,301
Yémen	4,987	5,665	6,115	7,512	7,715	8,111
PMA de l'OCI	14,837	17,837	17,829	22,104	26,481	27,565
tous les PMA ^(*)	24,062	30,621	33,424	44,120	53,374	61,928
Pays de l'OCI	309,613	387,805	454,521	595,580	802,767	813,504
Pays en Développement	1,310,929	1,731,668	2,147,392	2,832,379	4,030,317	4,476,425
Monde	3,153,808	3,866,793	4,244,246	5,091,266	6,462,511	6,977,454
Source: SESRIC, BASEIND Database; IMF, International Financial Statistics (IFS) Database, January 2010.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.12	Formation Brute de Capital (% de PIB)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	16	17	31	33	31	29
Bangladesh	23	24	25	25	24	24
Bénin	20	21	18	21	21	21
Burkina Faso	12	10	16	14	15	22
Tchad	45	27	25	16	16	16
Comores	10	9	9	9	10	13
Djibouti	19	21	23	35	42	47
Gambie	42	36	36	39	38	48
Guinée	10	11	14	14	11	14
Guinée-Bissau	19	13	15	17	15	16
Maldives	27	42	61	60	52	45
Mali	26	22	22	20	24	25
Mauritanie	27	46	71	29	22	21
Mozambique	22	18	18	17	16	20
Niger	16	15	23	24	24	26
Sénégal	22	22	24	25	26	30
Sierra Leone	8	6	11	29	29	15
Somalie	20	20	20	20	20	20
Soudan	20	22	24	25	24	21
Togo	15	15	17	19	17	12
Ouganda	21	22	22	21	23	24
Yémen	18	19	23	30	40	39
PMA de l'OCI	21	22	24	24	25	25
tous les PMA(*)	20	21	22	23	24	24
Pays de l'OCI	22	22	22	23	24	23
Pays en Développement	25	27	27	28	29	31
Source: SESRIC, BASEIND Database; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a complété la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.13	Épargnes Intérieures Brutes (En % de PIB)					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	-33	-30	-15	-8	-9	-8
Bangladesh	19	20	20	20	20	20
Bénin	10	12	11	11	12	13
Burkina Faso	-1	-4	1	0	1	7
Tchad	22	46	54	50	48	50
Comores	-3	-9	-12	-15	-17	-18
Djibouti	10	8	9	12	9	1
Gambie	17	4	11	14	5	5
Guinée	8	7	11	9	0	2
Guinée-Bissau	9	-3	2	6	2	3
Maldives	49	43	28	37	26	12
Mali	19	14	14	17	18	17
Mauritanie	-3	4	7	21	8	1
Mozambique	-1	1	4	8	9	9
Niger	8	4	11	12	11	11
Sénégal	10	9	9	7	6	8
Sierra Leone	-26	-20	-12	8	13	4
Somalie	19	19	19	19	19	19
Soudan	16	19	14	14	20	21
Togo	-1	-2	-11	-9	-6	-5
Ouganda	8	11	11	7	8	5
Yémen	17	20	28	30	34	39
PMA de l'OCI	13	14	16	16	18	18
tous les PMA(*)	12	14	16	18	19	20
Pays de l'OCI	27	29	31	33	32	34
Pays en Développement	28	30	31	33	33	33
Source: SESRIC, BASEIND Database; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.						
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.						

Tableau A.14	Investissement Direct étranger, Apports Nets (Million des États-Unis)						
	1990	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan		58	187	271	238	243	300
Bangladesh	3	350	460	845	793	666	1,086
Bénin	62	45	64	53	53	255	120
Burkina Faso	0	29	14	34	34	344	137
Tchad	9	713	467	-99	656	718	834
Comores	0	1	1	1	1	8	8
Djibouti	0	14	39	59	164	195	234
Gambie	14	15	49	45	71	76	63
Guinée	18	83	98	105	125	386	1,350
Guinée-Bissau	2	4	2	9	18	19	15
Maldives	6	14	15	9	14	15	15
Mali	6	132	101	224	83	73	127
Mauritanie	7	102	392	814	155	153	103
Mozambique	9	337	245	108	154	427	587
Niger	41	11	20	30	51	129	147
Sénégal	57	52	77	45	220	297	706
Sierra Leone	32	9	61	83	59	94	30
Somalie	6	-1	-5	24	96	141	87
Soudan	-31	1,349	1,511	2,305	3,541	2,436	2,601
Togo	23	34	59	77	77	49	68
Ouganda	-6	202	295	380	644	733	787
Yémen	-131	6	144	-302	1,121	917	463
PMA de l'OCI	128	3,558	4,295	5,119	8,366	8,375	9,867
tous les PMA(*)	566	13,087	13,694	15,933	22,844	25,928	33,098
Pays de l'OCI	5,718	36,383	52,766	87,715	134,522	153,235	182,912
Pays en	35,158	203,895	320,706	360,240	488,312	620,210	735,095
Monde	207,273	565,160	734,892	973,329	1,461,074	1,978,838	1,697,353
PMA de l'OCI comme % de:							
tous les PMA(*)	22.61	27.19	31.36	32.13	36.62	32.30	29.81
Pays de l'OCI	2.24	9.78	8.14	5.84	6.22	5.47	5.39
Pays en	0.36	1.75	1.34	1.42	1.71	1.35	1.34
Monde	0.06	0.63	0.58	0.53	0.57	0.42	0.58
Source: SESRIC, BASEIND Database; UNCTAD, Foreign Direct Investment Database (IEDSTAT).							
(*) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.							

Tableau A.15	Assistance Publique au Développement (APD) (*) (en millions de dollars nets)						
	1990	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan	122	1,591	2,170	2,736	2,956	3,965	4,865
Bangladesh	2,093	1,392	1,414	1,320	1,220	1,515	2,061
Bénin	267	300	394	347	374	474	641
Burkina Faso	327	526	641	694	869	951	998
Tchad	311	252	337	380	282	354	416
Comores	45	24	26	23	31	44	37
Djibouti	194	79	64	74	115	112	121
Gambie	97	63	55	60	73	73	94
Guinée	292	246	278	198	155	228	319
Guinée-Bissau	126	150	76	66	81	122	132
Maldives	21	23	28	76	38	37	54
Mali	479	559	588	704	824	1,020	964
Mauritanie	236	249	189	182	199	342	311
Mozambique	998	1,048	1,243	1,297	1,601	1,778	1,994
Niger	388	461	547	520	518	542	605
Sénégal	812	454	1,057	684	823	872	1,058
Sierra Leone	59	337	376	340	338	545	367
Somalie	491	174	199	237	391	384	758
Soudan	813	613	992	1,823	2,044	2,112	2,384
Togo	258	50	64	82	79	121	330
Ouganda	663	997	1,215	1,191	1,539	1,737	1,657
Yémen	400	234	251	289	280	236	305
PMA de l'OCI	9,490	9,822	12,204	13,323	14,830	17,567	20,470
tous les PMA(**)	16,623	24,228	25,409	25,920	28,191	32,980	38,427
Pays de l'OCI	24,981	23,139	27,566	53,204	48,540	42,960	47,946
Pays en	56,959	71,121	79,399	107,975	106,149	107,102	128,608
PMA de l'OCI comme % de:							
tous les PMA(**)	57.1	40.5	48.0	51.4	52.6	53.3	53.3
Pays de l'OCI	38.0	42.4	44.3	25.0	30.6	40.9	42.7
Pays en	16.7	13.8	15.4	12.3	14.0	16.4	15.9
APD per Capita (\$)							
PMA de l'OCI	36	27	32	34	37	43	49
tous les PMA(**)	32	34	34	34	36	41	48
Pays de l'OCI	26	17	20	38	34	29	33
Source: SESRIC, BASEIND Database; OECD, International Development Statistics.							
(*) From all donors, including grants.							
(**) 2008 données n'incluent pas le Cap Vert, qui a compléter la liste des PMA en 2007.							

Tableau A.16	Stocks de Dette Extérieure, Total (DOD) (Million des États-Unis)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan ^(*)					1,654	2,041
Bangladesh	12,439	18,774	20,129	18,919	20,491	22,033
Bénin ^(*)	1,292	1,828	1,920	1,837	811	857
Burkina Faso ^(*)	832	1,735	2,007	2,003	1,123	1,461
Tchad ^(*)	514	1,529	1,641	1,585	1,707	1,797
Comores ^(*)	188	293	307	291	296	291
Djibouti	205	385	417	412	463	472
Gambie ^(*)	369	634	672	668	724	733
Guinée ^(*)	2,476	3,457	3,538	3,247	3,281	3,268
Guinée-Bissau ^(*)	692	745	765	693	711	744
Maldives	78	285	372	387	477	562
Mali ^(*)	2,468	3,114	3,320	3,228	1,649	2,018
Mauritanie ^(*)	2,113	2,355	2,333	2,316	1,624	1,704
Mozambique ^(*)	4,650	3,885	4,811	4,507	2,985	3,105
Niger ^(*)	1,730	2,074	1,977	1,984	857	972
Sénégal ^(*)	3,754	4,389	3,942	3,865	1,930	2,588
Sierra Leone ^(*)	1,176	1,523	1,652	1,564	1,308	348
Somalie ^(*)	2,370	2,838	2,849	2,750	2,838	2,944
Soudan ^(*)	14,762	17,159	18,188	17,380	18,226	19,126
Togo ^(*)	1,281	1,701	1,830	1,679	1,788	1,968
Ouganda ^(*)	2,606	4,543	4,753	4,427	1,265	1,611
Yémen	6,352	5,375	5,488	5,363	5,561	5,926
PMA de l'OCI	62,347	78,621	82,912	79,103	71,770	76,570
tous les PMA	124,458	154,668	161,325	156,063	132,521	144,231
Pays de l'OCI	393,654	672,839	724,293	700,049	742,100	835,968
Pays en Développement	1,283,129	2,470,483	2,636,451	2,633,045	2,858,432	3,466,045
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	50.1	50.8	51.4	50.7	54.2	53.1
Pays de l'OCI	15.8	11.7	11.4	11.3	9.7	9.2
Pays en Développement	4.9	3.2	3.1	3.0	2.5	2.2
Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.						
(*) Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).						

Tableau A.17	Stocks de Dette Extérieure, Dette à Long Terme (DLT) (en millions de dollars)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					1,635.3	1,961.4
Bangladesh	11,657.7	18,083.0	19,186.4	17,922.6	18,836.3	20,150.5
Bénin	1,218.5	1,726.2	1,831.1	1,744.7	768.6	851.9
Burkina Faso	747.9	1,596.6	1,863.4	1,878.6	1,003.2	1,268.4
Tchad	454.0	1,405.5	1,527.7	1,494.7	1,627.5	1,712.5
Comores	175.4	265.4	273.2	257.3	259.8	279.2
Djibouti	155.2	355.5	382.1	376.5	426.0	439.8
Gambie	308.4	566.6	620.3	625.0	688.3	704.3
Guinée	2,252.8	3,154.0	3,187.7	2,930.5	2,979.9	3,048.0
Guinée-Bissau	630.4	712.5	737.9	671.3	695.0	730.5
Maldives	64.0	259.5	331.7	325.4	377.8	425.9
Mali	2,336.9	2,910.1	3,135.5	3,101.6	1,624.4	1,988.5
Mauritanie	1,805.8	2,076.3	2,081.7	2,079.3	1,395.4	1,437.0
Mozambique	4,230.6	3,243.1	4,122.5	3,719.4	2,354.1	2,532.8
Niger	1,491.2	1,932.9	1,832.7	1,814.8	781.3	882.2
Sénégal	3,018.5	3,993.7	3,702.1	3,681.2	1,809.1	2,228.9
Sierra Leone	919.9	1,337.0	1,434.3	1,350.2	1,256.5	308.2
Somalie	1,925.9	1,936.1	1,949.0	1,881.5	1,922.6	1,978.8
Soudan	9,651.2	11,109.8	11,547.3	11,074.8	11,663.4	12,337.4
Togo	1,080.7	1,484.4	1,605.2	1,446.3	1,553.5	1,654.6
Ouganda	2,177.5	4,158.3	4,425.6	4,216.4	1,107.7	1,575.1
Yémen	5,160.4	4,744.5	4,799.3	4,717.1	4,997.6	5,343.2
PMA de l'OCI	51,462.7	67,051.2	70,576.9	67,309.3	59,763.4	63,839.0
tous les PMA	106,015.7	133,858.7	138,566.6	133,191.0	109,993.1	120,099.6
Pays de l'OCI	330,322.1	541,718.2	574,618.6	548,642.1	585,972.6	675,924.6
Pays en	1,054,686.8	1,976,479.3	2,079,545.3	2,048,665.1	2,195,466.6	2,602,309.5
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	48.5	50.1	50.9	50.5	54.3	53.2
Pays de l'OCI	15.6	12.4	12.3	12.3	10.2	9.4
Pays en Développement	4.9	3.4	3.4	3.3	2.7	2.5

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.18	Stocks de Dette Extérieure, Dette à Court Terme (DCT) (en millions de dollars)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					18.2	21.0
Bangladesh	155.9	617.0	712.0	688.4	1,178.0	1,382.4
Bénin	55.4	29.0	24.0	39.4	39.5	0.6
Burkina Faso	84.0	14.1	29.1	21.2	85.1	155.0
Tchad	29.8	17.2	17.2	11.0	12.1	28.8
Comores	12.4	27.5	33.7	33.4	36.3	11.8
Djibouti	50.1	9.2	13.4	16.6	18.8	16.3
Gambie	15.7	32.8	26.9	22.5	18.3	22.5
Guinée	172.0	166.4	228.9	228.8	228.8	155.0
Guinée-Bissau	56.5	12.1	11.2	9.9	8.1	8.4
Maldives	14.0	25.9	40.5	55.3	93.2	130.0
Mali	61.8	35.4	39.5	17.0	17.0	17.0
Mauritanie	237.6	174.1	160.7	167.0	228.6	254.2
Mozambique	345.3	432.5	491.5	630.8	620.7	556.6
Niger	153.6	9.6	8.9	41.4	49.3	49.3
Sénégal	421.1	155.5	35.7	35.7	95.1	332.0
Sierra Leone	148.1	16.8	22.4	21.4	16.9	3.4
Somalie	285.1	735.4	725.7	708.8	746.7	787.8
Soudan	4,155.2	5,450.2	6,047.8	5,786.6	6,045.1	6,306.9
Togo	113.0	175.0	197.9	218.6	225.9	311.3
Ouganda	146.4	148.4	135.4	79.4	148.1	26.5
Yémen	1,191.5	229.4	312.9	353.2	317.6	413.4
PMA de l'OCI	7,904.5	8,513.6	9,315.1	9,186.5	10,247.5	10,990.3
tous les PMA	13,051.8	14,618.6	16,362.0	17,398.4	19,213.0	20,685.0
Pays de l'OCI	56,402.1	88,558.9	111,119.0	123,427.8	141,280.9	148,933.2
Pays en Développement	194,456.5	387,184.0	460,888.0	535,200.5	643,106.0	848,195.1
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	60.6	58.2	56.9	52.8	53.3	53.1
Pays de l'OCI	14.0	9.6	8.4	7.4	7.3	7.4
Pays en Développement	4.1	2.2	2.0	1.7	1.6	1.3

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.19	Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI) (en millions de \$)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					0	59
Bangladesh	626	74	231	308	476	501
Bénin	18	73	65	53	3	4
Burkina Faso	0	125	115	104	35	37
Tchad	30	106	96	79	68	56
Comores	0	0	0	0	0	0
Djibouti	0	20	21	19	18	16
Gambie	45	35	25	21	18	6
Guinée	51	136	122	87	72	65
Guinée-Bissau	5	20	16	12	8	5
Maldives	0	0	0	6	6	6
Mali	69	169	145	109	8	13
Mauritanie	70	104	90	69	0	13
Mozambique	74	209	197	157	10	15
Niger	85	131	135	128	27	40
Sénégal	314	240	204	148	26	27
Sierra Leone	108	169	196	192	35	37
Somalie	159	166	174	160	168	177
Soudan	956	599	593	518	518	482
Togo	87	42	27	14	8	2
Ouganda	282	236	192	131	9	9
Yémen	0	401	376	292	246	169
PMA de l'OCI	2,980	3,056	3,020	2,608	1,759	1,740
tous les PMA	5,391	6,191	6,397	5,474	3,315	3,446
Pays de l'OCI	6,930	42,561	38,556	27,979	14,846	11,111
Pays en Développement	33,986	106,820	96,018	49,179	19,859	15,540

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.20	Dettes Publiques ou Garanties par l'État (en millions de \$)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					1,635	1,961
Bangladesh	11,658	18,083	19,186	17,923	18,836	20,151
Bénin	1,219	1,726	1,831	1,745	769	852
Burkina Faso	748	1,597	1,863	1,879	1,003	1,268
Tchad	454	1,406	1,528	1,495	1,628	1,713
Comores	175	265	273	257	260	279
Djibouti	155	356	382	377	426	440
Gambie	308	567	620	625	688	704
Guinée	2,253	3,154	3,188	2,931	2,980	3,048
Guinée-Bissau	630	713	738	671	695	731
Maldives	64	260	332	325	378	426
Mali	2,337	2,910	3,136	3,102	1,624	1,989
Mauritanie	1,806	2,076	2,082	2,079	1,395	1,437
Mozambique	4,211	3,164	3,712	3,719	2,354	2,533
Niger	1,230	1,887	1,794	1,782	755	863
Sénégal	2,958	3,944	3,557	3,540	1,658	2,029
Sierra Leone	920	1,337	1,434	1,350	1,257	308
Somalie	1,926	1,936	1,949	1,882	1,923	1,979
Soudan	9,155	11,110	11,547	11,075	11,663	12,337
Togo	1,081	1,484	1,605	1,446	1,554	1,655
Ouganda	2,178	4,158	4,426	4,216	1,108	1,575
Yémen	5,160	4,745	4,799	4,717	4,998	5,343
PMA de l'OCI	50,626	66,876	69,982	67,135	59,587	63,620
tous les PMA	105,163	133,141	136,939	131,720	108,215	118,001
Pays de l'OCI	311,826	438,444	449,369	409,327	377,864	398,413
Pays en Développement	995,182	1,423,845	1,466,660	1,331,287	1,234,553	1,312,490
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	48.1	50.2	51.1	51.0	55.1	53.9
Pays de l'OCI	16.2	15.3	15.6	16.4	15.8	16.0
Pays en Développement	5.1	4.7	4.8	5.0	4.8	4.8

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.21	Déboursments sur la Dette Extérieure (Long terme + FMI) (en millions de dollars)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					146.4	201.8
Bangladesh	1,273.1	937.5	1,150.9	981.8	1,126.0	1,091.9
Bénin	120.3	69.4	80.6	87.2	81.1	124.2
Burkina Faso	77.2	127.1	255.6	219.3	301.4	233.7
Tchad	102.6	188.2	113.2	115.8	116.5	52.6
Comores	5.1	9.6	3.2	2.7	3.0	4.8
Djibouti	27.0	30.4	26.3	30.6	51.9	29.0
Gambie	32.8	39.9	51.4	62.6	59.2	63.0
Guinée	195.7	52.4	43.4	40.7	36.9	71.9
Guinée-Bissau	36.5	19.5	30.8	18.2	12.6	18.3
Maldives	13.0	38.8	73.0	55.2	63.7	59.0
Mali	194.6	215.6	167.7	282.0	150.8	262.3
Mauritanie	148.0	127.7	116.8	143.2	174.8	192.6
Mozambique	242.4	224.8	351.3	344.1	372.0	346.5
Niger	147.8	141.0	141.9	153.5	124.7	98.6
Sénégal	260.9	217.5	455.0	387.1	275.4	505.3
Sierra Leone	15.0	63.1	124.5	71.4	59.1	28.3
Somalie	45.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Soudan	185.1	127.0	313.7	414.3	455.5	662.1
Togo	109.9	5.5	20.0	15.1	52.9	4.1
Ouganda	371.7	348.7	214.5	236.2	263.4	495.6
Yémen	305.4	156.9	157.2	247.8	346.6	299.8
PMA de l'OCI	3,909.5	3,140.8	3,891.0	3,908.5	4,273.9	4,845.4
tous les PMA	7,231.5	7,812.6	10,224.5	11,127.2	8,935.6	14,366.4
Pays de l'OCI	38,551.2	60,628.3	87,197.7	102,178.2	139,500.4	159,423.7
Pays en Développement	122,265.2	307,351.3	361,325.9	429,218.3	507,738.9	686,160.0
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	54.06	40.20	38.06	35.13	47.83	33.73
Pays de l'OCI	10.14	5.18	4.46	3.83	3.06	3.04
Pays en Développement	3.20	1.02	1.08	0.91	0.84	0.71

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.22	Service de la Dette sur la Dette Extérieure, Totale (STD) (en millions de dollars)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					9.3	19.6
Bangladesh	749.1	671.6	670.5	804.6	706.4	813.9
Bénin	38.1	60.0	62.5	67.7	81.1	68.1
Burkina Faso	34.3	46.8	51.9	45.8	51.5	42.8
Tchad	11.8	41.0	39.0	54.4	63.2	71.5
Comores	1.1	3.0	3.3	4.0	3.7	26.3
Djibouti	14.9	15.6	17.7	15.1	22.6	44.4
Gambie	37.7	20.4	37.2	28.3	33.1	35.6
Guinée	168.6	131.1	171.8	161.8	164.8	174.5
Guinée-Bissau	8.4	15.2	44.9	32.6	33.8	32.2
Maldives	8.8	21.7	32.9	34.5	35.0	44.7
Mali	67.8	76.5	98.6	97.6	91.3	64.3
Mauritanie	145.7	54.7	57.1	67.2	97.3	122.9
Mozambique	78.5	83.6	72.6	82.9	51.6	40.8
Niger	98.7	33.4	42.8	37.9	183.2	31.2
Sénégal	324.1	244.0	335.6	202.6	194.0	180.7
Sierra Leone	21.1	16.2	19.2	15.3	31.5	13.3
Somalie	10.7	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
Soudan	49.7	272.3	314.3	390.3	296.0	364.2
Togo	85.7	17.4	22.0	24.1	29.3	18.4
Ouganda	144.7	83.9	102.7	171.6	114.7	66.8
Yémen	169.1	175.8	223.2	211.0	225.9	254.6
PMA de l'OCI	2,268.7	2,084.3	2,419.8	2,549.5	2,519.3	2,530.6
tous les PMA	4,268.3	5,166.6	6,041.3	6,937.9	8,812.3	9,960.5
Pays de l'OCI	47,938.9	90,682.0	102,960.4	116,560.6	129,072.7	128,980.0
Pays en Développement	139,801.0	389,664.6	412,251.4	474,399.1	536,464.4	540,025.0
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	53.2	40.3	40.1	36.7	28.6	25.4
Pays de l'OCI	4.7	2.3	2.4	2.2	2.0	2.0
Pays en Développement	1.6	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.23	Paiements des Intérêts d'Intérêts sur la Dette Extérieure, Totale (en millions de dollars)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					5.8	15.8
Bangladesh	201.0	175.9	208.1	235.3	232.4	244.0
Bénin	17.6	18.4	19.3	20.2	17.2	13.5
Burkina Faso	15.5	16.1	17.0	17.2	17.3	16.6
Tchad	5.0	11.9	11.6	16.8	17.4	19.3
Comores	0.9	0.9	1.1	1.4	1.4	13.3
Djibouti	6.0	3.3	4.4	3.9	5.2	6.8
Gambie	12.3	9.1	9.1	10.5	9.8	11.6
Guinée	58.8	34.3	44.2	47.0	44.2	40.8
Guinée-Bissau	6.1	4.5	10.1	8.7	9.4	9.5
Maldives	2.8	5.3	8.7	9.9	11.9	14.4
Mali	24.0	20.1	27.3	28.8	25.6	20.1
Mauritanie	47.4	15.9	21.0	23.4	25.5	28.2
Mozambique	37.7	24.6	25.0	26.6	26.8	26.2
Niger	36.0	11.1	13.3	14.2	12.5	10.6
Sénégal	127.8	78.1	74.2	57.4	74.8	60.6
Sierra Leone	9.2	7.7	10.5	9.4	11.6	3.9
Somalie	5.3	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
Soudan	33.6	58.1	79.2	67.3	50.0	82.4
Togo	43.0	2.9	3.3	3.3	5.3	5.5
Ouganda	35.9	27.3	36.9	35.8	29.7	15.9
Yémen	88.4	57.7	68.8	62.3	71.5	69.3
PMA de l'OCI	814.4	583.0	692.8	699.7	705.2	728.4
tous les PMA	1,599.9	1,336.5	1,418.9	1,642.8	2,281.6	2,693.4
Pays de l'OCI	19,058.9	22,319.4	23,114.6	29,004.5	26,447.2	31,399.0
Pays en Développement	61,031.7	98,353.0	98,477.6	110,052.4	124,253.5	150,363.7
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	50.90	43.62	48.83	42.59	30.91	27.04
Pays de l'OCI	4.27	2.61	3.00	2.41	2.67	2.32
Pays en Développement	1.33	0.59	0.70	0.64	0.57	0.48

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.24	Flux Nets sur la Dette, Total (En millions de dollars)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					142.9	198.0
Bangladesh	812.8	513.8	783.6	372.5	1,158.1	675.0
Bénin	91.8	-16.8	32.4	54.7	17.2	30.6
Burkina Faso	68.0	101.4	235.7	182.7	331.2	288.5
Tchad	98.2	154.7	84.7	75.2	69.6	15.5
Comores	1.8	2.6	3.0	0.1	1.7	-8.1
Djibouti	20.8	15.5	16.8	22.6	36.2	-5.2
Gambie	15.5	21.6	17.2	41.7	31.8	42.1
Guinée	86.1	-167.4	-22.2	-74.1	-83.8	-142.7
Guinée-Bissau	45.7	6.8	-5.1	-6.7	-13.8	-4.4
Maldives	8.6	-0.4	62.9	45.6	78.6	63.7
Mali	158.8	51.3	100.3	197.2	85.0	218.2
Mauritanie	102.2	39.9	83.6	90.4	144.1	124.9
Mozambique	173.3	101.4	293.6	323.8	348.3	388.9
Niger	123.3	120.3	115.7	126.7	-39.9	78.0
Sénégal	232.0	-86.5	75.1	241.9	215.6	613.1
Sierra Leone	3.0	57.1	123.8	55.6	34.2	14.9
Somalie	58.0	0.0	-33.1	0.0	0.0	0.0
Soudan	169.1	-91.4	347.6	100.3	134.4	416.3
Togo	16.0	-69.1	-14.6	20.3	-4.1	47.2
Ouganda	269.2	283.1	133.5	90.7	249.4	323.8
Yémen	385.7	-93.7	17.7	160.2	151.2	206.5
PMA de l'OCI	2,939.8	944.1	2,452.2	2,121.3	3,087.8	3,584.8
tous les PMA	5,339.5	2,949.1	6,839.7	7,233.2	3,893.4	8,219.5
Pays de l'OCI	19,646.4	1,069.8	27,694.3	30,329.4	53,767.4	68,588.7
Pays en Développement	57,531.1	77,507.2	116,024.2	151,490.7	205,595.4	498,987.9
PMA de l'OCI comme % de:						
tous les PMA	55.1	32.0	35.9	29.3	79.3	43.6
Pays de l'OCI	15.0	88.3	8.9	7.0	5.7	5.2
Pays en Développement	5.1	1.2	2.1	1.4	1.5	0.7

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database.

Tableau A.25	Stocks de Dette Extérieure, % de RNB (DOD/RNB)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					20.2	20.2
Bangladesh	43.5	34.4	34.2	31.2	31.9	29.9
Bénin	71.5	52.0	47.9	43.1	17.5	15.8
Burkina Faso	29.0	41.4	40.8	36.6	19.1	21.8
Tchad	33.7	75.8	59.1	47.9	48.6	41.1
Comores	77.2	90.7	85.2	75.6	73.4	62.4
Djibouti	44.3	60.0	59.8	55.7	56.9	54.3
Gambie	50.6	136.3	139.8	117.2	115.8	97.3
Guinée	93.1	96.5	89.5	101.2	98.3	82.1
Guinée-Bissau	310.1	364.8	328.8	273.7	262.7	235.7
Maldives	41.5	43.6	50.7	54.2	54.9	56.3
Mali	99.5	76.6	69.4	61.2	28.6	29.4
Mauritanie	196.4	175.8	145.4	121.2	58.6	59.7
Mozambique	166.3	86.3	89.0	72.3	45.7	41.3
Niger	68.5	79.3	68.6	59.1	23.5	22.9
Sénégal	62.9	64.2	49.2	44.7	21.0	23.1
Sierra Leone	124.9	107.9	122.2	108.9	81.2	18.8
Somalie	246.4	139.7	133.0	122.8	115.8	113.3
Soudan	105.9	80.4	71.3	51.4	42.6	34.9
Togo	79.2	96.9	88.9	80.0	81.0	79.2
Ouganda	65.7	65.7	57.3	45.2	11.8	12.1
Yémen	170.9	47.3	41.6	33.2	27.6	25.0
PMA de l'OCI	78.6	58.5	54.4	46.4	35.8	32.0
tous les PMA	86.7	71.0	65.7	56.0	40.5	36.6
Pays de l'OCI	49.9	49.0	43.7	36.1	32.6	30.4
Pays en Développement	40.3	36.1	32.3	27.2	25.0	24.9

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.

Tableau A.26	Stocks de Dette Extérieure, % d'Exportations (DOD/EXBS)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					88.5	116.7
Bangladesh	700.1	255.5	232.6	198.0	179.1	162.4
Bénin	343.5	245.0	236.7	195.4	93.3	79.6
Burkina Faso	244.6	462.1	360.8	370.5	169.0	206.3
Tchad	175.8	221.2	73.7	49.5	47.5	46.9
Comores	659.3	515.8	560.3	526.4	517.3	424.0
Djibouti	55.2	152.2	166.2	143.1	148.2	146.3
Gambie	194.4	400.9	364.3	362.2	357.6	342.1
Guinée	310.1	428.4	418.8	351.7	285.9	302.1
Guinée-Bissau	2,471.2	958.1	915.4	610.3	553.5	565.8
Maldives	42.8	47.2	55.8	76.9	65.5	69.9
Mali	568.5	270.3	272.7	235.1	88.5	106.6
Mauritanie	463.4	712.2	393.6	332.4	106.8	110.0
Mozambique	2,466.2	317.1	283.4	224.9	138.2	130.2
Niger	326.8	461.3	369.3	314.2	130.0	126.3
Sénégal	269.6	240.3	180.9	164.3	80.5	98.8
Sierra Leone	467.3	739.8	671.2	555.6	411.9	94.3
Somalie	28,032.4	43,010.5	41,072.2	37,754.4	35,682.6	34,921.9
Soudan	2,035.4	526.0	387.4	287.6	251.3	169.7
Togo	250.1	284.6	304.5	272.3	260.6	245.5
Ouganda	1,032.6	541.4	420.6	290.2	77.1	73.7
Yémen	1,293.4	125.3	108.8	78.3	70.7	76.3
PMA de l'OCI	647.7	310.7	256.8	204.5	151.5	138.8
tous les PMA	557.7	315.1	263.0	209.9	145.9	134.0
Pays de l'OCI	213.2	139.3	121.3	97.1	86.0	83.5
Pays en Développement	218.5	118.9	99.1	80.8	72.1	73.3

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.

Tableau A.27	Service de la Dette sur la Dette Extérieure, % d'Exportations (STD/EXBS)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					0.5	1.1
Bangladesh	42.2	9.1	7.7	8.4	6.2	6.0
Bénin	10.1	8.0	7.7	7.2	9.3	6.3
Burkina Faso	10.1	12.5	9.3	8.5	7.7	6.0
Tchad	4.0	5.9	1.8	1.7	1.8	1.9
Comores	3.9	5.3	6.0	7.2	6.5	38.3
Djibouti	4.0	6.2	7.1	5.2	7.2	13.8
Gambie	19.9	12.9	20.2	15.4	16.4	16.6
Guinée	21.1	16.2	20.3	17.5	14.4	16.1
Guinée-Bissau	30.1	19.5	53.8	28.7	26.3	24.5
Maldives	4.9	3.6	4.9	6.9	4.8	5.5
Mali	15.6	6.6	8.1	7.1	4.9	3.4
Mauritanie	31.9	16.6	9.6	9.6	6.4	7.9
Mozambique	41.6	6.8	4.3	4.1	2.4	1.7
Niger	18.6	7.4	8.0	6.0	27.8	4.1
Sénégal	23.3	13.4	15.4	8.6	8.1	6.9
Sierra Leone	8.4	7.9	7.8	5.4	9.9	3.6
Somalie	126.6	0.0	0.0	1.8	0.2	0.0
Soudan	6.8	8.3	6.7	6.5	4.1	3.2
Togo	16.7	2.9	3.7	3.9	4.3	2.3
Ouganda	57.3	10.0	9.1	11.2	7.0	3.1
Yémen	34.4	4.1	4.4	3.1	2.9	3.3
PMA de l'OCI	23.6	8.2	7.5	6.6	5.3	4.6
tous les PMA	19.1	10.5	9.9	9.3	9.7	9.3
Pays de l'OCI	26.0	18.8	17.2	16.2	15.0	12.9
Pays en Développement	22.9	18.8	15.5	14.6	13.5	11.4

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database; UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.

Tableau A.28	Paiements des Intérêts d'Intérêts sur la Dette Extérieure, % d'Exportations (INT/EXBS)					
	1990	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan					0.3	0.9
Bangladesh	11.3	2.4	2.4	2.5	2.0	1.8
Bénin	4.7	2.5	2.4	2.2	2.0	1.3
Burkina Faso	4.6	4.3	3.1	3.2	2.6	2.3
Tchad	1.7	1.7	0.5	0.5	0.5	0.5
Comores	3.0	1.6	2.0	2.6	2.4	19.4
Djibouti	1.6	1.3	1.8	1.4	1.7	2.1
Gambie	6.5	5.7	4.9	5.7	4.8	5.4
Guinée	7.4	4.3	5.2	5.1	3.8	3.8
Guinée-Bissau	21.7	5.7	12.1	7.7	7.3	7.3
Maldives	1.5	0.9	1.3	2.0	1.6	1.8
Mali	5.5	1.7	2.2	2.1	1.4	1.1
Mauritanie	10.4	4.8	3.5	3.4	1.7	1.8
Mozambique	20.0	2.0	1.5	1.3	1.2	1.1
Niger	6.8	2.5	2.5	2.2	1.9	1.4
Sénégal	9.2	4.3	3.4	2.4	3.1	2.3
Sierra Leone	3.6	3.7	4.2	3.4	3.6	1.1
Somalie	62.4	0.0	0.0	1.8	0.2	0.0
Soudan	4.6	1.8	1.7	1.1	0.7	0.7
Togo	8.4	0.5	0.6	0.5	0.8	0.7
Ouganda	14.2	3.3	3.3	2.3	1.8	0.7
Yémen	18.0	1.3	1.4	0.9	0.9	0.9
PMA de l'OCI	8.5	2.3	2.1	1.8	1.5	1.3
tous les PMA	7.2	2.7	2.3	2.2	2.5	2.5
Pays de l'OCI	10.3	4.6	3.9	4.0	3.1	3.1
Pays en Développement	10.2	4.7	3.7	3.4	3.1	3.2

Source: SESRIC, BASEIND Database; World Bank, Global Development Finance (GDF), Online Database; UNSD, National Accounts main Aggregates Database.

Tableau A.29	Index de Production Alimentaire (1999-2001=100)							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan	94	90	109	112	109	124	112	122
Bangladesh	102	100	103	106	104	116	118	126
Bénin	101	102	108	114	122	120	113	109
Burkina Faso	86	114	113	124	110	125	126	122
Tchad	93	108	107	114	108	120	120	110
Comores	100	102	101	104	104	99	102	105
Djibouti	102	104	116	114	113	115	154	153
Gambie	101	108	67	84	106	91	96	69
Guinée	100	100	105	109	114	119	125	129
Guinée-Bissau	100	103	103	105	108	113	114	114
Maldives	103	94	93	103	113	78	109	50
Mali	94	101	103	120	111	127	133	145
Mauritanie	100	101	105	107	108	112	112	112
Mozambique	95	99	101	105	110	112	110	99
Niger	93	110	118	131	112	129	140	146
Sénégal	102	95	60	84	85	99	83	74
Sierra Leone	92	108	124	135	150	172	206	185
Somalie	101	99	102	104	105	107	103	103
Soudan	97	108	108	117	112	116	126	124
Togo	94	103	101	104	106	110	118	121
Ouganda	99	104	108	108	107	106	104	105
Yémen	99	107	106	113	114	116	123	129
PMA de l'OCI	98	103	103	110	111	115	120	116
tous les PMA	98	102	103	107	110	115	119	118
Pays de l'OCI	99	102	104	109	112	114	119	116
Pays en Développement	99	101	103	104	108	110	112	113

Source: FAO, FAOSTAT Database.

Tableau A.30	Index de Production Alimentaire par Habitant (1999-2001=100)							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan	94	88	101	101	94	103	89	93
Bangladesh	102	98	99	100	96	106	105	111
Bénin	101	99	101	104	107	102	93	87
Burkina Faso	86	111	106	113	97	107	105	98
Tchad	93	104	99	102	93	100	97	86
Comores	100	99	96	96	94	86	87	88
Djibouti	102	101	111	107	105	104	137	134
Gambie	101	104	63	77	93	78	80	56
Guinée	100	99	101	103	106	109	111	113
Guinée-Bissau	100	100	97	96	95	97	95	92
Maldives	103	93	90	98	106	72	99	45
Mali	94	98	97	110	99	110	111	118
Mauritanie	100	98	99	98	96	97	94	92
Mozambique	95	97	96	97	100	99	95	84
Niger	93	106	110	118	97	109	113	114
Sénégal	102	93	57	77	77	87	71	62
Sierra Leone	92	104	114	118	126	140	162	143
Somalie	101	96	96	95	93	92	86	83
Soudan	97	106	104	110	103	105	111	107
Togo	94	100	95	95	94	95	99	99
Ouganda	99	101	101	98	95	90	86	84
Yémen	99	104	100	103	101	100	103	105
PMA de l'OCI	98	100	97	101	99	99	101	95
tous les PMA	98	100	98	99	99	102	102	99
Pays de l'OCI	99	99	100	102	102	102	104	100
Pays en Développement	99	99	100	100	103	102	103	102

Source: FAO, FAOSTAT Database.

Tableau A.31	Consommation de Nourriture, Consommation d'Énergie Diététique (kcal/personne/jour)		
	1990-92	1995-97	2003-05
Afghanistan			
Bangladesh	2010	1960	2230
Bénin	2090	2140	2290
Burkina Faso	2440	2490	2620
Tchad	1690	1800	1980
Comores	1920	1830	1800
Djibouti	1720	1860	2170
Gambie	2300	2100	2140
Guinée	2460	2490	2540
Guinée-Bissau	2290	2150	2050
Maldives	2390	2430	2630
Mali	2440	2420	2570
Mauritanie	2670	2770	2790
Mozambique	1750	1850	2070
Niger	1970	1950	2140
Sénégal	2100	2040	2150
Sierra Leone	1940	1980	1910
Somalie			
Soudan	2070	2200	2290
Togo	1870	1970	2020
Ouganda	2260	2170	2380
Yémen	1980	1980	2010
PMA de l'OCI	2118	2129	2239
tous les PMA	2108	2084	2190
Pays de l'OCI	2465	2526	2605
Pays en Développement	3220	3230	3380

Source: FAO, FAOSTAT Database.

Tableau A.32	Exportations de Nourriture (En millions de dollars)								
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan									27
Bangladesh	418	327	370	371	511	581	693	857	1057
Bénin	38	39	113	48	51	70			
Burkina Faso	35	39	33	58	64				
Tchad									
Comores	6	7	9	5	8				
Djibouti									
Gambie	12	6	3	3	6	4	9	10	8
Guinée	13	11	8		17	73	88	34	25
Guinée-Bissau									
Maldives	41	44	56	76	91	103	134	106	124
Mali	8	71	45	52	67	64	89	101	135
Mauritanie	71	82	74	96	143	138		175	188
Mozambique	156	160	219	178	241	245	365	268	299
Niger	109	98	81	86	86	67	80	68	96
Sénégal	363	363	402	428	462	424	495	569	443
Sierra Leone									
Somalie									
Soudan	508	189	284	259	357	296	299		300
Togo	38	40	58	78	92	77		44	68
Ouganda	241	276	297	103	372	473	523	739	923
Yémen		122	165	182	181	247	277	332	390
PMA de l'OCI	2057	1874	2216	2022	2749	2862	3053	3303	4082
tous les PMA	3607	3523	3711	3975	4962	5426	5790	6542	9324
Pays de l'OCI	28472	28437	33768	39050	45215	50852	57840	75398	99951

Source: WTO, Statistics Database.

Tableau A.33	Importations de Nourriture (En millions de dollars)								
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afghanistan									180
Bangladesh	1254	1398	1387	1918	1747	1755	2620	3946	5059
Bénin	120	123	174	215	218	268			
Burkina Faso	77	120	124	136	151				
Tchad									
Comores	16	14	15	16	27				
Djibouti									
Gambie	65	55	60	61	93	98	81	100	98
Guinée	148	141	154		185	261	284	217	252
Guinée-Bissau									
Maldives	92	89	89	99	117	116	148	182	220
Mali	122	141	164	228	187	255	314	323	416
Mauritanie	66	69	78	94	144	137	269	364	462
Mozambique	162	147	186	238	300	360	395	542	575
Niger	135	174	164	188	207	252	240	226	310
Sénégal	362	463	509	708	805	898	858	1221	1693
Sierra Leone									
Somalie									
Soudan	360		466	475	511	907	1053	519	1229
Togo	59	81	90	97	101	92		115	133
Ouganda	132	123	151	197	280	308	348	436	587
Yémen		818	840	1017	1052	1522	1509	2125	2405
PMA de l'OCI	3170	3958	4649	5687	6125	7229	8117	10316	13620
tous les PMA	4767	5741	6485	8426	8681	9705	11128	13350	18183
Pays de l'OCI	43126	43163	46537	52609	61919	69427	77626	102066	143307

Source: WTO, Statistics Database.

Tableau A.34	Expédition d'Aide Alimentaire des Céréales (Tonnes/Année Total et Métrique)			
	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06
Afghanistan	72035	140966	272361	121423
Bangladesh	1017497	658438	567088	235974
Bénin	9589	13652	12066	10968
Burkina Faso	46057	20191	21958	23939
Tchad	28775	18719	18749	52767
Comores	5063	2191		
Djibouti	12730	10800	11307	12043
Gambie	10631	4453	4817	8206
Guinée	22041	9336	25665	24621
Guinée-Bissau	8721	3741	8591	6559
Maldives	2874	3278	3116	10330
Mali	27732	13379	4850	20467
Mauritanie	58658	23207	34897	51199
Mozambique	556997	188415	197886	100272
Niger	38911	14848	20705	62608
Sénégal	53113	8213	23143	16720
Sierra Leone	37674	51185	38883	29767
Somalie	147214	16732	24470	74470
Soudan	467456	70255	127462	483766
Togo	13049	4836	3333	1414
Ouganda	17718	35021	58663	111660
Yémen	85309	37120	158306	77820
PMA de l'OCI	2904210	1401931	1532406	1543433
tous les PMA	4616105	2916962	3548799	3062477
Pays de l'OCI	6145649	2389422	2935511	2103218

Source: FAO, FAOSTAT Database.

Tableau A.35	Part de l'Aide Alimentaire dans la Consommation Totale (pour cent)			
	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06
Afghanistan				
Bangladesh	4.2	2.5	1.8	0.7
Bénin	1.1	1.2	0.9	0.6
Burkina Faso	2.5	1.1	1.0	0.8
Tchad	2.8	1.6	1.2	3.0
Comores	5.1	2.1	0.0	0.0
Djibouti	12.8	9.4	8.4	7.9
Gambie	5.2	2.7	2.5	3.5
Guinée	1.5	0.6	1.8	1.7
Guinée-Bissau	4.0	2.0	3.5	2.9
Maldives	5.0	5.0	4.2	13.0
Mali	1.5	0.6	0.2	0.8
Mauritanie	11.3	4.0	4.7	6.5
Mozambique	24.7	6.9	5.5	2.7
Niger	2.6	0.9	0.9	2.7
Sénégal	3.1	0.5	1.3	0.8
Sierra Leone	4.9	7.2	6.2	3.5
Somalie				
Soudan	9.3	1.5	2.0	7.1
Togo	2.1	0.6	0.3	0.1
Ouganda	0.8	1.1	1.2	2.2
Yémen	3.5	1.3	4.1	1.9
PMA de l'OCI	6.0	2.8	2.5	3.2
tous les PMA	8.1	6.3	5.0	4.0
Pays de l'OCI	6.1	3.1	2.9	2.2

Source: FAO, FAOSTAT Database.

Tableau A.36	Le Nombre de Personnes Mal nourris (Million)			
	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06
Afghanistan				
Bangladesh	41.6	51.4	40.1	40.2
Bénin	1.5	1.7	1.6	1.6
Burkina Faso	1.3	1.3	1.6	1.3
Tchad	3.7	3.8	3.7	3.9
Comores	0.2	0.3	0.4	0.4
Djibouti	0.3	0.3	0.3	0.2
Gambie	0.2	0.4	0.4	0.5
Guinée	1.2	1.3	1.5	1.5
Guinée-Bissau	0.2	0.3	0.4	0.5
Maldives	0.0	0.0	0.0	0.0
Mali	1.1	1.3	1.3	1.2
Mauritanie	0.2	0.2	0.2	0.2
Mozambique	8.2	8.6	7.9	7.5
Niger	3.1	3.8	3.7	3.8
Sénégal	2.3	3.0	3.4	2.9
Sierra Leone	1.9	1.8	2.4	2.5
Somalie				
Soudan	8.3	7.2	7.5	7.5
Togo	1.8	1.8	2.3	2.3
Ouganda	3.6	5.1	4.1	4.4
Yémen	3.8	5.0	5.7	6.7
PMA de l'OCI	84.5	98.6	88.5	89.1
tous les PMA	201.3	240.1	234.7	241.5
Pays de l'OCI	173.3	177.4	190.7	187.0
Pays en Développement	817.8	796.8	827.3	851.4

Source: FAO, FAOSTAT Database.

Tableau A.37	Prédominance de Malnutrition dans la Population Totale (pour cent)			
	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06
Afghanistan				
Bangladesh	36	40	28	26
Bénin	28	26	22	19
Burkina Faso	14	12	13	9
Tchad	59	51	42	38
Comores	40	48	55	51
Djibouti	60	50	38	31
Gambie	20	31	29	29
Guinée	19	18	18	16
Guinée-Bissau	20	26	29	31
Maldives	9	9	8	7
Mali	14	15	12	10
Mauritanie	10	8	7	8
Mozambique	59	52	42	37
Niger	38	40	32	28
Sénégal	28	32	32	25
Sierra Leone	45	43	51	46
Somalie				
Soudan	31	24	22	20
Togo	45	39	41	37
Ouganda	19	23	16	15
Yémen	30	31	30	32
PMA de l'OCI	31	31	28	26
tous les PMA	33	33	31	29
Pays de l'OCI	23	20	19	18
Pays en Développement	20	18	17	16

Source: FAO, FAOSTAT Database.